ÉCHANGES

N° 155 — Printemps 2016 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

« **NUIT DEBOUT** », un patchwork, expression d'un ras-le-bol généralisé, p. 3 ◆ Dans les publications, p. 6

BARCELONE. La « nouvelle politique » et la grève des transports, p. 7 ◆ « Le rêve américain pour 2 dollars de l'heure ! » : luttes ouvrières chez **AMAZON POLOGNE**, p. 10 ◆ Dans les publications. Europe, p. 31

IRAN. Pas de répit après l'accord sur le nucléaire, p. 33 ◆ Migration, **RÉFUGIÉS ET FORCE DE TRAVAIL**, p. 38 ◆ Dans les publications. Migrations, p. 46 ◆ Acier et charbon, **SIDÉRURGIE ET MINES**, un nouveau contrat social ?, p. 51

Dans les publications. Monde, p. 58

Correspondance, p. 60

Ruines et vertiges de **L'ILLUSION RELIGIEUSE**, p. 61 ◆ Quelques mots : communautarisme, communisme, individualisme, p. 62

Dans les publications. Théorie, histoire, p. 67

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org
http://www.echangesetmouvement.fr/

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo
leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er
☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue
michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

UN PATCHWORK, EXPRESSION D'UN RAS-LE-BOL GÉNÉRALISÉ

NUIT DEBOUT

Il est difficile de situer le début d'un mouvement, entre les revendications de tel ou tel groupe et/ou les attributions faciles des médias et des politiques pour qui il faut toujours un leader ou un groupe pour lancer ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre. Ce qui est certain, pour tout mouvement du genre de Nuit debout, c'est que si l'idée en a pu venir chez un individu et/ou un groupe, le fait n'a pu naître que d'une situation globale qui s'est établie progressivement, et que le développement d'un tel mouvement vient plus de l'existence de cette situation que de la volonté et de l'activisme des promoteurs initiaux.

Ce serait ainsi qu'à la suite de la projection d'un film, *Merci Patron,* que les initiateurs et spectateurs seraient convenus, le 23 février, d'une convergence des luttes notamment autour du rejet du projet de réforme des relations de travail connu sous le nom de « loi el Khomri » ou « loi travail ». D'où un appel, relativement suivi dans les milieux étudiants et lycéens, à des occupations et manifestations qui devinrent relativement importants à partir du 9 février mais restèrent cependant dans certaines limites (par exemple, sur les 188 lycées que compte Paris, une trentaine furent bloqués). Dans la même période, les syndicats organisaient une riposte contre la même loi, mais à leur façon, c'est-à-dire de manière à garder le contrôle des grèves et manifestations. Si le congrès de la CGT qui se tenait au même moment, lança un appel à tenir dans les entreprises des assemblées générales pour décider de la grève ; si cet appel répondait manifestement à une pression de la base et aussi au désir d'être présent dans tout mouvement pouvant surgir sur cette opposition à la « loi travail », il ne fallait pas pourtant se méprendre sur les intentions réelles du syndicat et des autres syndicats qui pouvaient s'y associer. Il y eut une convergence et une participation communes, bien que non mélangées, à la manifestation du 31 mars qui ne réunit pas pourtant les grandes foules ; ce succès tout relatif donna l'opportunité recherchée par les initiateurs du mouvement étudiant-lycéens de lancer, à la fin de cette manifestation, l'occupation nocturne de la place de la République à Paris, une place centrale assez grande pour contenir des foules et symbolique car point de départ historique de nombre de manifestations ouvrières. C'est ainsi que naquit le mouvement Nuit debout qui dure encore plus de soixante jours après son lancement.

Sur cette place où s'est située la première assemblée, ce rassemblement nocturne quotidien a pris une dimension variable dans le temps, sous l'effet de la répression mais aussi de la météo, des tentatives d'appropriation par les plus radicaux, et la lassitude d'une stagnation évidente. Mais, depuis le début s'y retrouvent à la fois ceux qui ont – vaguement mais fortement – un ras-le-bol de leur vie dans cette société et ceux qui dans un domaine spécifique luttent contre les conséquences malfaisantes du système (les « anti » de toutes sortes, des

antinucléaires aux anticruauté envers les animaux en passant par le droit au logement ou la révolution verte). Tous ces derniers pensent, par des débats sur le sujet qui les anime, faire prendre conscience de ce problème spécifique, vraisemblablement trouver de nouveaux participants à leur lutte et peut-être espérer qu'une cohérence de l'ensemble intégrera leur combat spécifique dans l'esquisse d'une autre société, qu'un élargissement du mouvement tendrait à définir ou commencer à réaliser.

Tout cela donne une vie particulière à Nuit debout. mais ce patchwork ne semble pas se coaguler en une unité quelconque, au-delà de la volonté évidente de « continuer ». Pour le moment, on ne peut pas dire que quoi que ce soit soit sorti de ces débats généraux ou spécifiques même quant à l'organisation matérielle pour satisfaire les besoins les plus élémentaires des participants qui parfois ont atteint plusieurs milliers.

En cela, Nuit debout s'apparente à tout un ensemble de mouvements d'un type nouveau – à savoir l'occupation permanente d'un espace public – qu'on retrouve internationalement sous des appellations diverses – Révolutions de couleur – Printemps arabe – Occupy… Outre cette récurrence historique on y trouve d'une part une certaine confusion dans l'expression des motivations qui peuvent les caractériser, d'autre part le fait que n'associant pas directement les travailleurs ou leurs organisations ils diffèrent des processus traditionnels de la lutte de classe ; ce qui entraîne que leurs détracteurs les caractérisent comme actions des classes moyennes.

On doit constater que Nuit debout a présenté rapidement des limites qui l'ont enfermé dans un espace étroit comparé aux occupations d'espaces publics telles que les places Tahrir, Puerta del Sol ou de Catalogne, Occupy Wall Street… en 2011, place Maidan en 2014, etc. Ces limites qui ne semblent pas, pour le moment être franchies relèguent Nuit debout de plus en plus à ce qu'il était dans l'esprit de ses promoteurs, une avant-garde – mais qui n'a nullement joué ce rôle et qui se réduit, quelles que soient les intentions des participants, à une stagnation. Tout mouvement qui stagne, passée sa période d'essor signe, en général, sa fin. Cet essor et ce déclin sont particulièrement évidents dans la participation aux manifestations organisées par les syndicats, dont les animateurs de Nuit debout pouvaient espérer que leur mouvement s'étendrait à la masse des travailleurs.

FINALEMENT, en dépit de ces limites dans lesquelles la répression a pu jouer un rôle (bien qu'il y ait une dialectique entre l'amenuisement du mouvement et les possibilités d'action répressive), ce sont les organisations du pouvoir économique, social et politique qui se sont montrées les plus préoccupées par le tour qu'a pris Nuit debout, pas seulement dans sa violence marginale mais dans l'esprit qui l'anime. Confusément mais nettement, la « libre parole » est la négation de toutes les structures de représentation, base même de tout le système de domination capitaliste. Il y a d'ailleurs une certaine contradiction dans la participation aux défilés syndicaux qui font partie intégrante de ces structures de représentation et la tendance confuse du mouvement à vouloir s'en échapper.

Des critiques fréquentes touchent l'utilisation d'un vocabulaire comme « citoyen » ou « démocratie » ou autres qui montreraient que

les participants ne sont guère que des réformistes sans l'ambition d'un changement radical : ces critiques sont mal venues car ces mots peuvent avoir, dans l'esprit de ceux qui les emploient, un sens beaucoup plus radical – et ils s'en servent car ils ne trouvent pour dire ce qu'ils ressentent aucun autre vocabulaire – et pas, notamment, dans une glose politique d'extrême gauche qu'ils ignorent.

On peut considérer que toutes ces limites apparaissent dans un ensemble de caractéristiques constatées sur le terrain même, essentiellement place de la République à Paris. Ces caractéristiques ne sont pas la cause des limitations relevées : elles ne sont que l'expression de la difficulté – pour des raisons à rechercher – de trouver, alors qu'il existe un malaise et un ras-le-bol général, qui s'exprime par exemple dans une abstention massive aux processus électoraux, un commun dénominateur qui puisse soulever un mouvement puissant. On ne peut faire un procès aux protagonistes ou aux acteurs de Nuit debout d'avoir échoué, mais on doit avant tout les féliciter d'avoir tenté et posé ainsi un jalon dans un type d'action qui sans nul doute se renouvellera. Chacune des constatations ci-après pose un pourquoi dont on peut discuter car cela peut décrire une situation globale :

– les participants chaque soir étaient en grande majorité des « blancs ». Il n'y avait pratiquement pas d'immigrés, quels qu'ils soient ;

– les participants appartenaient pour la plupart à la génération 25-45 ans. Le mouvement des lycéens beaucoup plus important qui s'est déroulé au même moment a cohabité avec Nuit debout mais ne s'y est pas mêlé, cette catégorie de jeunes ne fut guère présente sur la place. C'est particulièrement marqué pour les jeunes et moins jeunes de banlieue qui avaient participé massivement au mouvement anti-CPE de 2006 ;

– le mouvement n'a pas entraîné de perturbations notoires dans les processus économiques et n'a pratiquement pas associé les travailleurs d'une manière efficace à un soutien quelconque, alors même que le but – l'abandon de la loi – les concernait particulièrement;

– il n'est pas dit que si les participants avaient pu aller plus de l'avant – par exemple parvenir à plus de cohérence et la formuler non dans un programme de revendications mais dans une sorte de réflexion globale, la situation présente aurait pu être différente. Ce qui est évident c'est que le seul thème « abandon de la loi travail » (une loi dont on ne connaît pratiquement pas le contenu actuellement) n'était pas cet élément fédérateur que les protagonistes pouvaient espérer ;

– on doit constater que si des tentatives dues à des initiatives locales (et non heureusement à l'envoi d'agitateurs), ont été faites pour étendre le mouvement à toute la France elles n'ont pas non plus mobilisé les foules, mis à part dans quelques villes, et ont présenté les mêmes caractères et limites que celles du mouvement parisien.

Que dire de plus ? Comme nous le soulignions au début de cet article, on ne peut même pas avoir une réflexion sur tout ce qui a été échangé au cours de ces mois d'existence tant ces propos révèlent des éléments divergents, des cas individuels et aucune cohésion dans une réflexion plus générale pouvant aller plus profondément dans les causes de la faillite d'un système dont la conséquence la plus marquante est la disparition du consensus nécessaire à sa survie.

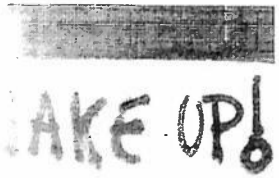
Mais, même à travers ses limites et ses faiblesses, l'existence même de ce mouvement Nuit debout apparaît être un témoin et certainement une étape vers une prise de conscience collective de cette faillite d'un système. L'avenir dira sous quelle forme et à quelle dimension. Dans ce qu'elle sera en fait et pas du tout dictée par l'un ou l'autre, pas par nous en tout cas

H. S.

« Le contraire d'une lutte de classe »

Ce mouvement Nuit debout est essentiellement un mouvement citoyen, un mouvement de la classe moyenne dont la prise de conscience maximum consistera à trouver un refuge dans l'isoloir des urnes ; sous son aspect collectif ce mouvement est tout le contraire d'une lutte de classe.
Par contre le mouvement contre la loi Travail qu'il faudrait appeler loi chômage est lui intéressant, je fais une nette différence entre la lutte contre la loi chômage, qui elle concerne le monde du travail dans sa globalité et les nuits debout qui veulent rabattre pour les élections.

Gérard Bad



DANS LES PUBLICATIONS

Paris luttes info

◆ « Bulletin de lutte sur Paris et banlieue autour de la précarité contre la Loi Travail et son monde ! » Un format A3 recto-verso à télécharger, imprimer et à diffuser.
https://paris-luttes.info/bulletin-de-lutte-paris-debout-no1-5510
Critiques, remarques, suggestions, témoignages sont reçus à paris-debout@squat.net

Citoyennisme

◆ « Contribution à une critique du citoyennisme » : ce texte de 2007 a été opportunément distribué en brochure sur la place de la République à Paris.Il circule aussi sur le Net : https://infokiosques.net/IMG/pdf/impasse_citoyenniste.pdf http://www.lesenrages.antifa-net.fr/limpasse-du-citoyennisme/
http://1libertaire .free.fr/citoyennisme01.html ...

Partout

◆ Huit pages « Debout partout » dans *CQFD* n° 143 (mai 2016).

Si y'avait un parti...

◆ Dans *Intervention communiste* n° 133 (mars-avril 2016) : « Nuit debout ou opération médiatique ? »

CPE

◆ « Il y a dix ans, la lutte anti-CPE » : après les émeutes de 2005, le premier ministre Villepin veut faire adopter une « loi pour l'égalité des chances » : outre la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire et autres joyeusetés comme l'autorisation du travail de nuit à quinze ans, le texte comprend le « contrat première embauche » (CPE), qui étend à deux ans la période d'essai permettant à un patron de licencier un jeune de moins de 26 ans sans motif ni préavis. *Alternative libertaire* n° 259 (mars 2016) revient sur une mobilisation (contrairement à aujourd'hui, les foules étaient dans la rue) qui n'aboutit qu'au retrait de cette seule mesure. Mais en dehors de cette constatation que « ce sont surtout les enfants des classes populaires et moyennes qui se sont mobilisés », on ne trouve pas dans *AL* de réflexion sur les limites et l'échec relatif du mouvement, qui n'a pas obtenu le retrait de la loi dans son entier et n'est pas sorti d'un mouvement étudiant. Il s'agissait, écrit *AL*, d'une facette du traitement du chômage : précariser pour soi-disant inciter les entreprises à recruter.

BARCELONE

LA « NOUVELLE POLITIQUE » ET LA GRÈVE DES TRANSPORTS

COMME LES ANNÉES PRÉCÉDENTES, à l'occasion de la réunion du Mobile World Congress, quelques syndicats (CGT, CNT, COS, USOC, etc.) des transports métropolitains de Barcelone, ont appelé en 2016 à des journées de grève pour la négociation de la convention. Les syndicats dits majoritaires (CCOO et UGT), comme d'habitude, se sont démarqués de cet appel.

La grève se répète chaque année parce que le Mobile World Congress (MWC) donne un relatif avantage aux travailleurs quant à leur capacité à faire pression sur les administrations et en particulier sur l'entreprise qui gère les transports métropolitains.

Le MWC, qui a eu lieu du 22 au 25 février, est le rendez-vous mondial le plus important des entreprises qui fabriquent de la téléphonie mobile et des applications. D'après les prévisions du lobby touristique de l'hôtellerie et du commerce barcelonais, quelque 75 000 congressistes étaient attendus, qui allaient laisser plus de 356 millions d'euros et créer 7 200 postes de travail temporaires. Pour garantir la sécurité des congressistes, on allait renforcer le nombre des agents de police à 1 900.

Bien entendu, les bénéficiaires de l'affaire sont les chaînes hôtelières, agences de voyage, boutiques de luxe, etc. liées en bonne partie à des capitaux internationaux, ainsi que le business florissant de la prostitution et du trafic de drogues. Dans l'ensemble, toutes ces activités jouent un rôle toujours plus important dans la sphère économique de la ville, dont la justification renvoie indéfectiblement à la formule magique de la création d'emplois. Des emplois précarisés à un point incroyable, où on voit de plus en plus le système de contrat de disponibilité totale envers le patron, qui ne garantit pas un minimum d'heures de travail mais exige la disponibilité immédiate du travailleur.

Par ailleurs, la ville de Barcelone étant spécialisée dans le tourisme de masse, en plus d'être une destination de croisières méditerranéennes et de grands événements (foires internationales et festivals de musique, etc.)

a fait du secteur des transports et de la mobilité le point névralgique de la ville-business. Les autorités administratives sont particulièrement sensibles à tout incident pouvant affecter le tourisme et, tout spécialement, la mobilité. Il y a trois ans, la simple menace d'une grève des chauffeurs de taxis de paralyser la voie d'accès à l'aéroport, a suffi pour que la mairie retire un projet qui lésait le secteur des taxis. Quoi qu'il en soit, seul le secteur des transports métropolitains semble profiter de l'occasion du MWC pour essayer de satisfaire ses revendications.

Le motif du conflit était la négociation de la convention avec, en toile de fond, la mise en question de la gestion et de la fonction qu'exerce l'entreprise municipale Transports Metropolitans de Barcelona (TMB) en tant que « refuge doré » des politiciens professionnels qui, après avoir assumé des fonctions publiques dans l'administration municipale, trouvent des sinécures bien rémunérées dans cette entreprise. Ce n'est qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres, de la stratégie des partis catalans en l'occurrence – JxSí (1), PSC, ICV, ERC, etc. – de paiement des services rendus, en accord avec le plan de pillage général des fonds publics dont se chargent les professionnels du système de représentation politique en Catalogne, comme dans les autres communautés autonomes.

(1) JxSi (Junts pel Sí) [Ensemble pour le Oui] est la nouvelle coalition formée par Convergència Democràtica de Catalunya et Esquerra Republicana de Catalunya [Convergence démocratique de Catalogne et Gauche républicaine de Catalogne] qui gouverne en Catalogne à la place de l'ancienne coalition CiU (Convergencia i Unió) après le départ de Unió Democrática [Union Démocratique]. C'est une opération de lifting, vu que Convergencia a été impliquée dans la vague de corruption du système politique catalan et espagnol. Et, très particulièrement, la figure seigneuriale et de père de la patrie catalane moderne, Jordi Pujol, qui, avec plusieurs de ses fils, fait l'objet de poursuites judiciaires pour délits de fraude fiscale, trafic d'influences et opérations financières illégales.

Le gouvernement de la Generalitat a fixé des services minimaux, que les syndicats ont qualifié d'abusifs, dans la lignée de la stratégie de l'administration centrale tendant à éliminer dans la pratique le droit de grève (service minimum de manière à ce qu'on ne remarque qu'à peine l'incidence de la grève et la criminalisation des piquets d'information) et à présenter le conflit de telle sorte que les travailleurs des services publics apparaissent comme des irresponsables opposés aux intérêts des citoyens, des consommateurs/usagers.

PARMI LES FAITS que dénoncent les grévistes se trouve le manque de transparence de la gestion de TMB, qui cherche à occulter les hautes rémunérations des chargés de la direction. Entre les autobus et le métro il y a 7 844 emplois, dont 598 « hors convention », c'est-à-dire une formule qui permet, d'un côté, de précariser la situation des nouveaux embauchés et, de l'autre, de maintenir l'opacité sur les salaires élevés des directeurs. Par exemple, tant la section des autobus que celle du métro ont un conseil de direction composé d'une vingtaine de personnes qui touchent autour de 97 500 euros bruts annuels, auxquels il faut ajouter des compléments de salaires pour chaque personne de plus de 12 000 euros par an. Il existe en plus des directeurs de service qui touchent entre 85 000 et 87 000 euros par an, avec des compléments individuels de 15 000 euros. C'est-à-dire que l'entreprise métropolitaine des transports TMB est constituée par une bureaucratie avec des cadres de direction bien rémunérés qui viennent de la politique. Eh bien ! la maire de Barcelone, pour disqualifier les grévistes, a déclaré que les travailleurs touchaient une moyenne de 33 000 euros par

an. affirmation qu'elle s'est vue obligée de démentir une fois que les syndicats ont rendu public que la moyenne de leurs revenus est de 25 000 euros. Cette « indiscrétion » est généralement un recours dialectique insidieux, amplement utilisé ces dernières années devant chaque conflit, insinuant que les travailleurs ont des conditions privilégiées, c'est-à-dire comme toute personne qui a un travail et touche un salaire.

Par ailleurs, les autorités municipales ont manœuvré pour essayer de minimiser l'impact de la grève ; elles ont encouragé le rôle de « jaunes » des chauffeurs de taxis, en libéralisant le service les jours de grève des transports publics, ce qui permettait aux chauffeurs de taxis de travailler pendant les journées de repos obligatoire. Cependant, certains syndicats des taxis ont dénoncé ces manœuvres. De leur côté, quelques plates-formes présentes dans différents quartiers qui luttent contre la hausse des tarifs, Stop pujades (Stop aux hausses – des tarifs), ont mené des actions de solidarité avec les grévistes.

Malgré tout cela, après les jours de grève qui coïncidaient avec le MWC, le TBM continuait à ignorer les revendications des travailleurs, raison pour laquelle ils ont fait une nouvelle journée d'arrêt de travail (avec des services minimum également abusifs), le 2 avril.

Indépendamment de ce que sera le dénouement final du conflit, trois aspects sont à mettre en relief. Le premier concerne le changement radical qui a eu lieu dans la structure économique – et dans la vie quotidienne – de la ville de Barcelone ces dernières années, par l'imposition des intérêts du lobby touristique hôtelier et commercial sur la gestion de la vie urbaine. Le deuxième concerne la vulnérabilité du modèle barcelonais qui, basé sur la garantie de mobilité, offre des opportunités d'intervention et d'éventuelles alliances tactiques entre différents segments de la population salariée, les chômeurs et les exclus.

Le troisième aspect concerne la courte durée de ce que l'on présente comme la « nouvelle politique », après le virage vers les institutions de ceux qui se réclament héritiers du mouvement du 15-M Indignés (le mouvement lancé le 15 mai 2011 par les Indignés). L'attitude de la maire de Barcelone devant le conflit du métro a mis en évidence la réalité de la gestion municipale. La gestion municipale est soumise aux déterminations du capital touristique, commercial, immobilier (2), etc.

On voit comment, après les « pièges » (3) tendus à la maire, la « nouvelle politique » est devenue la même politique de toujours. Le volontarisme qui encourage l'« illusion démocratique » de la génération émergente, qui prétend rénover l'élite politique, se dissout dans la réalité de la machinerie bureaucratique (municipale, autonomiste ou étatique) au service de la classe dominante et sa logique de gestion. Ceci devrait faire réfléchir ceux qui préconisent des stratégies de changement social basées sur des changements au sein du système de représentation.

Corsino Vela
Barcelone, 3 avril 2016
(traduit de l'espagnol par M. D.)

(2) Barcelone vit une nouvelle bulle immobilière qui affecte autant les loyers que les prix de vente des logements, entre autres parce que c'est un centre d'attraction de fonds d'investissements transnationaux, qui achètent des appartements et des immeubles pour les reconvertir en hôtels, appartements touristiques, etc., comme « refuge » dans un contexte marqué par des taux d'intérêt négatifs.

(3) Son mandat de maire de Barcelone à peine commencé, Ada Colau et son équipe de gestion municipale ont dû faire face à des problèmes que le maire précédent, Xavier Trias (CiU / Convergence et Union), lui avait préparés (avec la police municipale, les spéculateurs touristiques, sur le moratoire sur la construction d'hôtels, et sur les vendeurs ambulants).

LE RÊVE AMERICAIN POUR 2 DOLLARS DE L'HEURE ! (1)

LUTTES OUVRIÈRES CHEZ AMAZON POLOGNE

Amazon fait partie des plus gros vendeurs de livres, distributeurs et hébergeurs du Web – célèbre pour ses vastes réseaux de logistique et d'entrepôts où des travailleurs prennent et transportent rapidement les articles qu'ils envoient aux clients.

Contrairement à ce que prétend Amazon, et que les médias répètent comme des perroquets. Amazon n'a pas révolutionné la vente et la distribution de marchandises, elle s'est bornée à associer les nouvelles possibilités du commerce en ligne aux pratiques anciennes de la vente à distance. Elle a réduit les coûts et les délais de livraison en mécanisant, taylorisant et standardisant les processus logistiques, créant ainsi dans ses entrepôts du monde entier un environnement de travail qui en fait un exploiteur, avec des centaines de milliers d'emplois non qualifiés, pénibles et ennuyeux.

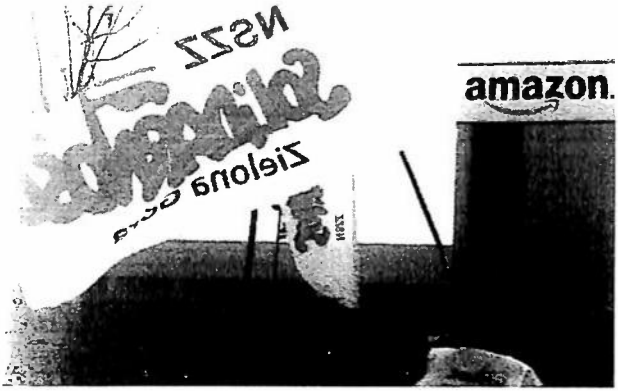
Arrêts de travail, grèves perlées, et autres actions prouvent que les travailleurs n'endurent pas passivement leur exploitation, mais qu'ils résistent. Un exemple récent de ces luttes est celle de l'entrepôt mazon qui s'est ouvert en septembre 2014 à Sady, dans la banlieue de Poznan, dans l'Ouest de la Pologne. Cet article a pour but d'exposer les conditions de travail et les tentatives des travailleurs pour s'organiser et résister et de définir les enjeux et les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et les militants qui les soutiennent (2).

Une entreprise globalisée

Amazon a commencé par vendre des livres aux Etats-Unis en 1994, mais elle pro-

(1) « Le rêve américain pour 8,5 zloty de l'heure », c'est le titre d'un article du journal polonais *Gazeta Wyborcza* du 6 juillet 2015 : « Bunt w polskim Amazonie. Amerykański sen za 8,5 zł za godzinę » (8,5 PLN valent à peu près 2.05 US-$, taux de change du 24 janvier 2016): http://wyborcza.biz/biznes/1,100896,18305728,Bunt_w_polskim_Amazonie__Amerykanski_sen_za_8_5_zl.html

(2) Une traduction en allemand d'une version de cet article doit être publiée dans *Sozial.Geschichte Online*. L'article se base sur l'expérience collective des travailleurs de l'entrepôt Amazon de Poznan-Sady et sur les discussions que l'auteur a eues avec eux depuis l'été 2014 où ils se sont organisés et ont commencé à résister. Cependant, les informations et les interprétations données n'engagent que l'auteur. L'article se borne à documenter l'activité des travailleurs de cet entrepôt Amazon, tandis qu'une discussion politique et stratégique des tentatives d'organisation et des aspects plus généraux de la lutte de classe dans la région, ainsi qu'une analyse exhaustive du développement d'Amazon dans d'autres pays comme l'Allemagne et, par exemple, des conflits entre les travailleurs et le syndicat allemand des services, Verdi, reste à faire.



pose aujourd'hui toutes sortes de produits dans nombre de pays, de l'électronique à l'alimentation, par le biais de son propre réseau d'entrepôts ; et elle fonctionne comme une plate-forme de distribution, où d'autres producteurs et entreprises commerciales peuvent proposer leurs produits (3). Amazon produit et vend également des appareils électroniques (Kindle, Echo...), se lance dans le streaming de films et de musique, et gère un service hébergeur et Cloud sur le Web, son secteur le plus dynamique en ce moment (4). Aux Etats-Unis, elle fournit également un service B2B (d'entreprise à entreprise), c'est-à-dire la vente de machines et de fournitures entre entreprises (5).

Amazon a étendu son réseau d'entrepôts en Europe en 1999, d'abord au Royaume-Uni et en Allemagne, puis en France, en Italie et en Espagne. Depuis 2004-2005, elle a des entrepôts au Japon et en Chine (6), et elle est en train de s'étendre rapidement en Inde (7). Actuellement, Amazon possède dans le monde entier plus de 200 centres de distribution, de triage et de centres dits logistiques (FC : fulfillment centers) (8).

L'entreprise n'a pas encore réalisé beaucoup de bénéfices parce que – selon sa politique de gestion – la plus grande partie du surplus a été investi dans sa croissance : nouveaux centres logistiques, nouvelles lignes de produits, nouvelles technologies, etc. (9).

(3) Actuellement, Amazon prévoit de prendre aussi (partiellement) en charge le transport, en montant sa propre flotte de véhicules, d'avions et peut-être de drones. Voir par exemple, http://www.seattletimes.com/business/amazon amazon-in-talks-to-lease-20-jets-to-launch-air-cargo-business

(4) Pour les services hébergeur et cloud, voir : https://aws.amazon.com/?nc1=h_ls

(5) Pour la plate-forme entreprises, voir : http://www.amazon.com/b?node=11261610011

(6) En Chine, Amazon éprouve des difficultés à s'étendre en raison de la forte position d'Alibaba, et elle gère même une boutique en ligne sur le site web d'Alibaba taobao.com, voir : http://blogs.wsj.com/digits/2015/03/06/amazon-opens-store-inside-alibabas-tmall-in-china; https://amazon.world.tmall.comhttp://blogs.wsj.com/digits/2015/03/06/amazon-opens-store-

(7) Voir : https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/11/11/amazon-in-india-the-e-commerce-jungle-and-workers-reality

(8) Pour une liste des entrepôts d'Amazon, voir : http://www.mwpvl.com/html/amazon_com.html. Les FC d'Amazon sont conçus pour remplir les commandes des clients ; il s'agit d'un système d'espaces d'entreposage reliés par des tapis roulants et de milliers de postes de travail pour recevoir, entreposer, préparer, emballer et expédier les marchandises.

(9) Ceci vient de changer, peut-être de manière temporaire, car Amazon a réalisé des profits en 2015, en partie grâce au succès de ses services web ; voir : http://www.wired.com/2015/10/get-used-to-amazon-being-a-profitable-company

Chronologie des événements chez Amazon à Poznan-Sady (février 2014 -février 2016)

Eté 2014

◆ Amazon commence à embaucher à Poznan, d'abord des chefs d'équipe, puis d'autres employés, avec des contrats de trois mois.

◆ Discussions entre les militants Inicjatiwa Pracownicza (IP) de Poznan : travailler et intervenir chez Amazon.

Septembre 2014

◆ Le FC Amazon de Poznan-Sady ouvre le 15 (les deux FC de Wroclaw deux semaines plus tard).

Octobre 2014

◆ Début des embauches

Avec un revenu net de plus de 107 milliards de dollars en 2015, Amazon est l'un des plus grands distributeurs mondiaux, bien qu'il se place loin derrière Walmart et ses 490 milliards de dollars (10). Cependant, alors que Walmart compte environ 2,2 millions d'employés au début de 2015, Amazon n'en possède qu'environ 150 000 (auxquels il faut en ajouter 100 000 pendant la période des soldes à la fin de l'automne) (11).

Amazon en Pologne

Dans le cadre de son expansion en Europe. Amazon a installé trois nouveaux centres logistiques en Pologne à la fin de l'été 2014. un à Sady près de Poznan et deux à proximité de Wroclaw – avec l'aide de subventions de l'Etat (12). Pour le moment, Amazon n'a pas de plate-forme polonaise de vente en ligne. Ses centres de logistique polonais desservent l'Europe de l'Ouest et principalement le marché allemand qui est le deuxième marché d'Amazon dans le monde (13). Les centres de logistique polonais sont tous des investissements entièrement nouveaux, situés en périphérie d'une ville dans des zones industrielles reliées à l'Allemagne par des autoroutes et des aéroports proches. Les villes de Poznan et de Wroclaw ont toutes deux très peu de chômage – phénomène radicalement différent selon la région en Pologne – et Amazon doit attirer des travailleurs dans un rayon de 50 à 60 kilomètres et organiser leur transport par bus.

A Poznan-Sady, en septembre 2014, Amazon a d'abord embauché directement des travailleurs avec des contrats de trois mois. En prenant leur service, ils n'avaient bénéficié que d'une formation courte de quelques jours. Nombre d'entre eux ont obtenu des CDI en décembre. Des intérimaires ont été embauchés dès octobre par le biais d'agences de travail temporaire – Manpower, Randstad, et Adecco.

Amazon utilise le dualisme de sa force de travail dans le but de diviser les travailleurs : ceux qui bénéficient d'un CDI se repèrent à leur badge bleu (celui de l'entre-

(10) Pour le revenu net d'Amazon et de Walmart en 2015, voir : http://www.statista.com/statistics/266282/annual-net-revenue-of-amazoncom and http://www.statista.com/statistics/183399/walmarts-net-sales-worldwide-since-2006: on Walmart. see also http:// www.nytimes.com/2016/01/16/business/walmart-to-close-269-stores.html

(11) http://qz.com/462605/amazon-is-now-bigger-than-walmart : Amazon continue à grandir et selon des chiffres plus récents. elle a jusqu'à 230 000 employés à plein temps, et a embauché 100 000 intérimaires de plus aux seuls Etats-Unis : http://www.geekwire.com/ 2015/huge-growth-amazon-reaches-222400-employees-hires-39000-in-last-quarter-alone : http://www.nytimes.com/2016 /01/ 29/technology/amazon-earnings.html

(12) Par exemple. les deux entrepôts de Wroclaw font partie d'une zone économique spéciale où les entreprises obtiennent. entre autres. des allègements d'impôt.

(13) Deuxième derrière les Etats-Unis, et devant le Royaume-Uni et le Japon : https://www.internetretailer.com/2013/ 02/04/amazons-german-sales-grow-21-2012

d'intérimaires.

Novembre 2014

◆ Beaucoup d'heures supplémentaires, premiers conflits avec la direction.
◆ Des travailleurs prennent contact avec IP à Poznan pour former une section syndicale.
◆ 20 novembre : première rencontre entre les employés d'Amazon et les militants d'IP dans le local d'IP.

Décembre 2014

◆ 8 décembre : les premiers embauchés avec des contrats de trois mois passent en CDI.
◆ 8 et 18 décembre : distribution de tracts sans le logo IP aux arrêts de bus de

prise), les intérimaires, qui ont des contrats de quelques semaines ou de quelques mois, arborent un badge vert pour montrer que leur statut est différent (14). Jusqu'à présent, les intérimaires constituaient au moins la moitié des effectifs de tous les travailleurs des entrepôts de Poznan-Sady pendant les périodes creuses, et leur nombre doublait ou triplait pendant les périodes de pointe (15). Il y a un nombre égal de travailleurs masculins et féminins, bien que certains services emploient plus d'hommes et d'autres plus de femmes. La plupart sont soit jeunes (la vingtaine) soit plus âgés (plus de 45 ans), ce qui concorde avec la situation du marché du travail : pour les travailleurs jeunes, il s'agit d'un travail saisonnier ou l'un de leurs premiers emplois, pour les travailleurs plus âgés c'est une dernière chance tardive d'obtenir un emploi déclaré (16). Il y a quelques travailleurs étrangers, notamment ukrainiens. Ceux d'entre eux qui ont un permis de travail et une connaissance suffisante du polonais travaillent dans l'entrepôt, d'autres travaillent à la cantine et au nettoyage, ces deux postes étant sous-traités (17).

(14) Certains travailleurs sont embauchés directement par Amazon en CDD, mais ils portent aussi un badge bleu. Le plus souvent, les nouvelles recrues viennent d'abord des agences de travail temporaire, en règle générale pour quatre semaines en janvier 2016. Cependant, les employés des agences de travail temporaire sont fréquemment renvoyés chez eux par la direction d'Amazon avant même la fin de leur contrat ou même simplement par le biais d'un simple SMS leur annonçant qu'ils n'ont pas besoin de revenir le lendemain. Peu d'entre eux obtiennent un CDD directement chez Amazon, et ils sont encore moins nombreux à obtenir un CDI.

(15) Par exemple, selon les statistiques de l'entreprise, en octobre 2015 Amazon a employait environ 1 700 CDI (badges bleus) et 1 600 intérimaires (badges verts) dans le FC de Poznan-Sady. Plus de 2 000 intérimaires supplémentaires ont été embauchés en novembre – pendant la période de pointe qui précède Noël. A la mi-janvier 2016, le nombre de CDI était toujours de 1 700 et celui des intérimaires était de 2 400. Dans les deux FC de Wrocław, les chiffres donnaient 700 et 1600 badges bleus contre 1 000 et 2 000 badges verts. Ceci après la période de pointe qui précède Noël, et nombre d'intérimaires avaient déjà été renvoyés. Selon ses statistiques, l'agence Adecco a fourni à Amazon un total de 8 000 travailleurs ; 20 % d'entre eux y ont travaillé plusieurs fois (discussion avec un ancien travailleur Adecco de Poznan, février 2016). En Allemagne, Amazon cherche des employés dans les agences de travail temporaire, mais elle les embauche directement. Dans les FC de Leipzig et de Bad Hersfeld, par exemple, presque tous les travailleurs sont en CDI, peu sont embauchés directement en CDD. Avant Noël, on embauche des CDI supplémentaires à raison d'environ un tiers de la main-d'œuvre totale (discussion avec des travailleurs de Bad Hersfeld et de Leipzig, février 2016).

(16) En fait, les conditions de travail dans nombre d'autres entrepôts de la région de Poznan sont pires qu'à Amazon, en termes de salaire mais également de statut. D'autres entreprises n'offrent que des « contrats de merde » – contrats de service qui ne sont pas couverts par le droit du travail. Certains travailleurs d'Amazon disent qu'ils ont travaillé avec ces « contrats de merde » pendant dix ans, et qu'Amazon était le premier employeur qui leur avait donné un contrat de travail.

(17) Selon un travailleur, ceux qui travaillent au nettoyage sont logés gratuitement et gagnent presque autant que les travailleurs d'Amazon.

l'entreprise.

◆ 16 décembre, sur le parking d'Amazon : formation d'une section syndicale.

◆ 23 décembre : la direction d'Amazon est informée de l'existence de la section syndicale IP.

◆ Enregistrement officiel de deux délégués parmi les employés.

◆ La plupart des intérimaires doivent partir après la période de pointe qui a précédé Noël.

◆ La plupart des employés ayant des contrats de trois mois passent en CDI.

JANVIER 2015

◆ Début janvier : Solidarność ouvre une section syndicale au FC de Wrocław.

Hier, il m'a fallu cinq minutes pour aller à la cantine, où j'ai dû attendre mon repas pendant vingt minutes. En comptant cinq minutes pour le retour, il me restait zéro minute pour manger (18).

Dans l'entrepôt de Poznan, le travail s'organise en deux équipes – équipe de jour et équipe de nuit. Chaque semaine, les employés font quatre jours de dix heures – auxquelles s'ajoute une pause de trente minutes non rémunérée, et peut-être des heures supplémentaires. La semaine de travail va généralement du dimanche au mercredi, du lundi au jeudi, ou du mercredi au samedi, et on change d'équipe toutes les quatre semaines : quatre semaines dans l'équipe de jour, puis quatre dans l'équipe de nuit.

Comme dans d'autres entreprises de logistique, les services sont divisés entre « réception » et « expédition ». A la « réception », les employés déchargent les camions avec des chariots élévateurs, déballent, scannent les reçus et entreposent les marchandises.

L'expédition consiste à prendre les marchandises sur les étagères, c'est-à-dire à réunir les articles d'une commande, puis à les emballer et à les expédier, c'est-à-dire à les mettre dans les camions. Les machines sont des tapis roulants, des scanners, et des ordinateurs. L'essentiel du travail s'effectue « à la main », sauf lorsqu'il s'agit de ranger ou de prendre avec des chariots élévateurs (19).

Lorsque je travaille trop lentement, je reçois une sorte de SMS sur mon scanner : « Travaillez plus vite ! » (20)

Comme nous l'avons dit, ce type de travail n'est pas du tout entièrement nouveau. D'autres centres de distribution et de logistique travaillaient de la même manière, même avant l'introduction de systèmes contrôlés par ordinateur, par exemple dans les entrepôts des entreprises de vente par correspondance qui envoyaient des catalogues à des clients qui commandaient par téléphone ou par courrier (21). Amazon s'est servie de la standardisation des systèmes de transport (containers), du potentiel

(18) Employé Amazon de Poznan-Sady, cité par *Gazeta Wyborcza*.

(19) Dans certains entrepôts, Amazon utilise des robots dans certains services, mais uniquement sur des tâches spécifiques. En conséquence, l'essentiel de l'activité des travailleurs est du travail non qualifié, il s'agit de prendre rapidement, de scanner, de courir, de vérifier l'information sur un écran, etc.

(20) Employé Amazon de Poznan-Sady, cité par *Gazeta Wyborcza*, 17 décembre 2015.

(21) L'auteur a participé à une enquête à Leipzig, en Al-

◆ Première pétition des employés du FC de Poznan-Sady contre le travail le 6 janvier (jour férié) ; elle reçoit 100 signatures.
◆ 9 janvier : première réunion publique de la section IP d'Amazon (à l'extérieur du FC).
◆ 16 janvier : tract IP dénonçant le non-paiement des primes de décembre.
◆ Mi-janvier : première réunion d'IP avec la direction, on parle des salaires amputés, de la confusion sur les primes, des bulletins de salaire illisibles, du rôle des agences de travail temporaires.
◆ Premières discussions pour contacter les travailleurs en grève en

des services en ligne (commandes sur des plates-formes en ligne centralisées), de la taylorisation et de la restructuration du travail logistique (surveillance numérisée, codes de scan, tapis roulants commandés par ordinateur, robots capables de ranger ou de saisir les marchandises, etc.).

Tous les services du FC de Poznan-Sady imposent des quotas de travail ou normes (nombre d'articles que le travailleur est censé manipuler en une heure ou pendant son service d'équipe), le travail est plus rapide et les quotas plus rigides dans le service des expéditions car il s'agit des commandes des clients, plus tenues par les délais de livraison que l'emmagasinage dans le service réception.

Amazon tente fréquemment d'élever les quotas. Les dirigeants prétendent calculer une performance minimum individuelle basée sur la production moyenne des 90 % des travailleurs les plus productifs. Ce « minimum » est utilisé pour faire directement pression sur des travailleurs individuels et les menacer de licenciement. Celui qui n'atteint pas le « minimum » requis doit avoir un entretien de soi-disant « feed-back » avec les cadres, et à l'issue de plusieurs de ces entretiens, les travailleurs peuvent être licenciés (22).

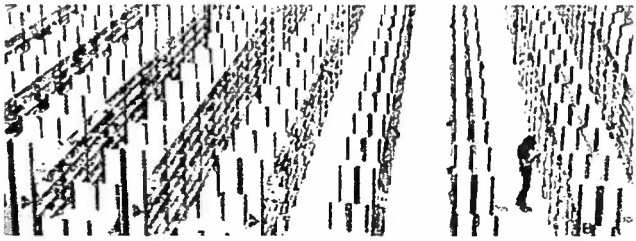
La manière dont la direction établit l'« objectif » collectif, c'est-à-dire le quota exigé de tous les travailleurs, reste obscure. Ce n'est que lorsque cet « objectif » est atteint par l'ensemble de l'entrepôt que tous les travailleurs obtiennent une prime sur leur salaire (23).

La rapidité du travail, la pression, et dans nombre de cas le travail manuel lui-même, créent des conditions difficiles et ont des conséquences sur la santé des travailleurs (24), et le mécanisme des quotas que nous avons décrit engendrerait encore plus de pression en raison des niveaux de productivité en augmentation constante – si les travailleurs ne résistaient pas.

lemagne, au milieu des années 1990. L'une des entreprises étudiées était l'entrepôt et le service expédition de la grande entreprise de vente par correspondance Quelle. L'organisation et le déroulement du travail y étaient très similaires à ceux des FC d'Amazon aujourd'hui. Pour voir le rapport : Wildcat. « Im Quelle-Versandzentrum: Code Town Fun Club », *in Wildcat-Zirkular* n° 23, janvier 1996..

(22) En fait, personne n'a été licencié à Poznan-Sady à la suite de tels entretiens jusqu'à présent, mais les travailleurs en sont souvent menacés. Avant de licencier un travailleur (pour des infractions, absence de performance(...), la direction d'Amazon met en général la pression sur ce travailleur afin de lui faire signer un « accord » mettant fin à son contrat.
(23) Selon un document Amazon daté du 1er août 2014, la prime sur le salaire de tous les employés est variable : si l'entrepôt atteint entre 95% et 97,9% de l'objectif, la prime est de 1% du salaire individuel, si il atteint entre 98% et 99,9%, la prime est de 3%, s'il atteint entre 100% et 104%, la prime est de 5%, et au-dessus de 105%, elle est de 7%.
(24) Voir, par exemple : http://www.theguardian.com/ technology/2015/aug/18/amazon-regime-making-british-staff-physically-and-mentally-ill-says-union

Allemagne, doutes au sujet de l'engagement de Verdi.
◆ Premier contact avec les travailleurs d'Amazon et leurs soutiens (Bad Hersfeld, Berlin, Leipzig) par courriel.
◆ Fin janvier : IP compte



Le salaire de départ des employés de l'entrepôt du FC de Poznan-Sady était de 13 PLN (zloties) de l'heure (25). Pour un mois, le salaire de base plus les primes s'élève à environ 2 000 PLN net (480 US$, soit 450 €). En 2015, le salaire minimum dans toute la Pologne était de1 750 PLN brut par mois (420 US-$/390 €) (26). Chez Amazon, les chefs d'équipe touchent environ 20 % à 25 % de plus que les travailleurs de base, les intérimaires touchent le même salaire de base mais n'ont pas droit aux primes.

A Poznan et à Wroclaw, les salaires d'Amazon sont légèrement plus élevés que ceux d'autres entreprises parce qu'elle a constamment besoin d'attirer de nouveaux employés dans ces régions où le chômage est relativement bas, en particulier des intérimaires pour la saison de pointe. Mais si 2 000 PLN net par mois peuvent permettre à une personne seule de s'en sortir, cela ne permet pas de nourrir et de loger une famille avec des enfants en Pologne.

Organisation et lutte à Poznan-Sady

Avant l'ouverture en Pologne des entrepôts d'Amazon à la fin de l'été 2014, les principaux médias polonais ne parlaient pas seulement de l'importance des investissements et du nombre d'emplois créés, mais également des conditions de vie misérables dans les entrepôts d'Amazon dans d'autres pays. A Poznan-Sady, les employés étaient en partie formés par des chefs d'équipe d'Amazon venus de l'étranger, et les chefs d'équipe polonais allaient se former dans des FC au Royaume-Uni et en Allemagne. Ils connaissaient donc tous les niveaux de salaire et les conditions de travail à l'étranger.

Amazon nous dit : Vous êtes les meilleurs travailleurs d'Europe ! Nous demandons : Pourquoi, alors, avons-nous les salaires les plus bas d'Europe ? (27)

Après quelques semaines de travail, certains employés et chefs d'équipe du FC de

(25) Le salaire était de 12,50 PLN de l'heure dans les deux entrepôts de Wroclaw. Ensuite, les salaires horaires des FC polonaissont passés à 14 PLN. Actuellement, 14 PLN équivaut à environ 3,50 US-$ ou 3,20 €. Les salaires horaires d'Amazon en Allemagne et aux États-Unis sont trois ou quatre fois plus élevés : 10-11 US-$ (environ 9-10 €) aux États-Unis et 10-12 € en Allemagne (environ 11-13 US-$; taux de change du 27 février 2016

(26) Le salaire minimum polonais est passé à 1,850 PLN en janvier 2016. Après les déductions, il reste aux travailleurs 1,300-1,400 PLN : : http://www.wageindicator.org/ main/salary/minimum-wage/poland. . Chez Amazon, les salaires varient selon les endroits car l'entreprise compare son niveau de salaire avec les salaires locaux et l'ajuste automatiquement.

(27) Tract des travailleurs d'Amazon Poznan, 16 décembre 2015, on peut le voir sur : http://ozzip.pl/teksty/informacje/ogolnopolskie/item/2019-pikieta-przed-amazonem

plus de 80 adhérents au FC de Poznan-Sady.

Février 2015

◆ 2 février : distribution d'un tract expliquant comment le syndicat fonctionne.

◆ 20 février : assemblée générales des adhérents d'IP chez Amazon et choix des délégués.

Mars 2015

◆ La section IP d'Amazon devient une section inter-entreprises afin de couvrir les intérimaires qui travaillent chez Amazon.

◆ 6 mars : la section IP d'Amazon distribue aux travailleurs un tract de 4 pages sur les problèmes au travail et le travail de

Poznan-Sady commencèrent à discuter de leur mécontentement au sujet des conditions de travail et des possibilités de s'organiser et de revendiquer des améliorations. Une de leurs propositions était de former une section syndicale dans l'entrepôt avec l'aide de l'un des syndicats polonais existants. Pour plusieurs raisons, ces travailleurs n'aiment guère le gros syndicat Solidarność. Ils le considèrent comme une organisation plutôt passive qui s'intéresse plus à des questions réactionnaires d'ordre religieux et nationaliste qu'aux luttes des travailleurs. Il y a également une différence culturelle entre ces travailleurs, jeunes pour la plupart, dont certains ont fait des études et ont travaillé en Europe de l'Ouest, et ceux de Solidarność qu'ils voient comme « de vieux syndicalistes à moustaches » (28).

Ils ont donc recherché des alternatives sur l'Internet et trouvé le syndicat de base Inicjatywa Pracownicza (IP, Initiative des Travailleurs) à Poznan. Ils ne connaissaient rien de ce syndicat mais ils ont lu sur son site les comptes rendus des luttes militantes de base auxquelles il prenait part – et le chat noir rebelle sur le logo du syndicat IP leur plaisait. Une première rencontre entre les travailleurs d'Amazon et les militants d'IP fut organisée par courriels et appels téléphoniques pour la mi-décembre. Un travailleur se souvient qu'avant cette rencontre dans le local d'IP, les travailleurs avaient décidé que si le bureau était situé dans un énorme immeuble haut de gamme, ils sauraient qu'ils auraient affaire à des « voleurs » et s'en iraient. Heureusement, le local d'IP est une pièce minuscule dans un vieil immeuble (29).

Quelques militants d'IP qui avaient contribué à organiser des campagnes de soutien avaient déjà eux-mêmes commencé à travailler chez Amazon à la fin de l'été 2014 (30).

Sans connaître les travailleurs qui avaient ils avaient distribué des tracts sur les conditions de travail chez Amazon à l'automne – sans utiliser le nom ni le logo du syndicat.

(28) Expression utilisée par l'un des travailleurs.

(29) IP est un syndicat légal d'environ 1 000 membres. Il s'est constitué en 2004 sous l'impulsion de travailleurs militants de gauche qui étaient mécontents de Solidarność et des autres syndicats, et de militants anarchistes qui avaient commencé à participer à des luttes ouvrières. Il est organisé selon les principes de la démocratie directe et n'a pas de permanents rémunérés. Plus de renseignements sur : http://ozzip.pl http://ozzip.pl . Pour la participation d'IP à des luttes antérieures voir cet article sur : http://www.gongchao.org/en/texts/2013/strike-in-chinese-company-in-polish-sez
http://www.gongchao.org/en/texts/2013/strike-in-chinese-company-in-polish-sez

(30) Pour plus de renseignements à ce sujet, voir l'entretien avec un militant d'IP/travailleur chez Amazon dans *Wildcat*, n° 99 (hiver 2016) – Voir Echanges n° 154, p.51..

syndicalisation.

◆ 19 mars : les travailleurs d'Amazon à Poznan-Sady rencontrent ceux de Bad Hersfeld et les militants de blockupy à Francfort.

◆ 23 mars : première réunion de la section de Wroclaw avec Solidarność. On parle de la caisse d'aide sociale.

◆ Fin mars : pétition des employés contre le travail le lundi de Pâques (Amazon donne son accord : ce jour sera chômé).

◆ Fin mars, IP a plus de 150 adhérents au FC de Poznan.

Avril 2015

◆ 2 avril : pétition de 53 employés pour une journée de travail plus courte (jusqu'à 12 h 30) le samedi

Ce ne serait pas un mauvais travail si je n'étais pas obligé de travailler de nuit tous les deux mois. Quand je rentre chez moi, je ne dors pas. Il faut que j'emmène les enfants à l'école, fasse le ménage et pense au déjeuner. Juste après 15 heures, je dois être à l'arrêt du bus. Je dors dans le bus (31).

Les deux groupes – les employés mécontents et les quelques militants qui travaillaient chez Amazon – se rencontrèrent sur le parking de l'entrepôt du FC de Poznan-Sady le 16 décembre 2014, dans le but de former une section syndicale IP chez Amazon. Par la suite, le travail d'organisation fut impulsé par l'activité et l'énergie des travailleurs qui n'avaient aucune expérience de ce genre de mobilisation, et par les quelques militants qui fournirent les compétences et l'infrastructure nécessaires à l'enregistrement de la section, à la rédaction et à l'impression des tracts, et au travail syndical face à la direction, etc.

Cette collaboration était possible parce que tous partageaient la même expérience quotidienne d'exploitation sur le terrain, et l'on peut y voir l'exemple d'un processus dialectique de militantisme et de compétence des travailleurs et des militants basé non seulement sur une situation commune mais également sur le but commun consistant à lutter pour obtenir des améliorations, et sur le principe d'une auto-organisation non hiérarchique.

En l'espace d'un an, la section IP chez Amazon à Poznan était passée de 20 membres à environ 350 (mi-février 2016), majoritairement des travailleurs de base en CDI, avec une petite minorité d'intérimaires et très peu de chefs d'équipe. La direction d'Amazon ne connaît que les noms d'environ 15 délégués élus que le code du travail polonais interdit de licencier. Les noms de tous les autres membres d'IP sont inconnus de la direction, afin de leur éviter des pressions (32). Au cours des premiers mois de 2015, la section IP rédigea et distribua plusieurs tracts donnant la parole aux employés sur les problèmes qu'ils rencontraient au travail, des informations sur leurs droits, et plus encore. Les travailleurs, dont certains n'étaient pas membres du syndicat, lancèrent une série de pétitions – qui furent signées par des centaines d'employés. Les motifs reflétaient les principales revendications : contre l'augmentation des quotas, contre les modifications des horaires des équipes, contre le travail les jours fériés – ils reflétaient également la colère engendrée

(31) Employée Amazon de Poznan-Sady, citée par *Gazeta Wyborcza*, 17 décembre 2015.

(32) Il arrive souvent que des entreprises licencient des syndiqués en dépit du code du travail. Les tribunaux de prud'hommes en Pologne sont lents à traiter les cas de licenciements illégaux et, en général, les entreprises s'en tirent en payant les salaires sans réintégration.

de Pâques (4 avril) ; Amazon refuse sous prétexte qu'il est « trop tard ».

◆ Bad Hersfeld 24-26 avril : première rencontre transfrontalière « officielle » entre les travailleurs d'Amazon de Poznan-Sady, Bad Hersfeld, Leipzig et Brieselang.

◆ Fin avril : IP déclare officiellement sept délégués.

Mai 2015

◆ 15 mai : pétition signée par 400 employés contre l'élévation des normes et les bas salaires.

◆ 15 mai : réunion IP avec la direction au sujet de la pétition, la mauvaise qualité des bus de l'entreprise, l'exigence d'un calendrier

par les bas salaires et la pénibilité du travail par équipes en général.

En étudiant la stratégie d'Amazon face à la syndicalisation aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et en Allemagne, on voit qu'elle va du mépris et du désir d'éviter la confrontation ouverte à des tentatives d'isoler l'activité syndicale et à des manœuvres anti-syndicales (33).

Mais, dans tous les cas, Amazon n'a fait aucune concession officielle. C'est également ce qui s'est produit en Pologne. Puisque IP est officiellement le syndicat représentatif des travailleurs Amazon de Poznan-Sady, Amazon est tenue d'informer la section IP de certains problèmes concernant les ressources humaines, comme par exemple le licenciement d'un employé en CDI, ou des problèmes de sécurité et de santé (34).

(33) Sur la politique anti-syndicale d'Amazon aux Etats-Unis, voir, par exemple : http://www.seattletimes.com/business/small-group-of-amazon-workers-seeks-union-representation et http://www.bloomberg.com/bw/articles/2014-01-15/amazon-employees-vote-to-reject-union. En Allemagne, des groupes d'employés soi-disant "Pro Amazon" se sont ouvertement opposés à la campagne du syndicat des services allemand Verdi, apparemment avec le soutien de la direction, voir par exemple : http://www.zeit.de/wirtschaft/2014-01/verdi-amazon-streik-loehne, http://www.augsburger-allgemeine.de/wirtschaft/Pro-Amazon-Bewegung-Gluecklich-Mitarbeiter-oder-alles-nur-PR-id28354242.html

(34) Selon le code du travail polonais, un syndicat est représentatif si le nombre de ses adhérents représente au moins dix pour cent de la force de travail ou s'il est le seul et plus puissant syndicat en termes d'adhérents.

Bien qu'Amazon respecte plus ou moins la loi ici, elle évite de reconnaître ouvertement que ses agissements sont liés aux exigences ou aux actions d'IP. En outre, Amazon a commencé à promouvoir son propre organe de représentation de tous ses employés en organisant des comités et des réunions – sorte d'imitation d'un syndicat « jaune » intitulé Forum Pracownicze (Forum des employés) dans l'intention d'affaiblir d'autres formes d'organisation des travailleurs.

Travailler en réseau en Pologne et au-delà

La section IP d'Amazon a gagné des centaines d'adhérents dans le FC de Poznan-Sady et y est devenue le représentant légal de la force de travail, mais elle est peu présente dans les deux autres FC près de Wroclaw où Solidarność compte environ 100 adhérents et représente les employés. En Pologne, tous les FC appartiennent à une seule entreprise, il serait donc logique, quels que soient leurs désaccords politiques, qu'IP et Solidarność travaillent ensemble sur des problèmes comme les prestations sociales ou les problèmes de sécurité et de santé. La section IP d'Amazon essaie de rester en contact avec les travailleurs et les délégués de Solidarność qui travaillent chez Amazon, mais leurs relations demeurent tendues.

Solidarność a fait plusieurs déclarations publiques dans lesquelles il reprochait à IP

répartissant le travail longtemps à l'avance, la caisse d'aide sociale, demande d'informations sur la compétitivité dans la région et les augmentations de salaires possibles.

◆ Poznan 22 mai : rencontre des travailleurs Amazon de Poznan-Sady, Bad Hersfeld et Brieselang.

◆ Varsovie 23 mai : participation de ces travailleurs d'Amazon à la manifestation IP contre le travail précaire.

Juin 2015

◆ 3 juin : Amazon prend contact avec IP au sujet des premiers licenciements de ceux qui n'ont pas atteint les quotas, IP s'y oppose, les employés restent.

◆ Poznan 13 juin : rencontre

d'être « agressif » et « irresponsable » tout en se présentant lui-même comme un syndicat ouvert au dialogue et collaborant avec la direction pour le bien de l'entreprise (35).

Pendant ce temps, Amazon ne fait pas de différence entre Solidarność et IP, du moins officiellement.

Parce que les FC en Pologne desservent principalement le marché allemand, la section IP d'Amazon a tenté d'entrer en contact avec des travailleurs des entrepôts Amazon en Allemagne dès janvier 2015 (36). Le grand syndicat allemand des services Verdi organise des grèves à court-terme depuis 2013. Sa principale revendication consiste à demander à Amazon de signer le protocole d'accord collectif de Verdi avec les employés de l'industrie allemande de commerce de détail et par correspondance. Cela entraînerait une augmentation des salaires chez Amazon puisque, selon les dires d'Amazon, ceux-ci sont alignés sur le niveau des salaires du secteur logistique allemand. Bien qu'Amazon ait, de fait, augmenté les salaires depuis le début des grèves, elle refuse toujours de signer un accord collectif avec Verdi.

Verdi est connu pour sa politique de « partenariat social », pour sa mainmise sur les mobilisations des travailleurs, et pour y mettre fin dès que ces derniers menacent de le déborder (37). La position de Verdi dans le commerce de détail s'est affaiblie en raison d'une diminution du nombre de syndiqués (comme à Karstadt ou à Quelle) et de l'essor d'autres détaillants comme Amazon ou Zalando où la syndicalisation fait peu de progrès ou qui résistent à la syndicalisation (38).

En même temps, ses adhérents sont de

(35) Les travailleurs adhérents d'IP à Poznan-Sady ont déclaré au cours d'une réunion à Berlin en février 2016 que des travailleurs adhérents de Solidarność à Wroclaw leur avaient dit qu'ils aimeraient soutenir leurs actions et leurs revendications, mais qu'ils ne pouvaient pas prendre ce genre de décisions puisqu'elles étaient prises par les cadres régionaux de Solidarność.

(36) Pendant ce temps, les FC en Pologne et en Réptblique Tchèque sont devenus extrêmement importants pour Amazon Allemagne. Selon des délégués de Verdi, environ 50 % du volume total de livraisons sur le marché allemand étaient traités dans ces FC, et pendant la période de pointe avant Noël, les cinq FC allemands ne traitaient que les commandes urgentes (« Prime » et « Express ») tandis que toutes les autres commandes étaient traitées à Poznan, Wroclaw et Prague (discussion lors d'une réunion à Berlin, février 2016).

(37) Des exemples nous sont fournis avec les grèves des travailleurs du commerce de détail depuis 2008 ainsi que la grève des travailleurs de la petite enfance et celle des postiers en 2015. Pour des vidéos des grèves des travailleurs du commerce de détail auxquelles Verdi a participé, voir : http://de.labournet.tv/6760/streiks-im-einzelhandel ; à propos de la tactique douteuse de Verdi pendant la grève des travailleurs de la petite enfance et celle des postiers, voir par exemple : http://www.taz.de/Kommentar-Verdi/!5202355/

(38) De 2001 à 2014, Verdi a perdu environ 750 000 adhérents et est passé de 2,8 millions à environ 2 millions d'adhérents, voir : http://www.zeit.de/wirtschaft/2014-01/verdi-amazon-streik-loehne

des travailleurs de Poznan-Sady, Bad Hersfeld et Brieselang

◆ 23 juin : IP diffuse une enquête signée par 550 travailleurs pour protester contre les prévisions de modification des horaires

plus en plus mécontents de la manière dont Verdi mène ses luttes dans les entreprises et se tournent vers des syndicats de secteurs différents (par exemple dans les chemins de fer, les aéroports et les compagnies aériennes). Verdi a besoin d'une campagne de mobilisation et de grèves chez Amazon pour prouver qu'il peut encore obliger les employeurs à « négocier » des accords et montrer aux travailleurs qu'il est réellement prêt à faire grève et à soutenir de longues affrontements (39). Les grèves chez Amazon n'ont jamais été totales, il s'agit plutôt de grèves courtes très espacées, épargnant le fonds de solidarité de Verdi.

Lorsque les militants d'IP ont contacté les FC Amazon allemands, ils ne savaient pas à quoi s'attendre, compte tenu, également, du fait que Verdi est partenaire de Solidarność par le biais de l'organisation intersyndicale Uniglobal (40).

Cependant, les travailleurs (adhérents de Verdi) des FC de Bad Hersfeld, de Brieselang (près de Berlin) et de Leipzig se sont dits intéressés par une rencontre avec ceux de la section IP ainsi qu'à la création de liens directs entre travailleurs. Les travailleurs Amazon de Bad Hersfeld, en particulier, semblent avoir défendu leur autonomie face à la bureaucratie de Verdi et ont déjà établi des contacts avec des groupes de militants à l'extérieur d'Amazon et des syndicats, par exemple, avec la campagne blockupy dans la ville proche Francfort (41).

Il est très possible que nous réussissions à expédier 800 000 commandes ! Rendez-vous compte, c'est un événement ! Les Allemands,

(39) Il n'y a pas assez de place ici pour analyser les grèves chez Amazon Allemagne en détail. Elles ont commencé par des actions plutôt improvisées et partiellement auto-organisées de travailleurs mécontents, comme pendant la courte grève dans le FC de Leipzig en 2011 et des actions plus militantes lors de la campagne de mobilisation de Verdi dans le FC de Bad Hersfeld en 2011 et 2012. Plus tard, les secrétaires du syndicat professionnel ont empêché les actions qu'ils trouvaient trop radicales. Sur fond de la syndicalisation réussie des neuf FC Amazon en Allemagne et de grèves ponctuelles dans huit d'entre eux depuis 2013 – c'est la première fois qu'Amazon était confronté à des grèves – il y a un conflit latent entre les militants de base et les secrétaires de Verdi. Un travailleur dans un FC allemand a déclaré que les secrétaires « n'écoutent pas les travailleurs » mais prennent leurs propres décisions. Au moins dans les FC de Leipzig et de Bad Hersfeld les travailleurs actifs sur le terrain réussissent fréquemment à arracher des concessions à Verdi, mais les décisions qui concernent les tactiques et les dates des grèves continuent à être prises par le comité central de Verdi et non par les grévistes eux-mêmes.

(40) http://www.uniglobalunion.org/

(41) Sur la campagne blockupy, voir : http://blockupy.org ; sur la réunion avec les travailleurs d'Amazon, voir : http://www.notroika.org/artikel/blockupy-meets-amazon-strikers-bad-hersfeld

d'équipe.

◆ 24-25 juin des dizaines de travailleurs commencent une grève perlée sauvage au FC de Poznan-Sady contre les heures supplémentaires, en liaison avec une grève en Allemagne.

◆ Cinq femmes sont mises à pied à cause de la grève perlée du 25 juin. Deux d'entre elles sont licenciées ultérieurement.

◆ 25 juin : IP diffuse un tract sur les grèves à Amazon en Allemagne et une banderole de soutien est suspendue à un pont près du FC de Poznan-Sady.

◆ 26 juin : IP fait part de ses revendications et annonce officiellement le début d'un processus de négociation collective (pour

les Anglais et les Français vont nous envier ! (Annonce d'Amazon au FC de Poznan-Sady) (42)

Depuis mars 2015, plusieurs de ces réunions « transfrontalières » de travailleurs Amazon ont été organisées en Pologne et en Allemagne, réunissant entre 10 et 30 employés de Poznan-Sady, Bad Hersfeld, Brieselang et Leipzig – et des militants qui les soutiennent. Il a été décidé d'un commun accord que ces réunions ne seraient pas des rendez-vous officiels d'IP ou de Verdi et se dérouleraient à l'écart de la hiérarchie du syndicat, c'est-à-dire qu'elles seraient de véritables réunions de travailleurs.

Les effets de ces petites réunions de la base ne doivent pas être sous-estimés. Au FC de Poznan-Sady, elles ont changé la perception qu'on avait des employés Amazon en Allemagne, car ils n'apparaissent plus seulement comme des travailleurs bien payés ou même comme des concurrents, mais comme des travailleurs ayant des problèmes similaires (quotas, pression, etc.) et qui sont même en grève contre la même direction. En Allemagne, les travailleurs militants ont fait état d'évolutions similaires : lors de l'ouverture des FC polonais, nombre d'employés Amazon en Allemagne craignaient qu'Amazon délocalise tous ses entrepôts en Pologne « où les salaires sont bas », mais après avoir pris contact avec les travailleurs en Pologne et devant leur militantisme, ils ont appris à les considérer comme des alliés potentiels contre un ennemi commun (43).

La grève perlée de juin 2015

L'incident le plus surprenant à ce jour est lié au fait que les travailleurs « transfrontaliers » voient les choses sous un jour nouveau. Fin juin 2015, Verdi a déclenché une nouvelle grève dans les FC allemands, et la direction d'Amazon à Poznan-Sady a demandé aux employés de faire une heure supplémentaire chacun pendant deux jours à la fin de leur travail en équipe. Lorsqu'il y a des grèves en Allemagne, Amazon délocalise fréquemment le traitement des commandes dans d'autres FC, comme elle le fait en cas de problèmes d'approvisionnement ou de livraison (dus à la météo, par exemple).

Grâce à leurs nouveaux contacts transfrontaliers, les travailleurs de Poznan savaient que leurs heures supplémentaires étaient dues à la grève en Allemagne, et la section IP a

(42) Vu dans *Gazeta Wyborcza*, 17 décembre 2015 : http://wyborcza.pl/duzyformat/1,149485,19353708,jak-sie-pracuje-w-amazonie-polak-picker-doskonaly.htmlbre 2015:
http://wyborcza.pl/duzyformat/1,149485,19353708,jak-sie-pracuje-w-amazonie-polak-picker-doskonaly.html

(43) Voir le film sur labournet.tv : http://en.labournet.tv/video/6925/amazon-workers-meeting-poznan

le 1er juillet).

◆ 28 juin : Amazon commence une série d'entretiens de ceux qui ont participé à la grève perlée ; les délégués IP n'y sont pas admis. IP informe les travailleurs de leurs droits.

◆ Fin juin : IP a plus de 200 adhérents et 10 délégués au FC de Poznan-Sady.

Juillet 2015

◆ 7 juillet : Solidarność attaque IP dans un communiqué de presse à propos de la grève perlée.

◆ 9 juillet : IP répond à l'attaque de Solidarność.

◆ Poznan 10 juillet : début des premières négociations collectives sur une liste de revendications.

◆ 10 juillet : IP diffuse un

largement diffusé cette information sur son tableau d'affichage et sur des tracts. Au FC de Poznan-Sady, la tension montait depuis des mois, et les pétitions ainsi que la mobilisation réussie d'IP avaient déjà engendré un savoir et une expérience collectifs. Plusieurs jours avant les heures supplémentaires prévues, les travailleurs et les chefs d'équipe savaient qu'il allait se passer quelque chose. Au travail, dans les bus de l'entreprise, et même sur Facebook, les travailleurs échangeaient des idées sur la manière de ralentir le processus de travail. La direction était donc prévenue. Lors de l'équipe de nuit du 24 au 25 juin, les délégués IP sont arrivés en portant des T-shirts de grève Verdi qu'ils venaient de recevoir du FC de Bad Hersfeld. Dans l'espoir de se débarrasser des meneurs potentiels, les cadres envoyèrent certains délégués IP dans un cours de formation.

Pendant ce temps, d'autres travailleurs étaient déterminés à poursuivre leur action. Ils avaient découvert un goulot d'étranglement dans le flux de travail qui pourrait servir à accroître les effets de cette action. Dans une section du service de préparation des commandes, les travailleurs doivent placer les articles dans un container et le placer sur un tapis roulant. Ce soir-là, au lieu de mettre quelques articles dans chaque container, ils commencèrent par n'en mettre qu'un seul par container. Par la suite, pendant l'heure supplémentaire de l'équipe de nuit, le tapis roulant fut couvert de containers ne comportant qu'un seul article qui finirent par bloquer le tapis et en tomber. Lorsqu'il y eut un tas de containers et d'articles, il fallut arrêter le tapis roulant – tout cela sous les yeux du cadre de service qui – s'attendant à quelque chose ce soir-là, était arrivé tard. Des actions similaires se produisaient en même temps dans d'autres sections du FC.

Cette grève perlée était sauvage et n'était pas officiellement organisée par la section IP. Il s'agissait d'une action de désordre auto-organisée par des travailleurs mécontents, sans annonce officielle et sans liste de revendications. Elle impliquait des dizaines de travailleurs, dont bon nombre n'étaient pas adhérents d'IP et n'avaient aucune expérience de ce genre de lutte. Selon les travailleurs qui y ont participé, la grève perlée était l'expression de leur colère qu'engendraient les problèmes du FC de Poznan-Sady, et elle exprimait leur solidarité avec la grève qui se déroulait au même moment en Allemagne. Ils insistaient sur le fait qu'ils ne voulaient pas agir comme des « briseurs de grève ».

La nouvelle se répandit rapidement dans l'entrepôt, créant une grande excitation puisque les travailleurs avaient prouvé, à eux-mêmes autant qu'à la direction, qu'ils n'allaient dorénavant plus accepter tous ses ordres (44).

---

(44) Le lendemain, en prévision de l'heure supplémen-

tract devant les deux FC Amazon de Wroclaw.

◆ 15 juillet : conférence de presse d'IP à l'occasion du 20e anniversaire de la création d'Amazon.

◆ Fin juillet : IP compte plus de 240 adhérents au FC de Poznan.

Août 2015

◆ 11 août : deuxième session de négociations collectives sur les revendications d'IP.

◆ Fin août : ouverture du deuxième service de préparation des commandes au FC de Poznan-Sady.

Septembre 2015

◆ Poznan 11-13 septembre : deuxième rencontre transfrontalière « officielle »

Cet incident est remarquable dans la mesure où il s'agit d'un exemple rare de solidarité transfrontalière, et non d'une déclaration de solidarité désincarnée émanant des bureaucrates d'un syndicat ou sous la forme d'un petit rassemblement de militants devant les bureaux d'une entreprise, mais d'une action directe de travailleurs sur leur lieu de travail qui ont pris des risques et montré leur détermination à résister. En Allemagne, les travailleurs d'Amazon qui avaient participé aux rencontres transfrontalières en furent à la fois stupéfaits et heureux. Depuis, on a parlé d'un soutien identique des FC allemands pour les actions des collègues de Poznan-Sady, mais jusqu'à présent il ne s'est rien passé.

Les médias polonais et certains médias étrangers ont parlé de la grève perlée comme de la première expression de militantisme ouvrier dans les FC polonais d'Amazon (45). La direction de Poznan-Sady commença à interroger les employés qui avaient pris part à l'action, en mit cinq à pied puis en licencia deux autres. D'autres employés cédèrent à la pression pour signer des accords mettant fin à leur contrat de travail. La direction ne s'attaqua pas directement aux militants connus mais essaya de les isoler en s'attaquant à des travailleurs non organisés. Il n'empêche qu'une femme qui avait participé à l'action a déclaré pendant son interrogatoire : « Je recommencerai si on nous oblige à nouveau à faire des heures supplémentaires ! » Deux employés attaquent Amazon aux prud'hommes en exigeant leur réintégration et sont soutenus par IP (46).

Comme nous l'avons déjà dit, la grève perlée n'a pas été officiellement reconnue par IP, le faire était courir le risque d'être attaqué au tribunal en raison du caractère « illégal » de l'action. Cela n'a pas empêché la section Solidarność des FC de Wroclaw d'attaquer IP et son action dans une déclaration à la presse quelques jours plus tard, ce qui prouve qu'après tout, les travailleurs ne peuvent espérer aucune solidarité de la part de Solidarność (Solidarité en polonais) (47). Suite à ces

taire, certains travailleurs se firent porter pâles ou prirent un jour de congé pour ne pas agir en « briseurs de grève ». Toutefois, il faut reconnaître que tous les employés ne soutenaient pas cette grève, et que certains soutinrent plus tard qu'elle était mal préparée, leur faisait courir des risques, etc.

(45) Par exemple : http://poznan.wyborcza.pl/poznan/1,36001,18280312,W_podpoznanskim_Amazonie_sie_zbuntowali__Czy_bedzie.html et https://www.jungewelt.de/2015/07-25/027.php. Il n'est pas inintéressant que certains médias polonais continuent à parler de la situation à Amazon à Poznan et à Wroclaw de manière critique en ce qui concerne les conditions de travail et les salaires, et même qu'ils parlent avec plus ou moins de sympathie de l'activité d'IP en dépit du fait que l'image et la terminologie radicales de ce syndicat le classent parmi les syndicats d'obédience anarchiste.

(46) La session des prud'hommes s'est ouverte en février 2016, mais n'a pas encore pris de décision.

(47) Voir : http://poznan.wyborcza.pl/poznan/ 1,36001, 18317836,amazon-Solidarność-krytykuje-inicjatywe-pracownicza.html

des travailleurs d'Amazon.

◆ 11 septembre : IP diffuse des tracts au FC de Poznan-Sady

◆ 12 septembre : rassemblement au centre-ville de Poznan en liaison avec la rencontre transfrontalière.

◆ 15 septembre : troisième séance de négociations avec la direction ; IP reconnaît l'échec des négociations.

Octobre 2015

◆ Début octobre : Amazon emploie 1 700 « badges bleus » (CDI) et 1 600 « badges verts » (intérimaires) à Poznan.

◆ En prévision des fêtes de Noël, des centaines de nouveaux intérimaires sont embauchés chaque

événements, l'attitude d'Amazon à l'égard d'IP s'est faite plus hostile. Au cours d'une assemblée de tous les employés (« tous à la réunion ») au FC de Poznan-Sady, le PDG d'Amazon déclara que l'entreprise « préférerait parler directement aux employés plutôt que par le biais du syndicat ».

IP avait officiellement engagé un processus de négociation collective avec Amazon le lendemain de la grève perlée et avait présenté les revendications des travailleurs, y compris pour une augmentation des salaires (16 PLN de l'heure) et des pauses plus longues. A la fin de l'été et au début de l'automne 2015, plusieurs réunions de négociation n'aboutirent pas parce que la direction d'Amazon n'envisageait pas sérieusement de satisfaire les revendications, de faire le moindre compromis, ni même de simplement signer un accord officiel avec IP.

Amazon déclara que la médiation suivante, qui venait de débuter, était un échec. Il semble qu'il s'agissait d'empêcher IP de déclencher une grève légale de deux heures, en manière d'avertissement, pendant la durée de la médiation. Il aurait été facile d'organiser une telle grève et elle aurait permis de mobiliser les travailleurs. Parce que le processus de médiation est officiellement terminé, IP devra s'engager dans le processus légal qu'exige l'organisation d'une grève formelle : un vote majoritaire en faveur de la grève dans tous les FC polonais, y compris ceux de Wroclaw. Pour l'instant, il n'est pas certain que la section d'IP Amazon s'engage dans cette voie. Elle n'est pas sûre d'obtenir suffisamment de soutien dans l'entreprise, et il lui faudra probablement obtenir l'aval de Solidarność pour remporter un vote en faveur de la grève.

Entre-temps, les discussions entre les travailleurs de la section IP d'Amazon se concentrent sur leur présence quotidienne dans l'entreprise et une activité fréquente (pétitions, tractage...) plutôt que sur une grève formelle. D'une part, cela s'explique par le fait que les actions de grèves en Allemagne n'ont entraîné aucun accord avec Amazon. D'autre part, une présence quotidienne et une pression constante sur Amazon semblent essentielles, puisque les actions et les efforts de mobilisation passés ont, de fait, produit des résultats. Amazon a fait passer le salaire horaire à 14 PLN (à la fois à Poznan et à Wroclaw) quelques semaines après la grève perlée et augmenté le montant des primes à la fin de l'automne 2015. Dans les deux cas, en prétendant que ces augmentations n'avaient rien à voir avec les actions des travailleurs. Dans d'autres cas, elle a annulé ou retardé certaines décisions, par exemple, les changements d'horaires, après que les employés eurent ouvertement exprimé leur mécontentement.

semaine.

◆ 22 octobre : IP diffuse un tract sur les problèmes des intérimaires au FC de Poznan-Sady.

◆ 28 octobre : IP organise un piquet de grève devant l'agence Adecco de travail

Enjeux auxquels est confronté le syndicat des travailleurs de Poznan-Sady

Au début 2016, après la période de pointe qui précède Noël et un an après le début de la tentative de mobilisation, les travailleurs de la section IP d'Amazon sont confrontés à plusieurs problèmes épineux concernant le statut d'IP en tant que syndicat, la situation au FC de Poznan-Sady, et la stratégie à utiliser face à la direction d'Amazon :

1. Communications et assemblées :
il n'est guère possible aux travailleurs IP d'Amazon de se réunir en assemblée générale. D'abord, en raison du système d'équipes, il n'existe pas de jour de congé commun qui le leur permette ; ensuite, après dix heures de travail et quatre heures passées dans les transports, les travailleurs sont épuisés – et certains n'ont pas terminé leur journée, il y a les enfants, etc. ; troisièmement, nombre de travailleurs n'habitent pas à Poznan ou à proximité et ne possèdent pas de voiture.

Ces assemblées sont nécessaires, particulièrement en raison du fait que les adhérents d'IP sont concentrés dans une équipe et dans quelques services du FC de Poznan-Sady. La mobilisation des travailleurs de l'autre équipe et d'autres services a un peu progressé au FC de Poznan et, dernièrement, également dans celui de Wroclaw, mais l'équilibre n'est pas encore rétabli.

Des centaines de salariés ont déjà été licenciés d'un jour sur l'autre, et le reste vit dans l'insécurité permanente puisqu'ils ne savent pas s'ils continueront à être employés. Les travailleurs refusent qu'on les divise en bons et mauvais employés (48).

2. Rapports entre les employés en CDI et les intérimaires :
la majorité des travailleurs de la section IP sont employés par Amazon en CDI, alors que les intérimaires, une fraction importante de la main d'œuvre totale, sont sous-représentés.

Cependant, à quelques exceptions près, la plupart des intérimaires travaillent chez Amazon pour de courtes périodes. Ils n'ont pas beaucoup de temps pour s'engager dans des mobilisations, et ils disent eux-mêmes ne pas vouloir adhérer à IP parce que leur emploi n'est que temporaire.

Nombre d'entre eux sont mécontents de leurs conditions de travail et de leur statut précaire, mais nombre d'entre eux espèrent également obtenir un emploi en CDI chez Amazon, ce qui les pousse à travailler dur et à faire monter les quotas. Cela entraîne parfois des conflits avec les travailleurs en CDI,

(48) Rapport IP sur le rassemblement au FC de Poznan, 16 décembre 2015 : http://ozzip.pl/teksty/informacje/ogolnopolskie/item/2019-pikieta-przed-amazonem

temporaire à Poznan.

Novembre 2015

◆ 18 novembre : IP distribue un tract au FC de Poznan-Sady annonçant « un million d'articles en magasin ».

◆ 20 novembre : distribution de tracts IP dans l'un des FC de Wroclaw (WRO2).

◆ 24 novembre : Amazon met fin à la médiation dans le cadre du processus de négociations collectives.

◆ 26 novembre : Solidarność émet un autre communiqué de presse attaquant IP et ses menaces de grève.

◆ 29 novembre : diffusion de tracts au nouveau FC Amazon de Dobrovice, en République tchèque.

donc moins précaires, et qui ont plus de « contrôle » sur les quotas.

Ces rapports se sont encore compliqués pendant la période de pointe qui a précédé Noël, lorsque les travailleurs en CDI ont obtenu des postes « plus faciles » sans quotas, puisque les intérimaires étaient embauchés pour tenir les postes « plus durs » avec plus de pression. Au début de 2016, la pression sur les travailleurs en CDI s'est accrue, et on leur a distribué des tâches assorties de quotas. S'ils travaillent trop lentement ou font des erreurs, ils peuvent être pénalisés. Dans certains cas, les travailleurs des agences de travail temporaire supervisent même le travail des employés en CDI.

La section IP d'Amazon s'est emparée du problème de précarité des intérimaires et organise des rassemblements devant les bureaux des agences de travail temporaire Adecco à Poznan et à Varsovie (49).

Elle exige aussi qu'Amazon limite le nombre d'intérimaires par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre, sans donner de chiffres précis, et Amazon n'a pas réagi. De toute évidence, Amazon veut continuer à diviser la main-d'œuvre ; grâce au contingent d'intérimaires la direction peut embaucher et licencier au gré des fluctuations des ventes, et grâce aux CDI elle peut conserver le savoir et les compétences nécessaires au fonctionnement des entrepôts. En outre, Amazon continuera à employer des intérimaires pour accélérer le rythme de travail et mettre la pression sur les permanents – aussi longtemps que les travailleurs, qu'ils soient en CDI ou intérimaires, ne mettront pas fin à cette pratique (50).

3. Les travailleurs en CDI sont épuisés : au cours de l'année écoulée, certains travailleurs en CDI, actifs dans la section IP d'Amazon, ont déjà quitté leur travail parce qu'ils ne pouvaient plus le supporter ou parce qu'ils ont trouvé mieux. Nombre de ceux qui restent actifs dans la section travaillent chez Amazon depuis plus d'un an, c'est-à-dire qu'ils travaillent quatre semaines en équipe de jour et quatre semaines en équipe de nuit, ils sont fatigués et épuisés. Comme pour tous les employés en CDI, le taux d'arrêts maladie s'est envolé, particulièrement pendant la période de pointe qui précède Noël.

(49) Voir http://ozzip.pl/teksty/informacje/wielkopolskie item/1979-adecco-wyzyskuje-amazon-zyskuje-protest-w-poznaniu; http://ozzip.pl/teksty/informacje/mazowieckie/item/2018-solidarnosciowy-protest-pod-adecco-poland-w-warszaw

(50) Il restera sans doute difficile de mobiliser les intérimaires dans la section IP d'Amazon en raison de leurs contrats courts, et les mobiliser au niveau d'une unique entreprise n'est pas forcément une bonne idée. Une analyse du travail temporaire et de la situation, des intérêts et des luttes des intérimaires dans toute la région pourrait servir de base à la formation d'un cadre (supplémentaire) pour la mobilisation et la lutte des intérimaires au-delà des limites d'une entreprise.

Décembre 2015

◆ Leipzig 9 décembre : rencontre des travailleurs de Poznan-Sady et de Leipzig et de leurs soutiens.

◆ Deuxième semaine de décembre : pétition des caristes du FC de Poznan-Sady exigeant des salaires plus élevés et des primes.

◆ Rassemblements IP en soutien des intérimaires devant les bureaux de l'agence de travail temporaire Adecco à Poznan et à Varsovie.

◆ 16 décembre : piquet de grève IP devant Amazon à Poznan-Sady, diffusion d'un tract de solidarité rédigé par les travailleurs d'Amazon de Leipzig.

◆ De nombreux

Plusieurs travailleurs de la section IP d'Amazon n'ont pas travaillé à ce moment-là et cela a entraîné des difficultés pour la mobilisation et la lutte. Par exemple, peu de travailleurs ont participé au rassemblement organisé devant le FC de Poznan-Sady à la mi-décembre 2015 (51).

4. Stratégies efficaces contre limites légales : la section IP d'Amazon s'est engagée dans un processus de mobilisation qui non seulement l'a préparée au conflit collectif ouvert avec la direction – ce qui n'a entraîné aucune concession de la part de l'entreprise – mais lui a fourni également la base d'actions sauvages telle la grève perlée.

IP ne peut pas se déclarer responsable de ce genre d'actions « en tant que syndicat » tandis que les mesures qu'elle peut prendre « en tant que syndicat » semblent avoir peu d'effet. Les travailleurs Amazon à Poznan-Sady ont conclu que des actions comme la grève perlée permettent d'exercer une pression directe et immédiate sur Amazon même si elles comportent plus de risques pour les travailleurs qui y participent. C'est l'une des leçons des grèves chez Amazon en Allemagne. Lors d'une rencontre à Poznan, l'un des militants du FC de Bad Hersfeld a insisté sur le fait que selon leur expérience, les actions spontanées de travailleurs dans l'entreprise interrompaient le flux de travail et gênaient la direction d'Amazon qui ne pouvait pas, sans préparatifs, reprogrammer les commandes dans d'autres FC – comme elle l'avait fait avant et pendant les grèves annoncées. En outre, la cohésion des travailleurs de la section Verdi du FC de Bad Hersfeld et l'imprévisibilité de certaines de leurs actions y avaient entraîné une amélioration de leurs conditions de travail (52).

Reste la question plus générale, qui ne concerne pas que les employés d'Amazon : comment établir une stratégie de lutte à long terme et efficace contre une entreprise comme Amazon – étant donné d'une part les limites et la prévisibilité des actions des syndicats officiels, et d'autre part l'efficacité des actions sauvages ?

5. Amazon attaque : en règle générale, la stratégie d'Amazon face aux syndicats oscille entre l'indifférence à la mobilisation et aux exigences des travailleurs et une politique antisyndicale active. L'activité de la section IP d'Amazon n'a pas entraîné de

(51) Malgré tout, les médias en ont fait grand cas : http://poznan.wyborcza.pl/poznan/1,36037,19357237,amazon-protest-pod-poznaniem-pracownicy-przechodza-20-km.html)) et ont poussé Amazon à réagir à certains problèmes soulevés par IP, par exemple le statut des intérimaires.

(52) Voir le film sur labournet.tv: http://en.labournet.tv/video/6925/amazon-workers-meeting-poznan

licenciements d'intérimaires débutent à la mi-décembre (fin de la période de pointe qui précède Noël).

JANVIER 2016

◆ Amazon emploie 1 700 « badges bleus » et 2 400 « badges verts » à Poznan-Sady ; et 700 responsables, 1 600 « badges bleus » et 1 000 responsables, 2 000 « badges verts » dans les deux FC de Wroclaw.

◆ FC de Poznan-Sady 21 janvier : distribution de tracts d'information sur les activités d'IP, invitant les travailleurs à adhérer.

◆ 25 janvier : Adecco propose des emplois chez Amazon alors que de

perturbations plus durables dans le processus de travail, mais la grève perlée de juin 2015, le processus de négociation collective et le conflit qui s'en sont suivis, les conflits ouverts lors des assemblées des employés d'Amazon, et une série d'articles critiques dans les médias avec la participation d'IP, engendrent de plus en plus de tensions entre la direction d'Amazon et les délégués IP, et l'on peut s'attendre à des conflits plus nombreux au cours des mois à venir. Par exemple, selon la législation syndicale polonaise, un employeur est obligé de fournir au syndicat un bureau dans l'entreprise, mais Amazon tente de maintenir l'activité syndicale hors de ses entrepôts et a fourni un bureau à l'extérieur ; et alors que jusqu'à présent, les délégués pouvaient utiliser leurs « heures syndicales » pour se rencontrer sur le lieu de travail, Amazon ne les y autorise plus ; et, au cours des dernières semaines, plusieurs délégués IP ont été mutés et rétrogradés, c'est-à-dire qu'on leur a donné des tâches plus pénibles (53).

Si les travailleurs sympathisants d'IP réussissent à maintenir la pression sur Amazon, il se pourrait que la direction redouble d'agressivité.

(53) Officiellement, les transferts s'expliquent par des variations dans les charges de travail, mais les managers ont clairement indiqué que les rétrogradations dépendaient des ordres de la direction (conversation avec des employés Amazon de Poznan, février 2016).

Extension de la lutte

Amazon agrandit encore son réseau d'entrepôts et de centres logistiques en Europe de l'Est, en ouvrant un nouveau FC à Dobrovice près de Prague à l'automne 2015 (54), et, récemment, en annonçant les projets d'un autre FC en Pologne (55).

Il est plus important que jamais de faire progresser la lutte des travailleurs, la mobilisation transfrontalière et la solidarité.

Actuellement, la collaboration entre les travailleurs d'Amazon de Poznan-Sady et ceux des différents FC en Allemagne est prometteuse. Les secrétaires syndicaux du syndicat allemand des services Verdi tentent cependant fréquemment de l'affaiblir et d'y mettre fin, faisant valoir, entre autres choses, qu'IP ne fait pas partie de l'organisation intersyndicale Uniglobal, ce qui n'est pas le cas de Solidarność (56). En réalité, il semble que les dirigeants de Verdi craignent que leurs propres militants soient « contaminés » par le syndicalisme de base d'IP. Verdi ne peut guère ignorer le fait que,

(54) http://www.praguepost.com/realty/49666-amazon-center-in-dobroviz-starts-operation

(55) http://wyborcza.pl/1,91446,19399591,amazon-planuje-rozbudowe-sieci-centrow-logistycznych-w-polsce.html

(56) Le coordinateur de Verdi pour Amazon, par exemple, a qualifié les rencontres transfrontalières de « contreproductives » et déclaré qu'elles renforceraient la direction d'Amazon (d'après un travailleur au cours d'une réunion à Berlin en janvier 2016).

nombreux intérimaires viennent d'être licenciés.

Février 2016

◆ 2 février : procès aux prud'hommes d'un travailleur licencié à cause de la grève perlée au FC de Poznan-Sady.

◆ Berlin 18-21 février : troisième rencontre transfrontalière « officielle » des travailleurs Amazon de Poznan-Sady, Bad Hersfeld, Brieselang et Leipzig.

◆ 19 février : diffusion d'un tract IP devant le FC de Brieselang (près de Berlin) en liaison avec la rencontre transfrontalière.

sur le terrain, IP a plus de succès pour mobiliser chez Amazon que Solidarność, en dépit du soutien d'Uniglobal à ce dernier. Pendant ce temps, Solidarność considère IP comme un concurrent et l'attaque en public pour ses positions et sa politique « radicales » (57).

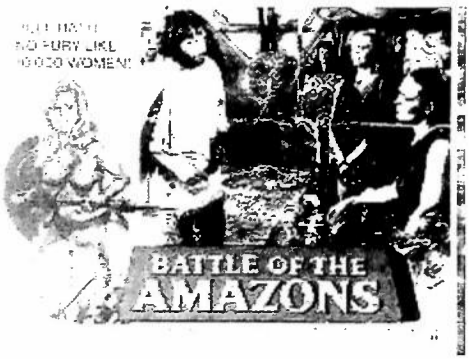
Les travailleurs devront repousser ces tentatives des dirigeants syndicaux d'affaiblir leur capacité d'auto-organisation.

La dernière rencontre transfrontalière des travailleurs d'Amazon – y compris des travailleurs venus de Pologne et d'Allemagne – s'est tenue à Berlin du 18 au 21 février 2016. On tente actuellement d'entrer en contact avec les entrepôts Amazon dans d'autres pays comme la France, l'Italie, la République tchèque et l'Espagne, mais cela n'a pour l'instant pas abouti à une mobilisation des travailleurs dans ces pays (58).

Les travailleurs de la section IP d'Amazon à Poznan-Sady insistent sur le fait qu'il est essentiel d'entrer également en contact avec encore plus de travailleurs dans d'autres pays possédant de grands entrepôts Amazon : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la Chine.

Ralf R. (mars 2016)
(traduit de l'anglais par A. G.)

(57) Ceux qui font campagne en Allemagne pour la solidarité veulent également éviter une rupture avec Verdi.



Il leur arrive à des degrés divers de critiquer la direction de Verdi, mais ils sont incapables d'imaginer des luttes autonomes de travailleurs hors des partis et des syndicats puissants. Certains sont sur des positions trotskistes, d'autres simplement payés par Verdi, d'autres par des syndicats DGB (association de syndicats allemands) ou par le parti social-démocrate Die Linke.
Ce parti a déjà tenté d'utiliser l'activité des travailleurs chez Amazon en Pologne pour ses propres manœuvres politiques. Au cours d'un atelier sur les luttes internationales des travailleurs chez Amazon, organisé avec Verdi et Solidarność à Berlin en octobre 2015, il a fait en sorte que les actions « spontanées » et les formes autonomes de mobilisation n'apparaissent pas sur l'ordre du jour.

(58) Pour plus d'informations, voir le site Rencontre transfrontalière des travailleurs d'Amazon : https://amworkers.wordpress.com

Travailler en Europe

◆ Dans *Courant alternatif* n°s 259 (avril 2016) et 260 (mai 2016) : « Les réformes du travail en Europe ». « Dans la majorité des pays européens, des réformes du travail ont été mises en place depuis 2008, sur le modèle allemand de l'après-réunification. Deux buts : restaurer la situation de l'emploi et surtout regagner en compétitivité pour les entreprises. On en trouve les grandes lignes dans le livre vert de la Commission des Communautés européennes *Moderniser le droit du travail pour relever les défis du xxie siècle* du 22 novembre 2006. »

« Reflux social » en Espagne

◆ « Situation des luttes en Espagne : impasse politique et reflux social », *Courant alternatif* n° 260 (mai 2016).

◆ Pour Hector Martinez, militant d'un groupe libertaire de Saragosse, Action sociale et syndicale internationaliste, « la vraie politique ne peut se faire qu'en dehors des institutions ». La participation aux mouvements sociaux diminue pendant les périodes électorales, et c'est pourquoi « Podemos a démantelé le tissu social », titre de l'entretien qu'il a accordé à *Alternative libertaire* n° 259 (mars 2016). « Podemos ne propose rien d'autre qu'un retour à une sorte de capitalisme des années 1960 idéalisé, sans prendre en compte le fait qu'aucune alternative politique n'est possible au moyen de l'Etat ou de ses institutions sans qu'elle ait été auparavant validée par le marché. »

Belgique : anarchistes traînés en justice

◆ « Des anarchistes en procès pour "terrorisme"? Le 10 mai, la chambre du conseil [de Bruxelles] devait confirmer ou non la tenue d'un procès pour terrorisme à l'encontre de 12 anarchistes et anti-autoritaires. La décision a été reportée sine die.

» De 2008 à 2014, l'État belge a mené une vaste enquête visant les luttes multiformes,(...) contre les centres fermés, les frontières, les prisons et ce monde basé sur l'autorité et l'exploitation.

» (...) l'État cherche aujourd'hui donc à coller l'étiquette "terroriste" sur les potentiels inculpés. »

https://lalime.noblogs.org/post/2016/04/23//

https://cestdejatoutdesuite.noblogs.org/2016/05/04//

Grèce

◆ Les éditions Senonevero publient *La Cigarette sans cravate*, « ouvrage qui prolonge et actualise le livre *Les Emeutes en Grèce* paru en 2009. Ce nouveau livre propose un point de vue critique sur les développements de la crise grecque après l'arrivée au pouvoir de Syriza. »

Italie

◆ *Collegamenti Wobbly*, n° 1, nouvelle série (janvier 2016) (en italien). Un éditorial : « Conflits », :« Turin : lutte des travailleurs de la logistique », « Fragments de la lutte de classe ». – Corso Marconi 34, Torino, Italie.

Mal-logement

◆ Pauvreté et mal-logement : *Courant alternatif* n° 258 (mars 2016) épluche les résultats d'une enquête nationale Logement menée par l'Insee en 2013.

Grève McDo

◆ « Les salariés de McDonald's se sont illustrés par de multiples actions de grèves et d'occupations ces dernières semaines », écrit le groupe anarchiste .Salvador-Seguí sur a-infos-fr@ainfos.ca, – dans un mouvement qui paraît piloté par la CGT. Revendica-

tions corporatives pour un salaire à 13 euros de l'heure, majoration des heures de nuit dès 21 heures, paiement doublé pour les dimanches et jours fériés pour tous les salariés,et revendications interprofessionnelles pour le retrait du projet de loi El Khomri. Page Facebook : Les indignés de McDonald's.

Compteurs numériques en question

◆ « Nous sommes le gibier, Linky le filet ». Sur le nouveau compteur numérique d'ERDF Linky http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=837

◆ « Linky; restons cons, refusons les compteurs intelligents »,dans *Courant alternatif* n° 260 (mai 2016).

Goodyear

◆ Dans *Intervention Communiste* n°132 (janvier-février 2016), « Goodyear : les voyous c'est pas nous ! », entretien avec un militant CGT (Les amis d'Oulianov, BP 40084 ,75862 Paris Cedex 18)

◆ « Avec les huit de Goodyear », dans *La Forge* n° 571 (mars 2016).

Kronenbourg

◆ Une grève de cinq jours chez Kronenbourg à Obernai (Bas-Rhin) en février. *La Forge* n° 571 (mars 2016) livre un récit de cette grève, au départ illimitée, sans donner ni date ni lieu. Dans un groupe florissant, la direction propose une augmentation de salaire de 0,3 %, alors que la pression pour obtenir plus de « performances » est forte. Revendications ; salaires, embauches, respect du personnel... Face à la grève, la direction fait des propositions, une AG vote contre, la CFDT et FO signent l'accord. Une grande part des grévistes sont jeunes, « une génération qui ne veut plus de la précarité et du mépris ». Une trentaine d'organisations extérieures ont apporté solidarité au piquet de grève et soutien financier.

Attentats de Paris

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 518 (février 2016), « Au sujet de quelques réactions aux attentats de novembre », absence de position de classe à l'extrême gauche cette critique rejoint ce que nous avons écrit sur le même sujet dans *Echanges* n° 153, p. 12 .

PAS DE RÉPIT APRÈS L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE*

DEPUIS 2012, après la répression du « mouvement vert » de 2009 et la suppression des subventions pour les moyens de subsistance et l'énergie par Ahmadinejad (1), l'Iran se retrouve confronté à une crise économique. Le FMI estimait le taux d'inflation pour 2013 à 25 % (en quatrième place du classement officiel) ; en réalité, il était à la mi-2013 déjà au-dessus de 40 %. Dans le même temps, le PIB reculait de 6,8 %. Le chiffre de la production automobile, par exemple, a baissé de plus de la moitié entre 2004 et 2013 (2).

MALGRÉ LES ACCORDS, LA CRISE

Le nouveau régime du président Rohani, élu en 2013, est parvenu à réduire le taux d'inflation à 15 % en 2014 tandis que l'économie croissait de 4,3 %. En partie en conséquence de la « bulle espérance » liée à la conclusion des négociations sur le nucléaire, mais aussi d'un arrêt de la dépréciation de la devise iranienne et d'une émission d'emprunts de l'Etat qui ont fait rentrer de l'argent dans les caisses. Néanmoins, les revenus de l'Etat ont chuté par suite de l'effondrement des prix du pétrole.

Le gouvernement a alors réduit ses dépenses de 13 %, ce qui a entraîné une diminution de la demande en biens de consom-

* « Keine Ruhe nach dem Atom-Deal », article non signé paru dans le n° 99 (hiver 2015-2016) de la revue allemande *Wildcat*, p. 32-34. .

(1) Voir *Wildcat* n° 86 *[article traduit dans le n° 132 d'Echanges, p. 37 (NDT)]* : à la fin 2010, Ahmadinejad a supprimé les subventions, une exigence du FMI et de la Banque mondiale depuis vingt ans que les précédents gouvernements avaient toujours refusée. Elles ont été remplacées par une compensation financière minime à la population : dans les premiers temps, l'Etat a versé 40 000 toman mensuels *[11,74 euros]* à environ 90 % de la population, alors que le prix de l'essence augmentait de 400 %, l'électricité de 300 % et le pain de 200 %.

(2) La production automobile a crû de 997 240 unités en 2007 à 1 648 505 en 2011 selon des données de l'OICA *[Organisation internationale des constructeurs d'automobiles (NDT)]*. Depuis, elle est entrée en récession : en 2012, elle s'est effondrée à 989 110 unités et en 2013 à 743 680. Il semble qu'elle ait quelque peu récupéré en 2014 avec une production de 1 090 846 véhicules. A cause de la faiblesse de la demande le cours des actions de l'industrie automobile a chuté de 24 % ces neuf derniers mois.

L'Iran dans « Echanges »

- « Tous unis contre le séisme social, n° 115 (hiver 2005-2006)
- « Luttes ouvrières et guerre », n° 117 (été 2006-2005)
- « Une renaissance ? » n° 131 (hiver 2009-2010)
- « La révolution iranienne – 1979 » n° 132 (printemps 2010)
- «Le soulèvement de Bahman 1357 (février 1979) », n° 134 (automne 2010)
- « Grève des ouvriers de la pétrochimie contre le système du travail intérimaire », n° 139 (hiver 2011-2012).

Tous ces articles de la revue *Wildcat* ont été traduits par J.-P. V.

mation déjà faible. Les prévisions économiques semblent donc mauvaises ; les gouvernants eux-mêmes préviennent d'une récession. Pour 2015, le FMI table sur une croissance de 0,8 %. Et bien que le gouvernement ait fait de la lutte contre l'inflation une priorité, son taux s'est encore accru de 15 %. Le chômage atteint 10,6 % (2014) et ne fera que croître.

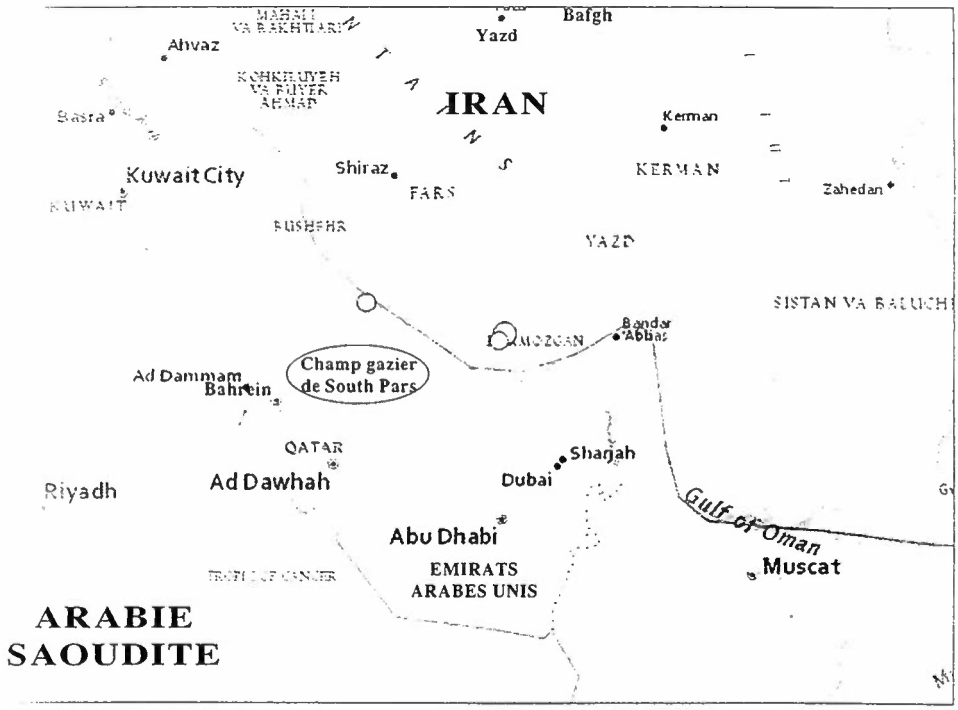
Selon les chiffres du régime, 30 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté. Quoique le salaire minimum ait plus que doublé, de 303 000 toman (3) en 2010 à 712 000 (si on y inclut les aides au logement et les allocations familiales, il se monte en fait à presque 1 million de toman), cette hausse demeure inférieure à l'inflation. Exprimé en dollars il a baissé, équivalant à 290 dollars autrefois contre 215 actuellement à cause de la dévaluation de la devise par rapport au dollar qui, malgré les sanctions, permettait de subvenir aux besoins de base.

(3) En décembre 2015, 1 euro = 3 965 toman. En 2010, il valait 1 400 toman.

Depuis la levée des sanctions, le régime cherche à attirer les investissements privés étrangers et, pour les attirer, cherche à réduire les salaires et à modifier le code du travail. La création de vastes zones franches économiques où les lois du travail ne s'appliquent pas ainsi que de nouveaux types de contrats de travail contenant des clauses telles que la possibilité, en cas de licenciement pour fait de grève, de ne verser aucun salaire pour les heures de travail effectuées, font partie de ces mesures incitatives.

Le cours intensif des privatisations de grandes entreprises, achetées avant tout par des institutions telles que les compagnies d'assurances, a entraîné, ces dernières années, le renouvellement de nombreux contrats de travail, pour la plupart en contrats à durée déterminée. Le vice-ministre du Travail et des Affaires sociales le confirmait récemment : « Au début de la révolution, environ 90 % des travailleurs avaient un contrat de travail à durée indéterminée ; ils sont aujourd'hui environ 90 % à avoir un contrat de travail à durée déterminée. » Il y a en outre des contrats de travail qui ne comportent que la signature du travailleur et que les employeurs peuvent modifier à tout moment. Plusieurs employeurs exigent même le paiement d'une caution au moment de l'embauche.

L'attente d'une issue positive aux négociations sur le nucléaire était relativement forte, toutes classes sociales confondues. Dans les discussions, les articles et les conversations privées, le plus grand nombre était d'avis que la menace de guerre en serait écartée mais aussi qu'au total il n'en sortirait que du mieux. Une bonne partie des gauches syndicalistes espérait, et espère encore, que le mouvement ouvrier allait se renforcer et qu'avec l'ouverture aux investissements étrangers l'opportunité de fonder des syndicats allait se présenter.



Alors que la couche moyenne « attend des jours meilleurs », l'augmentation des grèves et des manifestations ouvrières ces derniers mois montre que les travailleurs n'attendent pas. Le régime se prépare d'ailleurs à des affrontements très durs comme en témoignent une application plus rigoureuse de la loi et les brutalités opposées aux luttes.

Les travailleurs n'attendent pas

En 2014, le nombre des grèves et des manifestations d'ouvriers a nettement augmenté. La plupart des luttes étaient dirigées contre les privatisations et les licenciements collectifs, mais aussi contre le retard et l'irrégularité du versement des salaires, devenus la règle depuis des années. Le point culminant a été atteint en mai avec la grève de 5 000 travailleurs des mines de fer à Bafgh : 39 jours de grève, la plus longue depuis la révolution. Victorieux, les mineurs ont réussi à empêcher la privatisation partielle programmée de leur entreprise. En août, neuf ouvriers actifs dans la grève ont été arrêtés ; les travailleurs se sont alors remis en grève, et celle-ci ne s'est achevée que seize jours après lorsque le dernier emprisonné a été libéré. La grève a été soutenue par une vague de solidarité des femmes, de la parentèle, des voisins, etc. qui ont organisé de longs sit-in devant le bâtiment du gouverneur.

Au passage de l'année 2014 à 2015, une vague de protestation dans l'industrie automobile a prolongé le mouvement. Les ouvriers ont choisi une forme d'action simple, et en tant que telle non illégale, à savoir le boycott collectif des repas à la cantine. Leur détermination a mis le régime dans l'embarras : au bout de quatre jours, les travailleurs obtenaient une hausse de salaire de 20 % chez

Pars Khodro ; chez Iran Khodro, au bout de dix jours. Cette tactique collective a galvanisé les militants ouvriers et la gauche, les travailleurs utilisant les assemblées de coordination comme espaces de discussion. On y a également débattu d'un boycott éventuel des bus d'entreprise et d'une marche en cortège de plus de dix kilomètres vers Téhéran.

En 2015, éclatèrent d'autres grèves et actes de protestation. A tel point que l'on pouvait en trouver presque quotidiennement des comptes rendus sur les sites d'information étatiques et proches du pouvoir. Il est malheureusement souvent difficile d'obtenir des informations sur le long terme.

Il y a eu quelques très longues grèves : ainsi, 120 travailleurs de l'usine textile Iran Barak ont fait grève pendant 45 jours. Une autre dans les aciéries d'Ahwaz a duré 35 jours ; une lutte des conducteurs du métro dans la même ville, 22 jours. Les 500 employés de la cimenterie Karoun ont cessé le travail pendant deux semaines. A noter, des manifestations et arrêts de travail persistants sur le champ gazier de South Pars, le plus grand champ gazier iranien, dont l'exploitation a commencé en 2003, avant les sanctions (4), et entré en sommeil depuis.

(4) Les Etats-Unis utilisent de plus en plus une section jusqu'alors peu connue de leur ministère des Finances, l'Office of Terrorism and Financial Intelligence (TFI), pour imposer les sanctions. Le TFI, soutenu à l'international, a banni plus de vingt institutions financières iraniennes du système bancaire mondial. Ce qui, à la fin 2011, a entraîné une dévaluation d'environ 30 % du rial *[toman est l'ancien nom de la monnaie iranienne, devenue le rial en 1932, mais reste couramment utilisé. 1 toman équivaut à 10 rial (NDT)]* iranien. Selon le ministère des Finances américain, l'Iran a perdu autour de 120 milliards de dollars de revenus depuis le début de l'application renforcée des sanctions en 2010. Le *New York Times* évaluait les mesures du TFI comme « le moyen de pression jusqu'à maintenant le plus efficace » (*Telepolis*, 23 juin 2014). Après les nouvelles sanctions mises en place par l'UE, les exportations de pétrole de l'Iran vers l'UE ont cessé totalement à partir de juillet 2012 ; des sanctions supplémentaires ont visé la banque centrale iranienne dont les comptes ont été gelés en Europe.

La mine à ciel ouvert de Bafgh.

Le 5 décembre a débuté un conflit autour de la privatisation totale de la Persian Gulf Holding, le deuxième complexe pétrochimique le plus important du Moyen-Orient. Il est prévu que les 6 000 travailleurs passent d'ici peu définitivement sous contrats privés. Selon le portail d'informations Naft e ma, 3 000 travailleurs sont entrés en grève de la faim, ou boycottent la cantine, en plusieurs endroits, et menacent d'entourer les ateliers par une chaîne humaine.

Un coup d'œil sur une seule semaine en octobre 2015 montre l'étendue de ces luttes à tout le pays, massives mais isolées : dans trois entreprises pétrochimiques, les ouvriers se sont mis en grève entre deux et dix jours. Dans l'usine de granulés de castine** Ardakan, on a fait grève pendant cinq jours ; dans l'aciérie de Dorood, vingt-deux jours contre un retard dans le versement des salaires. A Téhéran, 105 travailleurs du textile de la province de Lorestan ont manifesté devant le siège de la Sécurité sociale. Les ouvriers de l'usine pétrochimique Farabi refusent de

** Castine (de l'allemand Kalkstein) : pierre calcaire que l'on mélange au minerai de fer pour en faciliter la fusion. [NDT.]

manger à la cantine depuis sept jours. Dans plus d'une quinzaine de villes, les enseignants manifestent pour une augmentation de leurs rémunérations et la libération des leurs emprisonnés. Les employés municipaux de Masdjed-Soleyman se rassemblent depuis trois jours pour réclamer le paiement de quatre mois de salaires en retard.

Les revendications ne sont pas particulièrement « radicales » mais, compte tenu des difficultés auxquelles s'exposent ceux qui luttent, elles sont le signe, malgré la violence de la répression, d'une colère qui monte de la base.

LE RÉGIME CONTRE-ATTAQUE

Le régime réagit avec vigueur contre ces luttes au moyen de ses organes de sécurité et de ses tribunaux. Dans la raffinerie de pétrole de la ville de Bandar Abbas, les forces de sécurité ont utilisé contre les ouvriers grévistes des canons à eau qui ont causé d'importants dommages. Un rassemblement de mineurs à Zarand, qui avaient bloqué une des routes d'accès à la mine, a été dispersé par des gaz lacrymogènes et un travailleur, pris d'un malaise, est mort peu après. Des unités spéciales ont attaqué un rassemblement d'ouvriers de l'aciérie d'Ahwaz et sévèrement blessé un ouvrier.

Une statistique montre que le régime et le patronat ont licencié 1 167 travailleurs trop remuants dans vingt-trois entreprises, en quatre mois seulement. La justice islamique, elle aussi, prononce des peines très lourdes contre les protestataires ouvriers. Cinq mineurs de Tschador Malu, par exemple, ont été condamnés à une année de prison et à des coups de fouet ; c'est seulement en considération de leur âge et de leurs longues années de travail à la mine que le châtiment corporel a été commué en une amende et une condamnation à cinq ans de prison avec sursis.

Les militants et militantes ouvriers subissent une répression et des représailles pires encore sous le nouveau gouvernement. Ils sont nombreux à redouter que le régime profite de l'atmosphère favorable qui suit l'accord sur le nucléaire, non seulement pour isoler mais aussi pour persécuter plus fortement le mouvement ouvrier, et le détruire. Le régime est d'ailleurs parvenu jusqu'à maintenant à maintenir ces luttes séparées les unes des autres.

Au cours de ces dix dernières années, les militants ouvriers ont essayé plusieurs fois de fonder des syndicats indépendants, par exemple dans la raffinerie de sucre de canne à Haft-Tappeh ou bien chez les conducteurs de bus ; il y a eu de nombreux congrès de fondation. Les relations de ces petits syndicats avec les syndicats mondiaux n'ont pas permis d'imposer leur présence ; elles ont, au contraire, mené à des conflits entre leurs initiateurs et à une perte de confiance du côté des travailleurs. Notons que les ouvriers et ouvrières organisent aujourd'hui manifestations et grèves plutôt sur le mode de l'action directe et cherchent de plus en plus à sortir de l'usine, à propager leurs luttes dans les quartiers ouvriers où les habitants se solidarisent activement avec eux.

(traduit de l'allemand par J.-P. V.)

IRAN. DANS LES PUBLICATIONS

« Lutter en Iran en 2016 : difficultés et réalités », dans *Alternative libertaire* n° 259 (mars 2016) : un entretien avec deux militants du Parti communiste ouvrier d'Iran : « Aujourd'hui en Iran, combattre le capitalisme sans combattre la religion est impossible ! La base de la théocratie iranienne n'est pas le féodalisme médiéval, mais le capitalisme du XXIe siècle. »

MIGRATION, RÉFUGIÉS ET FORCE DE TRAVAIL*

Une analyse approfondie de la « crise des réfugiés » et des migrations dans l'Union européenne, en relation avec la restructuration du marché du travail et la composition de classe

L'« ÉTÉ DES MIGRATIONS » A PRIS FIN. Même si de nombreuses initiatives soutiennent encore les « nouveaux citoyens » en organisant une aide quotidienne, des événements festifs, des cours de langue et bien d'autres activités, la classe politique veut inverser cette dynamique : elle s'efforce d'ériger de nouvelles frontières, d'imposer un abaissement des normes sociales et de diviser politiquement la classe ouvrière en utilisant les réfugiés – elle s'en sert comme d'un catalyseur pour une réforme en profondeur de la société.

A gauche, on observe en gros deux manières de considérer cette nouvelle situation : certains voient dans l'impressionnante auto-organisation des réfugiés et dans la destruction des barrières frontalières une manifestation de l'« autonomie des immigrés ». D'autres considèrent la politique de Merkel d'un point de vue purement fonctionnel : les migrations profitent au capital car elles lui fournissent une force de travail bon marché, qualifiée et motivée, et des contributeurs supplémentaires aux caisses de retraite.

En réalité, ces deux aspects sont liés. En émigrant vers les centres d'accumulation de l'Europe du Nord, de nombreux réfugiés essaient de redevenir des sujets actifs de leur propre vie. Le capital veut utiliser leur énergie sociale pour restructurer les marchés du travail et faire pression localement sur les relations de classe. De plus, des migrations de masse peuvent avoir les mêmes effets qu'un programme de stimulation économique : elles créent des emplois dans l'enseignement, les agences pour l'emploi, le bâtiment, les secteurs de l'aide sociale et de la sécurité... tout en réduisant les coûts de reproduction de la force de travail (l'entretien et l'éducation d'un être humain pendant les vingt premières années de sa vie coûtent environ 200 000 euros – et l'Allemagne est un pays « vieillissant » qui a désespérément besoin de jeunes !).

* Ce texte est paru dans le n°99 (hiver 2015-2016) de la revue allemande *Wildcat*. (Voir *Echanges* n° 154, p. 37.)

Pour qu'elles aient cet impact économique, les migrations de prolétaires doivent être contrôlées, ce que les dirigeants politiques se sont montrés de plus en plus impuissants à faire ces dernières années. Récemment cette perte de contrôle s'est encore aggravée, comme en témoignent l'escalade de la « crise des réfugiés » en Grèce au début de l'année 2015, la destruction des grillages et barbelés aux frontières de la Turquie à la mi-juin 2015 après les combats de Tall Abyad en Syrie, et finalement la marche des réfugiés depuis la gare centrale de Budapest jusqu'à la frontière autrichienne. Au début du mois de septembre, les réfugiés ont été accueillis par les applaudissements de la foule à Vienne, à Munich et dans d'autres villes. Outre la crise bien réelle des frontières, cette réaction des populations locales, qui aurait été impensable au début des années 1990, exprime un second aspect de la perte de contrôle par l'Etat. En troisième lieu, la classe dirigeante n'a pas de stratégie pour « s'attaquer aux causes sous-jacentes des migrations ». C'est plutôt l'opposé qui est vrai : la répression de plus en plus brutale et destructrice des mouvements d'opposition dans un nombre croissant de régions du monde aggrave les antagonismes sociaux ; la crise et les guerres conduisent à l'effondrement de régions entières.

En effectuant une telle volte-face cet été, le gouvernement Merkel reconnaissait cette situation mais essayait en même temps de reprendre les choses en main, notamment en vantant une « culture de l'accueil » européenne. Ce n'est qu'en transformant le patient travail à long terme des initiatives concernant les réfugiés en un événement public que la classe politique a pu ensuite inverser sa signification.

Dans cet article, nous voulons analyser cette relation entre l'émigration des réfugiés et l'émigration de travailleurs vers l'Allemagne dans le contexte européen. Au départ, la distinction entre « réfugiés » et « migrants économiques » est purement juridique : les travailleurs grecs qui fuyaient la junte militaire et vinrent en Allemagne en 1967 étaient considérés comme des « travailleurs invités ». Après la fin de l'accord sur les « travailleurs invités » en 1973, les travailleurs turcs qui tentaient de fuir leur pays après le coup d'Etat militaire de 1980 durent demander l'asile. Les émigrés sénégalais qui risquaient leur vie en traversant la Méditerranée étaient considérés comme des ouvriers agricoles illégaux en Espagne et comme des demandeurs d'asile en Allemagne.

En Allemagne, le droit individuel et constitutionnel à l'asile ne joua pratiquement aucun rôle avant la fin des années 1970 et fut principalement appliqué aux migrants originaires des pays du socialisme d'Etat. En 1980, pour la première fois, plus de 100 000 personnes demandèrent l'asile ; environ la moitié étaient originaires de Turquie et un grand nombre d'autres du Vietnam et de Palestine. Un an plus tard, 20 % des demandeurs d'asile venaient de Pologne (à l'apogée de la résistance du syndicat Solidarnosc).

Pendant les années 1980, beaucoup de demandeurs d'asile étaient des militants de gauche qui fuyaient la répression d'Etat ou la guerre civile, en Iran ou au Sri-Lanka par exemple. Ils formèrent la colonne vertébrale d'un mouvement politique portant sur les conditions d'accueil et s'opposant aux expulsions vers des zones de conflit. La propagande réactionnaire qui se renforça pendant la première moitié de la décennie visait principalement ces réfugiés, qui apportaient avec eux des compétences et des expériences de lutte, et qui connaissaient aussi les relations entre le capital allemand et les régimes dictatoriaux de leurs pays d'origine.

A partir de 1987, la crise dans les pays du bloc de l'Est devint plus visible. Le nombre de « rapatriés de souche allemande » (1) en provenance d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique augmenta très rapidement, jusqu'à atteindre 400 000 pour la seule année 1990. La majorité de ces immigrés étaient des travailleurs qualifiés qui avaient appris un métier. Ceux qui ne pouvaient prouver leurs « racines allemandes » étaient contraints de demander l'asile : à partir de 1988 le nombre de demandes d'asile augmenta de manière continue, avec un pic d'environ 440 000 demandes en 1992. Les militants de gauche en provenance de pays du tiers monde ne formaient plus qu'une petite minorité parmi ces demandeurs d'asile. Parmi eux 75 % venaient d'Europe de l'Est et du Sud-Ouest – en raison de l'effondrement social de ces régions, des « thérapies de choc » économiques, des disputes qui s'ensuivirent sur le partage du butin et enfin des guerres civiles. Beaucoup de migrants ne demandaient pas l'asile mais travaillaient dans l'« économie illégale » comme travailleurs sans papiers, par exemple dans le bâtiment (2).

De plus, pendant les trois années qui suivirent l'annexion de la RDA (l'ex-Allemagne de l'Est), 1 million de migrants de l'intérieur arrivèrent sur le marché du travail en Allemagne de l'Ouest : ils fuyaient la hausse soudaine du chômage consécutive à la destruction des industries et de l'administration de leur région.

La crise du début des années 1990

Il y a vingt-cinq ans, comme aujourd'hui, l'escalade de la « crise des réfugiés » provoqua un effondrement massif des normes régissant la protection sociale, les contrats collectifs et le droit du travail lors de la crise économique qui se manifesta peu après. Le modèle allemand fondé sur une industrie d'exportation hautement productive, qui fut couronné de succès pendant les quinze dernières années, repose sur une classe ouvrière plus profondément divisée et segmentée que dans les précédentes décennies.

Le 8 août 1991, plus de 10 000 réfugiés albanais prirent d'assaut le *Vlora*, un minable cargo rouillé, et forcèrent l'équipage à modifier sa route pour traverser l'Adriatique. La police les expulsa brutalement d'Italie à leur arrivée à Bari. Cet événement servit à illustrer la rhétorique réactionnaire du « bateau plein ». Le magazine politique libéral *Der Spiegel* (19 août 1991) osa présenter les migrations comme la « guerre du troisième millénaire » et prophétiser l'arrivée de 50 millions de réfugiés de l'ex-Union soviétique.

Pendant que le gouvernement fédéral instillait la peur d'un flot incontrôlé d'étrangers,

(1) La loi allemande autorise les habitants des ex-pays de l'Est pouvant justifier d'une ascendance allemande à demander la nationalité allemande (article 116 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne). [NDT.]

(2) « En 1988, le nombre de demandeurs d'asile dépassa de nouveau la barre des 100 000. Durant l'année des révolutions européennes en 1989, ce nombre atteignit 120 000. En 1990, dans l'Allemagne réunifiée, environ 190 000 demandes d'asile furent enregistrées, en 1991 pratiquement 260 000, et finalement près de 440 000 en 1992 – beaucoup de demandeurs d'asile venaient alors d'Europe de l'Est et du Sud-Est, principalement des réfugiés de l'ex-Yougoslavie, mais aussi des Roms de Roumanie.
Dès 1987, le nombre de « rapatriés de souche allemande » (« Russes-Allemands ») augmenta rapidement. Ils furent plus de 200 000 à arriver en Allemagne en 1988, 390 000 en 1989, et pratiquement 400 000 en 1990. De plus, l'émigration désormais légale depuis la RDA (Allemagne de l'Est) permit à 390 000 personnes de passer « à l'Ouest » en 1989, et à 395 000 de faire de même en 1990. La migration est-ouest diminua dans les années suivantes pour atteindre 250 000 personnes en 1991, 200 000 en 1992 et 172 000 en 1993. Entre 1994 et 1997, ce chiffre se stabilisa entre 160 000 et 170 000. »
Bundeszentrale für Politische Bildung (2005) : *Anstieg der Asylgesuche 1988-1992.*

il importait toujours plus de travailleurs bon marché d'Europe de l'Est et du Sud, grâce aux « contrats de travail et de service » (liés à un emploi spécifique) et aux accords de recrutement dans des secteurs spécifiques – par exemple, à partir de 1991, le nombre de travailleurs saisonniers étrangers augmenta dans l'agriculture.

Les migrations économiques, à la fois sous une forme non régulée et par le biais de contrats liés à des projets spécifiques, par exemple dans le bâtiment ou l'industrie de la viande, exercèrent une énorme pression sur les travailleurs locaux. Les immigrés, qui travaillaient pour des salaires bien plus bas, étaient aussi systématiquement escroqués : tantôt on les payait moins que promis, tantôt pas du tout. Cela déclencha de nombreux conflits et des travailleurs venus d'Angleterre, d'Irlande et d'Italie menèrent quelques grèves autonomes.

Le traitement inégal des différents groupes d'immigrés permit de diviser les travailleurs et de faire pression pour qu'ils acceptent leur sort : travailleurs ayant un emploi contre chômeurs, travailleurs d'Allemagne de l'Ouest contre les « Ossis *[Allemands de l'Est]* paresseux », « Allemands de Russie » nouvellement installés contre les migrants arrivés antérieurement... et ainsi de suite.

En jouant intelligemment ces différents groupes les uns contre les autres, l'Etat réussit à déléguer la responsabilité politique du racisme aux perdants de la « réunification allemande ». La haine diffusée par les discours des politiques et des médias contre les « réfugiés économiques » ne pouvait, comme c'est encore le cas aujourd'hui, qu'inciter les gens à « agir » (violemment) – un appel auquel répondirent les militants de droite. En septembre 1991, le secrétaire général de la CDU, Ruehe, écrivit dans une circulaire que les sections de son parti devaient soulever le « problème préoccupant du nombre croissant de demandeurs d'asile » à tous les niveaux parlementaires. Il distribua des projets de résolutions prêts à être votés par les conseils municipaux et des modèles de communiqués de presse locaux sur la question des demandeurs d'asile, opposant le manque de places dans les crèches à l'accroissement des dépenses pour les réfugiés, et affirmant que l'accueil de réfugiés dans des gymnases d'écoles entraînerait une diminution générale des heures de cours dans les établissements scolaires. Quelques jours plus tard, à Hoyerswerda (Allemagne de l'Est), des centres d'hébergement de réfugiés et de travailleurs du Mozambique furent attaqués ; le conseil municipal se saisit de ces incidents pour se débarrasser à la fois des réfugiés et des travailleurs du Mozambique (l'ex-république « socialiste » d'Allemagne de l'Est accueillait peu d'immigrés, et ceux-ci venaient surtout du Vietnam et du Mozambique) (3).

Comme aujourd'hui, ces mesures administratives produisirent d'abord des situations d'urgence ou de pénurie (de logements, par exemple) au niveau local, puis une concurrence accrue entre les travailleurs qui fut exploitée par la propagande hostile aux migrants. Les conseils municipaux furent contraints de loger les réfugiés dans de grands centres d'hébergement et dans la plupart des cas ils réquisitionnèrent des maisons abandonnées dépourvues d'infrastructures convenables. Pour décourager les futurs réfugiés et stigmatiser ceux qui étaient déjà sur le sol allemand, l'Etat mit en place une procédure globale pour les demandeurs d'asile, pendant

(3) L'article du numéro 57 de *Wildcat* qui donne plus d'informations sur cet incident n'a pas été traduit. Mais sur la question des attaques racistes et de l'Etat au début des années 1990, on peut lire en anglais cet article du numéro 60 :
http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/60/w60e_ros.htm

laquelle les réfugiés ne se voyaient plus attribuer d'aide monétaire mais seulement des dons de vêtements ou de nourriture.

Cette stigmatisation donna lieu à de violentes explosions racistes dans certaines régions, mais dans d'autres elle incita au contraire les membres de la « société civile » à soutenir davantage les réfugiés, et les réfugiés eux-mêmes à résister – par des boycotts de la nourriture, des grèves de la faim et des occupations de bureaux d'aide sociale. Pour neutraliser ces actes de solidarité, des bandes néo-nazies infiltrées par les services secrets lancèrent des pogroms et des attentats à la bombe qui furent parfois mortels. La police ferma les yeux, même sur les meurtres.

Peu après le pogrom de Rostock-Lichtenhagen (4) en août 1992, le gouvernement et l'opposition conclurent un « compromis sur l'asile » qui restreignait considérablement le droit d'asile. Une manifestation de 350 000 personnes à Berlin marqua le point final de la résistance aux attaques contre ce droit.

La modification de l'article 16 de la Constitution en mai 1993 constitua une étape essentielle dans le processus d'européanisation du droit d'asile. Le concept de « pays tiers sûr » permit de déléguer les procédures juridiques aux Etats frontaliers de l'Union européenne ; la notion de « pays d'origine sûr » supprima de fait le droit à l'asile pour les ressortissants de ces régions.

Un dernier changement affectait la « loi sur l'immigration ». L'Etat déclara que seul un contingent défini de réfugiés fuyant des guerres obtiendrait l'asile, et uniquement pour un temps limité – ce qui impliquait que la résidence n'était plus considérée comme un droit individuel mais comme un acte administratif concernant un groupe limité de personnes et sur lequel on pouvait revenir à n'importe quel moment. Cette loi fut appliquée pour la première fois sur une grande échelle aux réfugiés de la guerre du Kosovo. Depuis 1993, la « loi sur les prestations accordées aux demandeurs d'asile » justifie légalement le traitement inégal des réfugiés en ce qui concerne les aides sociales minimales de base.

Les politiques considérèrent la diminution des demandes d'asile durant la première décennie du nouveau millénaire comme un succès. Ces dernières années, toutes les réglementations sont fondées sur la maxime implicite : « L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration ! » et elles expriment avant tout le refus d'intégrer les « étrangers » en général, c'est-à-dire de leur donner des droits égaux.

Pendant le demi-siècle de 1950 à 2000, il y eut chaque année en moyenne 200 000 personnes de plus à entrer en Allemagne que de personnes à en sortir. Pendant la première décennie du nouveau millénaire, ce chiffre a brutalement décru et est même devenu négatif. Durant ces années, les migrations économiques temporaires depuis les nouveaux Etats européens (Pologne, Roumanie, etc.) sont devenues la forme dominante d'immigration. Ce n'est qu'en 2010 que le solde migratoire est redevenu positif – la plu-

(4) Bande-annonce d'un documentaire sur ces attentats : https://www.youtube.com/watch?v=EBQnc7MQLt0

part des immigrés venaient d'autres pays de l'Union européenne, même si une proportion importante venait de pays non européens et au titre de demandeurs d'asile. L'origine et la citoyenneté les plus fréquentes chez les réfugiés changeaient chaque année. Beaucoup d'immigrés venaient des Balkans et du Moyen-Orient.

Une nouvelle phase commence en 2008

On ne dispose que d'un seul chiffre exact concernant les réfugiés qui arrivent en Allemagne : le nombre de demandeurs d'asile. Depuis le début de la crise économique globale en 2008, ce nombre a d'abord augmenté lentement, de moins de 30 000 à 64 000 demandes en 2012, puis il a pratiquement doublé en 2013 pour atteindre 110 000, il est passé à 170 000 en 2014 et à plus de 390 000 en 2015 – ce qui est encore loin du chiffre de « plus d'un million » couramment cité. Parmi le million de réfugiés enregistrés en novembre 2015, nul ne sait combien ont quitté le pays, pas même l'administration – qui ignore aussi combien il y a eu de demandes doubles ou erronées, ou combien de réfugiés ont renoncé à déposer une demande face à une interprétation de plus en plus rigide du droit d'asile. L'Institut de recherche sur l'emploi de l'Agence fédérale pour l'emploi (5) estime qu'environ 70 % des réfugiés resteront en Allemagne.

Les Etats européens ont perdu le contrôle à de nombreuses reprises ; ils n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, enregistrer correctement les réfugiés. Certains pays n'ont pas transmis leurs chiffres à l'administration européenne, pour ne pas être tenus responsables des futures demandes d'asile. A la fois aux frontières et entre les frontières des Etats des Balkans, les colonnes de réfugiés ont été fréquemment et arbitrairement arrêtées, des denrées alimentaires et d'autres aides ont été retenues, ce qui a produit une situation de pénurie. A d'autres moments, les gouvernements ont offert de transporter gratuitement en train tous les réfugiés qui acceptaient de déposer une demande d'asile et d'attendre leur tour pendant des jours dans les conditions désastreuses des camps d'enregistrement. Tout cela a produit des images de colonnes de réfugiés apparaissant soudainement comme des « catastrophes naturelles » qui débordent les administrations de l'Etat malgré tous leurs efforts. Dans ce contexte, les chefs d'Etat ont justifié des mesures politiques répressives prises dans l'urgence – en particulier quand les réfugiés ont résisté aux conditions qui leur étaient faites et ont refusé de montrer la « gratitude » qu'on attendait d'eux.

Pendant les quatre dernières décennies, aucun gouvernement allemand n'a été capable d'élaborer une « politique migratoire » qui ait abouti à une régulation et un contrôle complets de l'immigration. Depuis l'été 2015, les dirigeants allemands ont dû prendre conscience du fait que les guerres, plus nombreuses, se sont rapprochées des frontières de l'Union européenne. Par conséquent, beaucoup plus de gens ont dû quitter leur foyer de manière permanente. La construction de camps de réfugiés temporaires dans les Etats proches des zones de guerre ne suffit pas à protéger l'Allemagne, parce que ces régions sont elles aussi déstabilisées par l'ampleur des migrations, et que les réfugiés luttent contre l'enfermement et les conditions de vie dans les camps. C'est pourquoi de plus en plus d'immigrés sont arrivés en Allemagne depuis 2012.

En juillet 2012, la Cour constitutionnelle fédérale a statué que le « niveau de subsis-

(5) http://www.iab.de/en/iab-aktuell.aspx

tance minimum permettant une existence digne », garanti par la constitution, s'applique à toutes les personnes résidant en Allemagne. Bien qu'on attende encore la mise en œuvre de cette décision, elle portait un coup à la politique visant à dissuader les immigrés de venir en Allemagne en abaissant les normes de protection sociale. Cette décision doit être comprise comme une conséquence du large soutien apporté aux demandeurs d'asile et de leur résistance persistante contre un traitement inégalitaire. L'amplification de ce mouvement explique aussi pourquoi l'Etat a moins expulsé ces dernières années. En 2013 et 2014, environ 10 000 personnes ont été expulsées chaque année, puis 18 360 en 2015, pour la plupart pendant la seconde moitié de l'année – c'est un chiffre important, mais il ne concerne qu'environ un quart des déboutés du droit d'asile sous le coup d'un arrêté d'expulsion. En réalité, l'Etat n'a pas réussi à abaisser le quota de reconnaissance des demandes d'asile en dessous de 1 %, ce qui aurait signifié en pratique l'abolition du droit d'asile.

Depuis 2012 environ, les réfugiés qui arrivent en Allemagne bénéficient de la présence de plus en plus confiante et organisée de ceux qui vivent déjà sur place. Ce sont ces réfugiés qui ont protesté contre l'« obligation de résidence » (leur interdisant de quitter la ville qui leur avait été assignée), qui ont occupé des immeubles et organisé des grèves de la faim. Le mouvement des réfugiés de Lampedusa est né en 2013 sur la base de ces actes de résistance. Ce mouvement jouit de la sympathie et du soutien de la société civile, comme en témoigne le nombre croissant de paroisses qui les accueillent, fournissant abri et protection – l'accueil dans un bâtiment religieux est censé empêcher les expulsions (aujourd'hui 450 personnes ont trouvé refuge dans 300 lieux de culte). On peut aussi citer

les protestations de lycéens contre l'expulsion de leurs condisciples.

Pendant les années 1990, seuls quelques militants de la gauche radicale et de petits groupes de la société civile soutenaient les réfugiés. Cependant, il y eut des actions contre les *Fresspakete* (littéralement « paquets de bouffe », des colis de nourriture, souvent de mauvaise qualité, distribués aux réfugiés à la place d'une allocation temporaire), qui visaient aussi les institutions charitables et les entreprises qui tiraient profit de la misère des réfugiés. Aujourd'hui, au contraire, des centaines de milliers de « volontaires » soutiennent les réfugiés, et les militants de gauche ne constituent qu'une minorité d'entre eux. Une étude menée par l'église protestante affirme que huit millions de personnes ont aidé des réfugiés, d'une manière ou d'une autre, en 2015. Cet engagement et le contact avec les réfugiés et leurs luttes ont radicalisé les gens – par exemple, sur des questions comme l'implication de l'Allemagne dans certaines guerres ou l'exportation d'armes par l'Allemagne.

Dans le même temps, le degré de violence envers les réfugiés a de nouveau atteint un niveau comparable à celui des années 1990. Merkel a même mis en garde contre un « nou-

veau NSU » *[Nationalsozialistischer Untergrund]* (6). On observe une radicalisation de la droite au-delà du milieu militant organisé – mais aujourd'hui les fascistes ne peuvent pas se présenter comme l'expression d'un rejet relativement homogène des immigrés par la société, leur violence est plutôt l'expression d'un élargissement des divisions sociales. Pegida (7) et compagnie rendent responsables certains segments plus faibles de la société de leur propre peur d'une dégradation sociale. En déclarant que les migrants sont des sous-hommes, ils veulent justifier l'idée que ces « autres » n'ont pas droit à ce qu'ils réclament. C'est une résistance imbécile au programme de modernisation du capital, qui ne menace pas du tout ce dernier mais l'aide au contraire à réaliser son programme. C'est pourquoi les flics laissent Pegida se développer – et pourquoi, dans la plupart des cas, l'« Etat profond » (8) toléra les attentats à la bombe et autres violences contre les réfugiés.

L'Union européenne, une forteresse qui s'effondre

En termes d'impact sur l'Union européenne, la crise des réfugiés de la seconde moitié de l'année 2015 a eu des effets plus graves que la « crise grecque » de la première moitié. L'Europe se désagrège, les accords de Schengen sont en morceaux. Pour être clair : les accords de Schengen n'entendaient pas fermer hermétiquement les frontières extérieures de l'Europe, mais les murailles étaient (et sont) supposées suffisamment élevées pour n'être escaladées que par des candidats en bonne santé physique et mentale, disposant d'argent et de ressources personnelles ou familiales, et fortement motivés. Cela supposait une division du travail sans accrocs entre les différents Etats de l'Union européenne, conformément à l'accord de Dublin. Mais les gouvernements italiens et grecs ont laissé passer les réfugiés vers l'Europe du Nord sans enregistrer leurs demandes d'asile. A partir de 2015, chaque pays s'est mis à tenir compte uniquement de ses propres intérêts.

Les pays de l'Est en « première ligne » refusent désormais catégoriquement d'accepter des réfugiés, mais ils tolèrent tacitement des migrations économiques « pendulaires » et engagent un large processus de naturalisation de certains ressortissants des pays limitrophes. L'Etat polonais se souvient de ses minorités « polonaises » en Ukraine ; la Hongrie se rappelle les « Hongrois » d'Ukraine ; les Roumains souhaitent la bienvenue à leurs frères et sœurs de Moldavie, perdus de vue depuis longtemps, etc. Ces gouvernements nationalistes imitent la politique de l'Allemagne vis-à-vis des « derniers rapatriés de souche allemande ». Les Etats souhaitent des immigrants politiquement conformes (pour faire les travaux mal payés de l'agriculture

(6) Le National-Sozialistischer Untergrund (NSU, Clandestinité nationale-socialiste) est un groupe terroriste qui a assassiné plusieurs immigrés pendant les années 2000 ; il était largement infiltré par des agents des services secrets : https://viewpointmag.com/2014/09/11/the-deep-state-germany-immigration-and-the-national-socialist-underground/.

(7) Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes [Pegida]) est une plate-forme de droite qui a repris les « manifestations du lundi » en Europe de l'Est [sur le modèl de celles qui avaient lieu avant la chute du mur], mais cette fois contre les musulmans et les autres immigrés. Les manifestations de Pegida ont commencé dans des villes d'Allemagne de l'Est comme Dresde et se sont propagées à d'autres villes allemandes, rassemblant jusqu'à 10 000 personnes. https://en.wikipedia.org/wiki/Pegida

(8) En 2011 éclata en Allemagne le scandale du Nationalsozialistischer Untergrund (NSU, voir note 6), qui fit apparaître au grand jour les connexions entre les services secrets, les services de sécurité et les groupuscules fascistes en Allemagne – Wildcat utilise la notion d'« Etat profond » pour décrire cette strate cachée du pouvoir. On peut lire en anglais : http://www.wildcat-www.de/en/actual/e075_nsu.html http://wildcat-www.de/en/wildcat/95/e_w95_greece.html (NDT).

Voir *Echanges* nos 141, 142, 144, 148 et 151.

ou du bâtiment et remplacer les « autochtones » qui ont quitté le pays pour aller travailler en Europe de l'Ouest) et gardent leur posture agressive envers certaines parties de la population qui sont supposées ne pas mériter la citoyenneté. L'avant-garde dans ce domaine est représentée par les pays baltes, qui ont déchu de la citoyenneté toutes les personnes arrivées d'autres républiques soviétiques après 1940, ainsi que leurs familles, les rendant ainsi apatrides. L'exclusion systématique des Roms dans les Etats du Sud-Ouest de l'Europe obéit à la même logique.

De nombreux pays d'origine des réfugiés arrivés dans les années 1990 sont devenus des Etats membres de l'Union européenne depuis, ou ont signé des accords pour une immigration sans visas. L'extension des frontières de l'Union européenne a facilité la délocalisation des emplois mal payés des industries de sous-traitance vers ces nouveaux Etats membres, tout en régulant les migrations en provenance de ces Etats par l'intermédiaire d'une progressive « libre circulation de la main-d'œuvre ». Pour les travailleurs d'Europe de l'Est, l'accès au marché du travail européen dépendait de longues périodes de transition nationales qui restreignaient temporairement la circulation des travailleurs, comme l'avaient demandé en particulier les syndicats allemands. Pendant les sept années qui suivirent le premier élargissement en 2004, les personnes originaires d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Slovaquie, de Slovénie, de la République tchèque et de Hongrie pouvaient déjà travailler comme « auto-entrepreneurs » ou comme salariés de compagnies étrangères en Allemagne, pour de bas salaires et avec une couverture sociale réduite. En 2011, environ 470 000 Polonais habitaient en Allemagne, plus que les ressortissants des sept autres pays de l'Est mentionnés ci-dessus. La Roumanie et la Bulgarie, intégrées en 2007 avec les mêmes conditions, se classaient deuxième et troisième respectivement, avec 160 000 et 94 000 personnes.

DANS LES PUBLICATIONS / MIGRATIONS

◆ « La crise migratoire fait imploser l'espace Schengen , dans *La Forge* n° 571 (mars 2016).

◆ « L'impasse calaisienne » : 8 000 personnes sont réparties dans la Jungle et dans les camps annexes le long du littoral et des aires d'autoroutes. Mais aucune issue politique à cette crise n'est envisagée en dehors de la politique répressive de l'Etat. Calais est une impasse, pour les migrants qui se heurtent aux grillages, pour les Calaisiens, et, souligne *Courant alternatif* dans son n° 260 (mai 2016), « pour les militants défenseurs des migrants, qui sont très nombreux à passer à Calais sans pouvoir/vouloir construire une lutte politique. »

◆ « Calais. Trois idiots dans la jungle ». Reportage sur trois Pakistanais qui ont ouvert une gargotte dans la Jungle.Et quelques autres situations où l'on aime mieux faire soi-même qu'attendre les associations : « Ce qui est construit de ses propres mains vaut cent fois ce qui est accordé d'une main lointaine. » Dans *CQFD* n° 141 (mars 2016).

◆ « Dieppe, l'autre Calais ». La cité normande accueille elle aussi des candidats au départ vers la Grande-Bretagne. Au grand dam du maire, tout communiste qu'il soit. » Dans *CQFD* n° 143 (mai 2016).

La suppression des obligations de visa pour certains Etats de l'Ouest des Balkans en 2009-2010 a donné lieu à un afflux supplémentaire de travailleurs qu'il était facile de faire chanter et donc de forcer à accepter de bas salaires. Les citoyens de pays non européens comme la Serbie ou la Bosnie peuvent désormais entrer en Europe comme « travailleurs détachés » dès lors qu'ils ont un contrat de travail avec une entreprise slovène ou, bientôt, croate. En 2014, pour la seule Slovénie, 60 000 formulaires A1 (confirmant que l'intéressé possède une couverture sociale dans le pays d'origine de la principale compagnie responsable du contrat) ont été fournis à des citoyens des Etats balkaniques frontaliers. Sans contrat de travail, il est possible d'entrer dans l'Union européenne sans visa et d'obtenir, par exemple en demandant l'asile, un droit de résidence et une allocation temporaires. Un scénario du même genre est en vue pour la suppression de l'obligation de visa pour la République de Géorgie et l'Ukraine, récemment recommandée par la Commission européenne.

D'après les chiffres d'octobre 2015 du Fichier central des citoyens étrangers en Allemagne, le nombre d'immigrés a augmenté de 820 000 personnes en un an, dont 340 000 en provenance de pays européens, 260 000 de pays en situation de guerre ou d'urgence et 120 000 de l'ouest des Balkans. Aujourd'hui 650 000 Roumains et Bulgares sont officiellement enregistrés en Allemagne ; 80 % d'entre eux sont arrivés durant les cinq dernières années. L'immigration constante depuis la Pologne a aussi augmenté depuis 2011 ; aujourd'hui environ 600 000 personnes originaires des pays entrés dans l'Union européenne en 2004 ont un travail à temps plein ou à temps partiel en Allemagne. Depuis janvier 2014, avec la liberté de circulation complète de la main-d'œuvre, le nombre de Roumains et de Bulgares disposant de contrats de travail allemands a aussi augmenté rapidement.

Il existe aussi un nombre difficile à définir de travailleurs migrants temporaires ; une étude de la fondation Boeckler estime qu'en 2012 environ 800 000 travailleurs sont venus en Allemagne pour des contrats de travail temporaires, 80 % d'entre eux depuis l'Europe de l'Est.

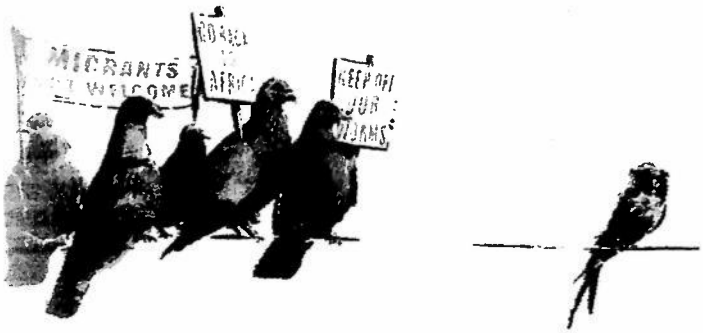
En général, les immigrés en Europe arrivent de deux directions : du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord d'une part, d'Europe de l'Est d'autre part. Dans les pays d'Europe du Sud, les « migrants illégaux » constituent la principale force de travail dans des secteurs comme l'agriculture, le bâtiment et la logistique. Il existe un rapport étroit entre les migrations depuis des pays extérieurs à l'Union européenne et les migrations intérieures à l'Union européenne. Partout en Europe, de nombreux jeunes essaient d'échapper au travail en usine, à l'agriculture et au travail manuel en général. Une grande partie des jeunes étudie et espère obtenir un emploi, même temporaire, dans le secteur public – ou faire carrière dans un secteur florissant de l'économie. La « pénurie de main-d'œuvre » dans les sales boulots de l'agriculture, du bâtiment et des soins de santé est compensée par les migrants. Pendant le boom économique au début du millénaire, l'afflux d'émigrés vers la Grèce, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal a permis à la jeune génération « autochtone » de monter dans l'échelle sociale. Depuis le début de la

crise, un grand nombre de jeunes chômeurs de ces pays d'Europe du Sud, qui ont fait des études supérieures mais n'ont que peu de perspectives d'emploi, sont allés plus au nord, en particulier en Allemagne et au Royaume-Uni. Ces dernières années le solde migratoire des Etats du Sud de l'Europe en crise vers l'Allemagne a été de 30 000 à 40 000 par an.

Le processus de segmentation vers le bas de la classe ouvrière allemande

En Allemagne aussi la segmentation vers le bas du marché du travail, due à cette combinaison particulière de développement technique et d'une main-d'œuvre immigrée bon marché, a permis à de nombreux jeunes Allemands d'échapper à la baisse des salaires en trouvant des emplois plus qualifiés. On peut prendre comme exemple le boom de la région de l'Oldenburger Münsterland, en Basse-Saxe, à l'ouest de l'Allemagne. Alors qu'on estime que 25 000 emplois disparurent dans l'industrie de la viande jusqu'en 2005, dans le même temps le nombre d'abattoirs a été multiplié par deux et un pôle d'industries agro-alimentaires et de construction a été établi. Selon les estimations du syndicat NGG (agro-alimentaire et hôtellerie) seuls 10 % de tous les travailleurs employés dans l'industrie de la viande ont des contrats permanents (si l'on inclut les équipes officieuses de bouchers et les travailleurs du nettoyage et de l'emballage, qui sont habituellement exclus de la catégorie « employés dans l'industrie de la viande »). « Officiellement », un quart des travailleurs de ce secteur sont des immigrés sous contrats d'entreprises étrangères – pratiquement sept fois plus qu'en 2011.

Dans le bâtiment, cette évolution avait déjà eu lieu dans les années 1990. Le syndicat IG BSE (bâtiment) essaya alors d'éliminer la concurrence de la main-d'œuvre bon marché en encourageant les travailleurs à dénoncer ceux qui travaillaient sans contrat ou sans carte de séjour et en appelant l'Etat à organiser des descentes sur les chantiers – ce qui contribua à instaurer une atmosphère raciste. Un accord collectif de régulation des contrats de travail des migrants, voté en 1996 et appliqué au départ seulement dans le bâtiment, conduisit à l'introduction d'un salaire minimum de branche pour les travailleurs du bâtiment – avec des montants différents pour l'ex-Alle-



Un dessin de l'artiste de rue Banksy qui mettait en scène un rassemblement de pigeons gris et noirs protestant contre la présence d'une hirondelle verte («Go back to Africa», «Keep off our worms») a été effacé par les autorités locales de Clacton, dans l'Est de l'Angleterre. La décision de l'effacer a été prise suite à la plainte d'un résident ayant vraisemblablement interprété le dessin au premier degré.

magne de l'Est et l'ex-Allemagne de l'Ouest. Il faut souligner un aspect important de cette loi : elle attribue la responsabilité légale finale au principal contractant. Cela permet aux travailleurs de réclamer des salaires impayés même en cas de faillite de l'un des sous-traitants. L'extension de l'application de cette loi au-delà du secteur du bâtiment, d'abord en 2007 puis en 2009 et enfin en 2014, a concerné des branches dans lesquelles la proportion de travailleurs immigrés était élevée : le nettoyage, le bâtiment, la collecte des ordures et le recyclage, les soins aux personnes âgées, la blanchisserie et l'industrie de la viande.

Face à la crise en Europe de l'Est, un nombre croissant de travailleurs qualifiés sont partis en Allemagne – et ils sont arrivés au moment où le « secteur des bas salaires » s'étendait à la logistique au sens le plus large, par exemple à travers l'introduction de « contrats de service » (9) ou de « contrats d'entreprise » dans l'industrie de la sous-traitance et dans les départements d'assemblage des principales usines de l'automobile, où les salaires étaient traditionnellement élevés. Les syndicats allemands ont réussi à préserver une forme de paix sociale avec le capital grâce aux bas salaires des sous-traitants en Allemagne de l'Est. Le coût unitaire du travail put être abaissé dans les entreprises principales par la « rationalisation », l'intensification et la flexibilisation du temps de travail, tout en maintenant des salaires annuels plus ou moins stables – ce qui permit aux syndicats d'apparaître à la fois comme de « bons représentants » pour leurs membres et comme des « partenaires efficaces » pour les patrons. Les travailleurs des grandes sociétés furent mis au pas par la menace de « conditions bien pires » dans les marges industrielles et par la dérégulation des droits sociaux.

La segmentation accrue du marché du travail exclut les travailleurs « autochtones » de certains emplois : par exemple, si des sous-traitants roumains embauchent de la main-d'œuvre, un travailleur allemand ne pourra pas postuler à ce type d'emploi – ceci s'applique aussi aux pays d'Europe du Sud, où des taux de chômage très élevés chez les jeunes s'accompagnent d'un taux d'emploi élevé pour les migrants. Dans les années 1990, les immigrés de la deuxième génération – en particulier les enfants de « travailleurs invités » et d'« Allemands de Russie » – se trouvèrent marginalisés sur le marché du travail parce que les patrons embauchaient des migrants arrivés plus récemment. Jusqu'à maintenant, il fallait à peu près une génération aux immigrés pour se faire une place sur le marché du travail et obtenir l'égalité de traitement. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, pour beaucoup d'immigrés de la deuxième génération, la seule « mobilité sociale » envisageable est celle qui consiste à devenir, dans une économie mafieuse, un petit « intermédiaire » (propriétaire, recruteur d'équipe de travail ou sous-traitant) entre l'économie allemande et les immigrés récents qui parlent la même langue qu'eux.

Luttes

Les immigrés d'Europe de l'Est résistent. Les travailleurs en grève dans l'industrie de la viande sont parfois attaqués par des groupes armés envoyés par le patron. Les syndicats et la majorité des travailleurs de ces entreprises ne participent pas à ces luttes et considèrent leur couverture par les médias comme une menace pour la viabilité de leur boîte. Ils s'efforcent d'éliminer la concurrence des bas salaires dans leur entreprise ou

(9) Les « contrats de service » permettent aux entreprises de faire travailler certaines personnes sans les embaucher directement : elles sont embauchées comme « prestataires de service » pour une tâche déterminée ; souvent les conventions collectives ne s'appliquent pas à ces contrats.

dans leur secteur en traitant systématiquement ces travailleurs immigrés comme s'ils leur étaient inférieurs.

Ce n'est qu'à partir de 2012 que les protestations des travailleurs migrants sont devenues de plus en plus visibles publiquement. Pour de nombreux immigrés, le recours aux médias semble plus prometteur que les grèves elles-mêmes, et les conseils juridiques donnés par certains syndicats et par des institutions religieuses vont dans ce sens. Les bas salaires sont aujourd'hui considérés comme un scandale public – même si, dans les petites villes ou à la campagne, dans des situations où une grande partie de la population locale bénéficie d'une manière ou d'une autre de l'exploitation des migrants (par exemple en tant que propriétaires de logement ou commerçants), les luttes ouvertes et directes sont difficiles. Les contestations sont principalement organisées autour de groupe linguistiques ou de communautés nationales, ou autour d'équipes de travailleurs et de sous-traitants basés dans ces communautés. A Lohne ou Emsdetten (petites villes rurales en Allemagne de l'Ouest) les manifestations de soutien n'ont jamais réussi à rassembler dans les rues plus de 200 personnes.

L'accès à la sécurité sociale et aux droits légaux garantis par la « liberté (formelle) de circulation des travailleurs » offre une certaine sécurité aux individus, mais ne garantit pas un statut égal à celui des citoyens allemands. L'Etat veut éviter que le droit à des prestations sociales, y compris en période de chômage, ne limite la possibilité de faire pression sur les immigrés pour qu'ils acceptent et gardent des emplois mal payés. L'Etat crée donc de nouvelles formes de chantage sur les travailleurs migrants, en entrelaçant de plus en plus la législation sociale et le droit au séjour. Par exemple, pour les citoyens européens résidant en Allemagne, la « liberté de circulation des travailleurs » n'est garantie que pendant six mois, à condition qu'ils aient un revenu et soient couverts par une assurance maladie. Ce n'est qu'au bout de cinq ans qu'ils peuvent obtenir un permis de résidence permanent et des indemnités de chômage selon la loi Hartz IV (10). Avant ces cinq ans, des droits échelonnés s'appliquent.

D'après une décision de la Cour européenne de justice, un individu est considéré comme un salarié s'il travaille au moins 5,5 heures par semaine (ce qui correspond à 200 euros par mois au salaire minimum) ; il a alors droit aux « prestations liées à l'exercice d'un emploi » de la loi Hartz IV pour compléter son salaire. Parmi d'autres raisons, cela explique le nombre élevé de « mini-emplois » parmi les migrants de Bulgarie et de Roumanie, mais aussi de Pologne ; beaucoup travaillent au noir à temps plein et reçoivent des « prestations liées à l'exercice d'un emploi » pour leur emploi officiel à temps partiel – comme c'est aussi le cas pour beaucoup d'Allemands, d'ailleurs. A la différence de leurs collègues allemands, les immigrés ont plus de difficulté à sortir de ce système : celui qui quitte son emploi, ou le perd parce qu'il a résisté à son patron, court le risque de perdre sa carte de séjour.

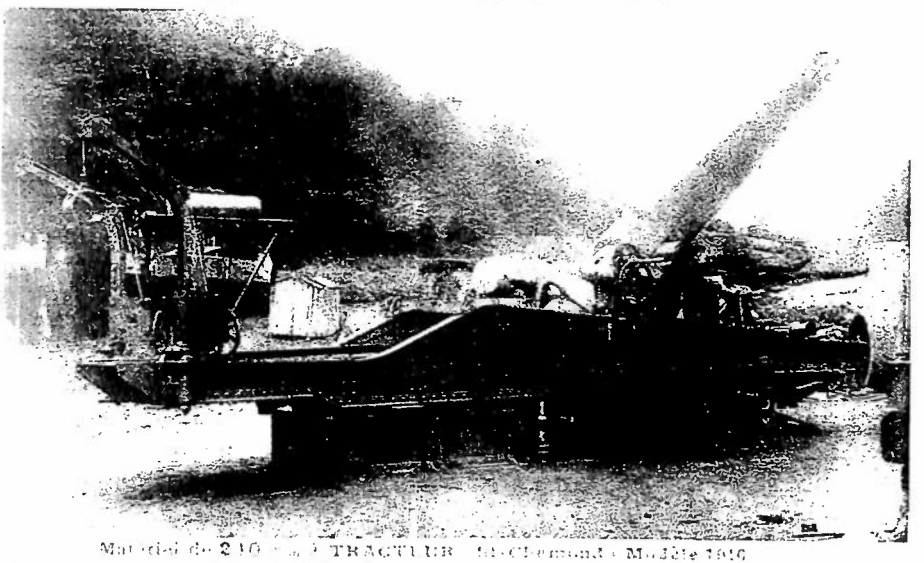
A suivre :
Allocations chômage et immigrés
La main-d'œuvre potentielle des réfugiés
Les mercenaires de Frontex

(traduit de la version anglaise par C. E.)

---

(10) Lois Hartz : une réforme de la législation du travail et des prestations sociales inspirée par Peter Hartz, alors directeur du personnel chez Volkswagen, fut menée entre 2003 et 2005 en Allemagne sous le mandat du chancelier Schröder. En particulier, la loi « Hartz IV » a réduit le montant des indemnités de chômage et fortement durci les conditions d'obtention d'une allocation. *(NDT.)*

ACIER ET CHARBON, SIDÉRURGIE ET MINES, UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL ?



Canon sorti en 1916 des Aciéries de la marine et d'Homécourt à Saint-Chamond (Loire).

La crise mondiale touche toutes les activités dans le procès de production, de circulation et de consommation des marchandises. Mais pas de la même façon. Dans la distribution, la réduction de la consommation n'entraîne qu'une diminution des commandes, ou leur annulation en cas de faillite. Cette réduction et/ou annulation des commandes signifie, pour les fabricants de ces produits de consommation, la réduction du volume des matières premières consommées dans la production d'un produit fini. Dans le cas où une matière première est un des principaux éléments pour la fabrication de ce produit, le ralentissement

est répercuté essentiellement sur le fournisseur, et celui-ci s'ajoute à la réduction des commandes des entreprises utilisant la même matière première. Cet effet cumulatif place ainsi les fournisseurs de matières premières dans une situation beaucoup plus précaire. Plus une manière première est utilisée dans un grand nombre de produits finis, plus cet effet cumulatif est important.

La médiatisation et l'irruption dans le quotidien des innovations de l'informatique et des péripéties financières a quelque peu relégué, dans la perception individuelle et collective de la crise, la production de produits de base. On en oublie ainsi souvent le rôle joué toujours dans l'économie moderne par le charbon et l'acier, alors qu'en 1952 la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) fut la première pierre de l'Union européenne, précédant de quelques années le Traité de Rome qui créa le Marché commun.

Il suffit de se pencher un peu sur notre quotidien pour voir que, dans le monde moderne, globalisé et mondialisé, ces deux produits interdépendants – le fer sous toutes ses formes (fonte, fer, acier et aciers spéciaux) et le charbon – sont les piliers de l'économie par leur omniprésence en proportions diverses dans d'innombrables produits de consommation et dans d'imposantes réalisations. De la trottinette à la fusée spatiale en passant par la voiture, de la poêle à frire à la cuve de centrale atomique, de l'aiguille à coudre au viaduc de Millau, de la Kalachnikov au char d'assaut, de la barque de pêche au porte-avions, du lampadaire à la tour Eiffel, du fil de fer aux fers à béton, le fer et ses succédanés sont partout.

C'est la raison pour laquelle l'industrie prenant le fer comme matériau, avant la crise fut l'objet d'investissements importants tant dans les pays déjà industrialisés que dans les pays en développement : avec son corrélatif nécessaire, l'exploitation charbonnière (1), la sidérurgie était et reste l'ossature de la puissance économique des Etats.

CHINE

La crise, par l'effet cumulatif que nous avons évoqué, a frappé sidérurgie et charbon en raison de cette universalité d'utilisation. Cet effet a été d'autant plus marqué dans les pays en développement les plus importants qu'ils avaient misé plus particulièrement sur ces industries pour assurer leur indépendance économique et les nécessités de leur développement accéléré dans tous les secteurs, particulièrement ceux qui consommaient le plus les produits ferreux – infrastructures et matériel de transport terrestre et maritime. C'est ainsi que ces branches industrielles ont pris un essor particulièrement fulgurant en Chine. Alors qu'en 1990 la Chine n'assurait que 10 % de la production mondiale d'acier, elle est devenue, vingt-cinq ans après, le premier producteur mondial, assurant 50 % de la production mondiale (en 1875 la Grande-Bretagne en assurait 40 %) (2). En raison de cette position dominante, la Chine a subi de plein fouet les effets de la crise, et elle doit impérativement réduire sa production d'acier et par contre-coup sa production charbonnière. Mais comme cela ne

(1) Dans le processus traditionnel, la fonte (haute teneur en carbone) sort du haut fourneau où l'on a mélangé minerai de fer et coke (obtenu par distillation du charbon) et autres adjuvants. Cette fonte liquéfiée dans un convertisseur voit réduire sa teneur en carbone pour produire de l'acier puis du fer. Pour modifier les qualités de l'acier on y ajoute d'autre métaux en quantité diverses pour donner des aciers spéciaux. D'autres procédés sont utilisés pour le recyclage de la ferraille (four électrique) ou la réduction directe du minerai.

(2) Sur la production mondiale de 1 800 000 tonnes d'acier en 2015, la Chine en a assuré presque la moitié, les Etats-Unis 10 %, l'Union européenne 10 % (l'Alle-

peut se produire en un jour, elle doit aussi écouler son surplus d'acier avant que les effets des restructurations se fassent sentir (3).

C'est là que le système capitaliste d'Etat, du moins dans les prises de décisions concernant des problèmes essentiels, montre sa supériorité sur le capitalisme libéral. Schématiquement on peut dire que, même s'il y a des conflits internes entre les différents secteurs du parti contrôlant telle ou telle industrie, tout peut être assez rapidement réglé, sans trop se soucier des conséquences possibles en raison du contrôle social étroit. Comme le secteur étatique couvre encore 40 % de la production industrielle – dont la sidérurgie –, le début d'une crise comme celle de l'acier déclenche presque immédiatement des restructurations dans le secteur considéré.

Depuis vingt ans, le secteur dual interconnecté du charbon et de l'acier a connu d'importantes restructurations. De 1998 à 2003, des réductions de capacité et les modernisations ont amené le licenciement de 28 millions de travailleurs. Le 4 avril 2016, le gouvernement chinois a publié un nouveau plan prévoyant de licencier près de 2 millions de travailleurs dans les mines et la sidérurgie et près de 6 millions dans ces mêmes secteurs dans les années à venir. Comme nous en parlerons ci-après, ces mutations n'ont pas été et ne sont pas sans résistances, et même pas sans remous politiques dans le Parti communiste. La Chine compte plus ou moins 150 000 entreprises d'Etat exploitant 30 millions de travailleurs. La plupart de ces *« zombies companies »* sont maintenues artificiellement en vie par les autorités locales pour pallier les pertes de revenu et éviter d'accroître le chômage local.

Mais cela ne résout pas le problème immédiat de la surproduction présente et des stocks qui s'accumulent car, nous venons de le voir, cette production ne peut s'arrêter ni même se réduire aussi brutalement. La Chine commence à exporter massivement ses surplus : elle propose sur le marché mondial en 2015 à 200 livres sterling *[environ 261 euros]* la tonne d'acier qui valait 400 livres sterling en 2012. C'est plus que du dumping, et les clients affluent. En 2015, elle a exporté 112 millions de tonnes d'acier, plus que toute la production américaine annuelle et dix fois plus que celle de la Grande-Bretagne. Depuis, la Russie est entrée aussi dans ce même jeu.

Cette braderie a sur le plan mondial une double conséquence.

Pour les pays qui n'ont pas de production d'acier, c'est pratiquement l'élimination des concurrents américains et européens.

Pour les pays producteurs, c'est la ruine pour les entreprises qui ne peuvent s'adapter, au moins dans un futur proche : d'un côté, pour l'immédiat l'établissement de droits de douane, d'un autre côté, pour le plus long terme, des restructurations notamment par des fusions d'entreprises afin de parvenir à des économies d'échelle. C'est ainsi que les Etats-Unis établissent des droits de douane de 236 % sur les aciers chinois alors que la Grande-Bretagne ne peut compter que sur un maigre et ineffectif 16 %. Toutes les puissances hors Chine sont coincées : l'OMC, à laquelle la Chine a adhéré récemment, et les accords commerciaux entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) et à l'intérieur de l'UE proscrivent les barrières protectionnistes que constituent les droits de

magne 5 %, la France 1,5 % et la Grande-Bretagne 1,5 %).

3) Plusieurs raisons s'opposent à un arrêt immédiat d'une aciérie à cause du caractère même de cette production. Un haut fourneau doit fonctionner en continu donc être approvisionné régulièrement sans arrêt. Un arrêt le met pratiquement hors d'usage et tout son revêtement intérieur doit être reconstruit avant toute remise en route. D'autre part, pour assurer ce fonctionnement constant, des contrats à long terme pour le minerai et le charbon ont été conclus qui ne peuvent être rompus immédiatement, et au prix de lourds financiers. La crise laisse donc, avant toute réduction ou arrêt, un surplus qui doit être écoulé.

douane. D'autre part, l'établissement de ces barrières nationales visant un seul pays expose à des mesures de rétorsion. Cet effet non prévu de la mondialisation et de la libération des échanges est en totale contradiction avec ce qui était prôné et plus ou moins pratiqué jusqu'alors. On peut noter que ce retour à des barrières protectionnistes et à un patriotisme économique coïncide avec l'établissement d'autres barrières – matérielles celles-là – pour entraver la libre circulation des personnes tout au moins au sein de l'Union européenne. On voit ainsi, économiquement et politiquement, l'évolution mondiale d'une industrie amener une contradiction entre les intérêts des multinationales et ceux des nations concernées.

La Chine n'a pas ce problème, mais le problème social classique de l'affrontement direct entre les travailleurs concernés et le capital. Depuis un an la Chine connaît une nette recrudescence de grèves, entre 30 % et 40 % de celles-ci dans le secteur des mines et de la sidérurgie. Entre le 1er décembre 2015 et le 8 février 2016 (un peu plus de deux mois), plus de 1 000 grèves ont été recensées dans toute la Chine contre 1 300 pour tout 2014 et 800 pour tout 2015. Une bonne partie de ces conflits récents concernent le paiement d'arriérés de salaires et les indemnités de licenciements suite à la concentration et aux fermetures d'entreprises minières et sidérurgiques. Quelques exemples récents :

✦ **29 février et 1er mars :** des centaines de mineurs manifestent à Pingxiang (Jiangxi) pour paiement des salaires. Ils sont violemment réprimés par les flics, des blessés. Pour « maintenir l'ordre social » et assurer la stabilité de la production dans les mines, depuis les manifestations les autorités ont pris des mesures « pour garantir l'harmonie y compris par l'envoi de gens sûrs avec des armes pour patrouiller dans les zones sensibles, recueillir des informations sur les troubles et résoudre les conflits ».

✦ **9 mars :** pendant plusieurs jours, des dizaines de milliers de mineurs du Heilongjiang LongMay Mining Holding Group (le plus grand trust charbonnier d'Etat, qui exploite 40 mines) manifestent à Shuangyashan, proche de la frontière russe. Ils réclament les salaires impayés (certains de ces impayés remontent jusqu'à 2014), et protestent contre des réductions de salaire et contre le projet de 100 000 licenciements dans le secteur minier (40 % de l'effectif total). Les grèves et manifestations se poursuivant, police et armée patrouillent dans le secteur. Les autorités ont menacé d'être particulièrement fermes contre toute tentative de blocage des communications et occupations.

✦ **Mars :** les travailleurs de Tonghua Iron and Steel à Jilin protestent contre le non-paiement des salaires.

✦ **15 mars :** dans le Guangzhou, des centaines d'ouvriers bloquent les entrées d'une aciérie.

Pour tenter de prévenir ces troubles, le gouvernement central a décidé d'accorder des subventions aux industries de l'acier et minières à hauteur de 15 milliards de dollars pour leur permettre d'assurer des mises à la retraite anticipées, des centres de formation et des prêts à la création d'entreprises.

ÉTATS-UNIS

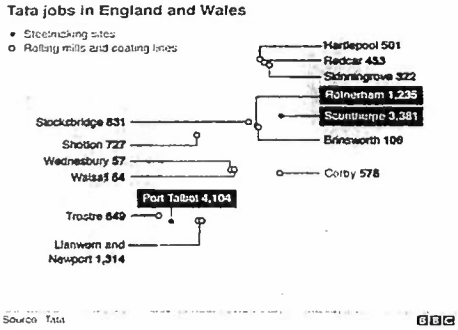
C'est une situation similaire que l'on retrouve aux Etats-Unis où, sous le poids de la concurrence chinoise, on assiste d'une part à un processus de concentration et d'autre part, en partie conséquence de ces concentrations, comme en Chine, soit des fermetures d'usines et de mines avec leur cortège de licenciements soit, à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs de branche ou d'entreprise, de tentatives de rogner sur l'ensemble des conditions de travail (classiquement sur les garanties maladies et retraite). Tout au long de

2015, on a assisté, sous l'égide du syndicat United Steelworkers (USW), à des grèves en ordre dispersé, qui se sont toutes terminées par des accords plus ou moins défavorables aux travailleurs. La dernière de ces grèves, qui avait duré jusqu'alors par l'obstination des travailleurs d'ATT lockoutés dès le début de la grève il y a plus d'un an, s'est terminée le 15 mars 2016 par un accord plus favorable.

Mais cela n'empêche nullement les restructurations de se poursuivre et les licenciements de mettre sur le pavé des centaines de travailleurs. En janvier, un des grands de l'acier américain, la multinationale US Steel, ferme une aciérie employant 614 travailleurs et une cokerie en exploitant 300. En février, Arcelor-Mittal a mis à pied 700 travailleurs. On peut avoir une idée des ravages de ces restructurations par un seul exemple, celui d'East Chicago (banlieue de Chicago à la frontière entre l'Illinois et l'Indiana), centre sidérurgique qui comptait 60 000 habitants en 1960 et n'en a plus que 30 000 en 2016, avec un taux de pauvreté de 36 %. Finalement les travailleurs de ces secteurs minier et sidérurgique, aussi bien chinois qu'américains, sont coincés dans la défense même de leur position : ou bien ils se rallient aux propositions de réformes draconiennes de leurs conditions d'exploitation pour maintenir en vie une industrie nationale aux dépens de tous les travailleurs du monde des mêmes industries, ou bien ils résistent et participent à l'élimination de leur propre exploiteur et à leur licenciement, ce qui peut se faire tout autant dans les fusions et restructuration de ces secteurs. En avril, la principale entreprise minière américaine, Peabody, a dû se déclarer en faillite à cause de la concurrence du gaz dans les centrales thermiques et de la crise de l'acier.

Ce dilemme contraint pour les travailleurs se retrouve encore plus complexe dans l'Union européenne où, faute d'une décision collective à l'échelle de l'Union, chaque Etat se voit confronté aux décisions des multinationales qui ont pris le contrôle des plus importantes aciéries nationales. Les luttes des travailleurs pour le maintien de leur emploi coïncident de manière particulièrement ambiguë avec les impératifs nationaux voire patriotiques opposés aux décisions des multinationales axées uniquement sur la rentabilité devant la concurrence chinoise. Il n'y a pas vraiment de politique européenne dans ce domaine tant les intérêts nationaux prennent le pas sur les nécessités économiques de l'Union. La question objet de cet article doit être examinée quant aux principaux pays européens producteurs d'acier.

ROYAUME-UNI



En 1980 sous Thatcher, la sidérurgie a connu une vague de restructurations qui dura huit ans et fit tomber les effectifs de cette industrie de 668 000 à 130 000. L'entreprise d'Etat British Steel, privatisée, passa sous le contrôle de Petrus en 1999, pour être reprise par la multinationale indienne Tata en 2006. De 1991 à 2015, les effectifs tombèrent de 38 000 à 18 000 alors que les importations de produits ferreux couvraient 60 % des besoins du pays. Il ne reste aujourd'hui que 11 usines sidérurgiques qui représentent seulement 40 000 emplois directs et indirects.

Tata Steel, perdant de l'argent pour ses aciéries britanniques, annonce en avril qu'il les brade au plus offrant. Une partie d'entre elles viennent d'être vendues pour une livre sterling à un consortium, Greybull Capital, sous condition d'une réduction de 3 % des salaires et des contributions patronales retraite pendant une année et nouvelles discussions après, conditions acceptées par les travaillleurs concernés le 20 avril. Ces nouveaux patrons ont pu ainsi remercier publiquement les syndicats pour leur collaboration. Des pourparlers sont en cours avec d'autres multinationales de l'acier, dont l'allemand Thyssen Krupp . Le gouvernement britanique pris dans sa politique libérale refuse une nationalisation, même provisoire, tout comme l'instauration de droits de douane élevés au niveau européen. Mais il décide quand même le 21 avril, dans un plan de soutien à la sidérurgie nationale, de consacrer des millions de livres au soutien du repreneur éventuel de Tata Steel.

ALLEMAGNE

La plus importante sidérurgie de l'Union européenne exploite directement 87 000 travailleurs et indirectement plus de 3 millions. Face à l'important impact de cette crise de l'acier, les réactions de la base contraignent le syndicat IG Metall à organiser des manifestations pour prévenir ou limiter toute restructuration sur le dos des travailleurs. Le 11 avril, 45 000 sidérurgistes manifestent dans toute l'Allemagne, dont 6 000 à Duisbourg dans la Ruhr. Ces protestations ont reçu l'appui du ministre de l'économie, soulignant l'union nationale patrons et syndicats dans la défense d'une industrie nationale . Les manifestations sont essentiellement dirigées contre un projet de restructuration qui pourrait résulter de la fusion en discussion entre Tata et Thyssen Krupp.

FRANCE

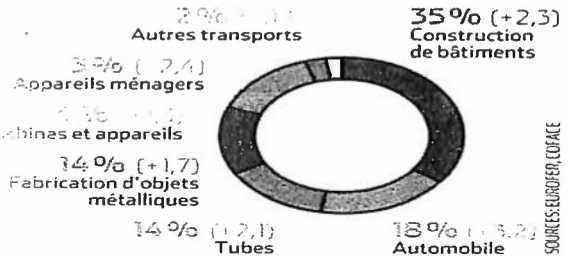
La France ne semble pas particulièrement touchée par tous ces remous.

On peut trouver deux raisons à cette situation. D'une part ces restructurations sont déjà accomplies avec de nombreux conflits dans le passé (dans les années 1980 plus de 10 000 emplois ont été supprimés chaque année dans la sidérurgie ce qui fait qu'en 1990 le nombre de salariés du secteur avait été divisé par trois) ; les effectifs actuels avoisinent 25 000. D'autre part, une bonne partie des aciéries françaises se sont spécialisées sur des créneaux porteurs d'aciers spéciaux. Là aussi ces dernières années ont vu une légère chute d'activité et des fusions, mais pas d'une ampleur telle que cela puisse engendrer des luttes.

LE DILEMME DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans cette sorte de guerre où s'affrontent les multinationales et les Etats autour des pré-

Principaux débouchés de l'acier dans l'Union européenne en 2015 (prévisions d'évolution en 2016)



férences et des protections nationales, c'est la plus grande confusion. Dans l'UE, certains Etats sont pour l'établissement de droits de douanes sur l'acier chinois jusqu'à 300 %. D'autres s'y opposent et on voit la multinationale US Steel accuser l'UE et la Grande-Bretagne de « négligence ». Des manifestations sont organisées à Bruxelles dans la plus parfaite concorde sociale comme le 15 avril : les entreprises de l'acier ont organisé le déplacement de 5 000 travailleurs de 18 pays devant le siège de la Commission européenne, de concert avec les syndicats pour que soient prises des mesures protectionnistes. On retrouve ainsi à l'échelle européenne ce que l'on voit à l'échelle des entreprises : une union patrons et syndicats pour imposer aux travailleurs les mesures qui obèrent sérieusement les conditions d'exploitation en les contraignant à choisir entre ces mesures ou le licenciement. Les Etats, c'est-à-dire les politiques nationales, tentent de trouver des solutions plus ou moins œcuméniques pour conserver ces industries de base sur le territoire national, mais leur intérêt ne coïncide pas avec celui des entreprises sidérurgiques dont le seul intérêt est le profit et qui n'attendent des Etats que des facilités financières (sous forme de subventions, d'exonérations diverses et de mesures rendant plus facile l'exploitation des travailleurs).

Et la lutte de classe ?

Si on considère la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs de la sidérurgie d'avoir à choisir entre la fermeture ou une aggravation des conditions d'exploitation – participant ainsi, par des accords syndicats-patrons ou par un référendum d'entreprise – on peut voir qu'elle se rattache à tout un ensemble de mesures dans les relations de travail pries pour permettre au capital de surmonter la crise. Ce qui se passe à l'échelle mondiale (particulièrement pour les Etats-Unis et l'UE, les deux premières puissances économiques mondiales) se retrouve à l'autre bout du processus de production dans l'unité de production dans la même option offerte aux travailleurs d'accepter une modification drastique de leurs conditions d'exploitation ou de se retrouver sur le pavé (une réalité sociale que les projets législatifs englobés sous la « loi du travail » tentent d'encadrer et de légaliser).

Tout cela, vu sous l'angle de la lutte de classe, peut être considéré comme une régression importante qui donne aux dirigeants d'entreprise tout pouvoir sur ces conditions d'exploitation et fait du travailleur un pur objet malléable aux impératifs économiques. Mais on doit considérer un autre aspect dont on voit mal l'incidence dans l'évolution de la conscience ouvrière et du rapport de forces au sein de l'entreprise. Le fait d'appeler les travailleurs à décider du sort de l'entreprise (et en même temps de leur propre sort) modifie profondément les rapports traditionnels d'autorité, même si ce sont les dirigeants qui en fixent les termes. Que signifie cette mutation et quels en seront les effets ? L'avenir le dira car il est trop tôt pour pouvoir analyser les conséquences de ce processus en cours.

H. S.

Emeutes de Baltimore

◆ « Baltimore Riot. Baltimore Commune ? », de Joshua Clover (en anglais) http://www.versobooks.com/blogs/2614-baltimore-riot-baltimore-commune

Israël/Palestine

◆ « Palestine meurtrie, occupant impuni », un voyage en Palestine, dans *Courant alternatif* n° 258 (mars 2016).

◆ Dans *Courant alternatif* n° 260 (mai 2016) : « Plus que jamais, boycottons les produits israéliens ! » En 2010, Alliot-Marie signait une circulaire demandant aux parquets d'engager des poursuites contre les personnes appelant au boycottage des produits israéliens,en assimilant l'appel au boycottage à de la provocation à la discrimination ou à la haine raciale ! Et le 2 octobre 2015, une dizaine de militants ont vu leur peine de 28 000 euros de dommages et intérêts confirmée pour un appel au boycottage des produits israéliens. Le magazine *Alliance* va jusqu'à titrer : « Les dégâts collatéraux de BDS, organisation terroriste et illégale. » (BDS : boycott, désinvestissement, sanctions).

Pas de révolution au Rojava

◆ Nous avons reçu « Lettre à des amis "rojavistes", un document signé tkgv, qui commence ainsi : « ...depuis un an et demi, nous avons plus que des doutes sur l'utilisation du mot "révolution" pour qualifier ce qui se passe dans cette région. Des doutes également concernant la manière dont ce "processus" est présenté et soutenu en Occident » et se termine ainsi : « ...pour le dire froidement : nous pensons que l'administration qui se met en place aujourd'hui dans le nord de la Syrie, assure de fait dans cette zone les tâches d'un Etat défaillant, préservant du chaos les fondements de la société capitaliste (valeur, salariat, classes, propriété privée, production). Demain, sur les bases qui auront été négociées entre le Rojava et les autres Etats, elle assurera l'ordre, gérera la population et les classes. Aussi progressiste soit-elle, c'est bien cette administration que devront alors affronter les prolétaires kurdes et arabes. Les forces qui les réprimeront seront les Asayish et, s'il le faut, les YPG. » (Les YPG sont les Unités de protection du peuple, en kurde : Yekîneyên Parastina Gel, forment la branche armée du Parti de l'union démocratique kurde syrien).

Ce texte circule sur de nombreux sites Internet : www.non-fides.fr/?Lettre-a-des-amis-rojavistes#nh3 – https://ddt21.noblogs.org/?page_id=914 – page facebook de Paris Lutte Info...

Turquie

◆ Dans *Bilans et Perspectives* n° 16 (février 2016) : « Lutte ouvrière en Turquie : Nous ne voulons pas de syndicats, nous avons mis sur pied des conseils ouvriers. » (Michel Olivier, 7 rue Paul Escudier, 75009 Paris), www.leftcom.org

Ethiopie

◆ « Trois mois en Ethiopie. Carnets d'un voyage au "pays des visages brûlés" », dans *CQFD* n° 143 (mai 2016).

Cameroun

◆ « Bolloré, un prédateur dangereux pour les travailleurs et pour les peuples » : dans *La Forge* n° 571 (mars 2016). L'article épingle, à titre d'exemple, deux des activités au Cameroun du conglomérat qui

s'étend sur toute l'Afrique de l'Ouest. Après avoir abandonné l'exploitation forestière, Bolloré a acquis d'immenses terres pour la culture du palmier à huile : travail six jours par semaine sans couverture sociale pour 22 F CFA (0,34 euros) par 15 kilos récoltés, baraquements insalubres, rejets d'huiles souillées, pollution des rivières, destruction des cultures traditionnelles, refoulement des Pygmées dans des zones marécageuses... Bolloré possède aussi une concession de trente-cinq ans (depuis 1999) des chemins de fer. Sa société, Camrail, a alors licencié 3 600 salariés (les coûts de licenciement ont été supportés par le gouvernement www. ppiaf.org). Le trafic de marchandises, rentable, a été développé, tandis que le transport des personnes s'est dégradé. Les petites gares ont été fermées. Les villageois ont protesté par des marches pacifiques et en élevant des barricades sur les rails, écrit *La Forge,* qui reprend cette information – sans qu'on en sache plus sur ces manifestations – de « Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun ». (http://pcfbalaruc. overblog. com/page-1368278.html)

◆ Sur http://www.journalducameroun.com/depeches.php?t=0, on apprend que Camrail a attribué à la Socatraf, filiale centrafricaine du groupe Bolloré Africa Logistics, un contrat d'un peu plus d'un milliard de francs CFA (15 millions d'euros), pour la réhabilitation de ponts ferroviaires sur la ligne Yaoundé-Ngaoundéré.

Tunisie

◆ Quelques publications pour comprendre la situation des protestations de Kerkennah en Tunisie, pays qui voit régulièrement s'affonter police et chômeurs. A Kerkennah, archipel situé au large de Sfax, un conflit oppose depuis des mois des chômeurs – diplômés, comme ils sont nombreux en Tunisie –, l'Etat et la société britannique Petrofac. Celle-ci œuvre entre autres dans la prospection et l'exploitation de pétrole et de gaz, exploite le champ gazier de Chergui (une des îles de Kerkennah) qui produit 12 % de la consommation tunisienne de gaz. Depuis 2011, elle finance à Kerkennah des salaires (versés par l'Etat) de diplômés chômeurs qui travaillent grâce à un « programme environnemental » dans des institutions publiques comme la Poste, la municipalité, l'hôpital..., sans toutefois disposer de contrat, d'assurance ni de retraite. Il y a eu 248 bénéficiaires en 2011, 266 en 2012.

En 2015, un accord selon lequel l'Etat devait pérenniser ces emplois est resté lettre morte. Petrofac ne veut plus continuer à financer le programme et a appelé « l'État à faire son travail ». D'où un sit-in des chômeurs, qui a duré trois mois, un blocage de la production de Chergui pendant 78 jours et des rumeurs d'un retrait de la compagnie du champ gazier. Le 14 avril, des affrontements ont éclaté entre des policiers et des dizaines de résidents qui s'opposaient à l'entrée de camions de Petrofac sur l'île.

http://kapitalis.com/tunisie/2016/04/04/kerkennah-petrofac-montee-de-violence-et-routes-bloquees/

https://nawaat.org/portail/2016/04/19/reportage-a-kerkennah-les-raisons-de-la-colere/

http://www.jeuneafrique.com/319262/economie/petrofac/

Mayotte

◆ « A propos de la grève générale à Mayotte , un confusionnisme interclassiste », dans *Le Prolétaire* n° 519 (mars-avril-mai 2016).

◆ « Plus de deux semaines de grève générale à Mayotte », dans *Courant alternatif* n° 260 (mai 2016).

Grèves en Inde

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 519 (mars-avril-mai 2016). « Inde, vague de grèves dans l'automobile ».

Attention aux approximations

D'un camarade de Lyon (24 mars 2016)

A propos de la diffusion du bulletin *Dans le monde une classe en lutte*.

Je vois que vous avez adopté le classement géographique au lieu du classement thématique, ce qui me plaît davantage... Sur mes 20 exemplaires, j'en ai utilisé 10 que j'ai envoyés par courrier à des squats ou à des librairies dont des amis m'ont parlé ou dont j'ai noté l'adresse au cours de l'émission « Le temps des libraires » sur France-Culture et dont le gérant tenait des propos apparemment *DLM* compatibles. Les autres exemplaires, je les ai diffusés sur Lyon comme d'habitude. (...) Je trouve bien l'article de Paul Mattick junior sur la troisième guerre mondiale paru dans *Echanges* 154...

Qui a rédigé l'article sur les migrations dans la dernière livraison d'*Echanges* ? ...Senior ou junior, balèze l'article. J'essaierai dans une prochaine lettre d'écrire plus en détail quelques remarques sur ce texte globalement excellent sauf le dernier chapitre « Mutations et migrations » qui dégringole dans les approximations et les affirmations douteuses : « américain typique » « être humain européen », « richesse des particularismes religieux ». J'espère que ce « long terme » n'arrivera pas et que seule la révolution dans la bouche des jeunes y mettra le hola. G. D.

Arbres debout

D'un camarade du Gard (avril 2016)

Des moments des Nuits debout aux initiatives d'ARBRES DEBOUT... Plantons des arbres partout pour sauver la planète. Convergence des luttes et des alternatives (suit un dépliant de quatre pages sur ce sujet – copies à Echanges). M. R.

Les carences de Pôle Emploi

D'un camarade du Centre

(...) Je suis toujours dans cette usine. On a été arrêtés (je parle des intérimaires comme moi) pendant trois semaines en février, ç'a été dur. Pas d'argent, rien. Pôle Emploi et mon ancien employeur se disputant, je n'ai rien touché pour les trois semaines de chômage (même si je cotise depuis juillet 2015 non stop). De toute façon, à chaque fois que tu es arrêté, Pôle Emploi ne te paye pas la première semaine de chômage (dans leur langage, ils appellent ça « semaine de carence », une arnaque de plus...)

J'ai repris le travail le 29 février et y suis depuis. Beaucoup de petits événements :

– quelques beuveries dans mon équipe les semaines d'après-midi

– une machine à sandwiches détériorée volontairement par un des ouvriers (ce qui a provoqué quelque scandale)

– une « affaire » avec des autocollants Anars [le A dans un cercle] :

dans mon équipe, un jeune ouvrier (trente ans), ancien intérimaire, embauché depuis six mois, affecté au « gros », le poste le plus dur de l'accrochage, a clairement affiché des autocollants anarchistes sur son casier dans le vestiaire. Un type a essayé de les arracher, et, suite à une dénonciation, un des chefs est venu faire des photos.

Pas de suite (pour l'instant). F. M.

RUINES ET VERTIGES DE L'ILLUSION RELIGIEUSE

LES RELIGIONS EMPOISONNENT L'HUMANITÉ depuis des millénaires. Non seulement les monothéismes mais encore les polythéismes, animismes et autres philosophies prétentieuses (confuciannisme, bouddhisme, etc.) réinvestissent aujourd'hui l'espace public. Elles ne l'avaient à vrai dire jamais réellement déserté, attendant patiemment l'heure de se mêler de régenter le monde profane ; les moralistes prétendent toujours diriger les mœurs.

Je ne chercherai pas ici à recenser les différences, indéniables, entre les diverses voies religieuses ni à discuter de leur évolution historique ; je n'écris pas un article pour étudiants en théologie. De toutes les façons, l'histoire des religions enseigne avec quelle facilité les croyants tirent d'un texte sacré les déductions les plus invraisemblables ; usant d'un débridement de la syntaxe farci d'espérances et de sensibleries, leurs théories ne sont fréquemment pas commodes à suivre avec leurs façons de dire les choses et leur ignorance de la vulgaire humanité : hommes et femmes peuvent crever d'ennui, de désespoir et de faim, ce n'est pas leur rayon.

Au chacun pour soi du capitalisme, les religions opposent un groupe exclusif totalement impuissant à changer les conditions de vie de ses membres parce que leurs croyances sont en contradiction totale avec toute tentative de comprendre la société dans laquelle ils vivent. Elles n'offrent à leurs adeptes qu'une identité individuelle illusoire au sein d'un groupe ne laissant aucune place à l'individu ; une illusion n'étant pas la même chose qu'une erreur mais une forme délirante de la pensée où le désir se prend pour la réalité.

RUINES. Le capitalisme, depuis sa naissance en Europe, a bouleversé le monde entier et arraché le voile de sensiblerie qui recouvrait les relations humaines : religions, familles, partis politiques sont de nos jours, dans les pays soumis entièrement au capital tout au moins, totalement discrédités ; l'Etat même chancelle et ne se préserve que par ses instruments répressifs.

Dans leur lutte pour l'existence les religieux, qui retrouvent en cela les politiques, en appellent au retour à un état antérieur de la société supposé idyllique afin de pouvoir poursuivre leur quête du profit en toute tranquillité. Révolutionnaires auto-proclamés et religieux se rejoignent pour combattre des changements trop rapides à leur goût. Il leur faut pour ce faire dominer non seulement les esprits mais surtout les corps dont ils savent pertinemment que l'esprit est le sujet.

Le terrorisme, qui n'est pas une technique employée par les seuls religieux ni ne touche pas que l'Europe, comme semblent le croire certaines personnes à l'esprit étroitement enserré dans les frontières européennes, participe de cette entreprise de domination des corps. Il est une réaction extrême non seulement contre la destruction d'anciennes formes de pensée mais surtout contre la destruction d'anciennes formes de relations sociales qu'elles légitiment. On dit qu'il serait l'arme des pauvres, mais la pauvreté est chose relative et, en fait, les terroristes ne manquent pas des financements que nécessitent la préparation et l'exécution d'attentats. On préfère d'ailleurs généralement ignorer le soutien, direct ou indirect, des Etats au terrorisme groupusculaire, tout de même que le terrorisme exercé ouvertement par les Etats : les terroristes à Paris et à Bruxelles n'avaient pas tort de souligner que les Occidentaux ont fait au Moyen-Orient, et ailleurs, plus de victimes civiles qu'eux n'en feront jamais.

Cette domination des corps a toutefois des limites : premièrement dans la nécessité de constituer des groupes guerriers qui, en rassemblant des masses de gens dans un même lieu, aiguise la sexualité des participants, toujours jeunes, ainsi que celle de leurs maîtres ; deuxièmement parce que quand les combattants mâles font défaut, les organisations de combat doivent faire appel à des femmes avec les conséquences que cet appel implique. Il est notoire que les prêtres n'obtiennent la soumission des masses à la religion qu'en ménageant de larges concessions aux pulsions des hommes ici-bas ou en leur promettant toutes satisfactions au royaume des cieux.

Les religions étant plus affaire d'émotion que de raison, il n'y a rien d'étrange à ce qu'elles ressurgissent à notre époque en bouleversement perpétuel, offrant le confort d'une pensée paresseuse et d'une action moutonnière sans rapport avec la réalité autre que son anéantissement. Pour continuer à filer la comparaison avec la politique de partis, la rhétorique religieuse se masque sous la prétention de vouloir changer le monde par la soumission de tous à un dirigeant providentiel. Le bolchévisme tenait aussi ce discours ambigu de l'émancipation de la classe ou-

QUELQUES MOTS

J'ai essayé ici de remettre quelques mots sur pieds, qui vivent une vie où leur sens est tellement distordu que l'on ne sait bien souvent plus de quoi l'on parle ni, de surcroît, à qui l'on parle, alors que l'expression « réseaux sociaux » désigne des conversations entre humains médiatisées par des machines, que les syndicalistes et les socialistes entonnent les trompettes du patronat à grands coups de « compétitivité des entreprises », françaises bien entendu, de « partage du travail », appuyées par un franglais propre aux « managers » et autres « leaders », et que les tracts syndicaux ressemblent presque phrase pour phrase aux discours patronaux. Alors que de soi-disant révolutionnaires proclament l'avènement de la démocratie grâce à Internet, sans s'interroger sur le contenu de cette démocratie ni sur ceux qui la promeuvent : « le chef de la sécurité de Facebook parti rejoindre la NSA en 2010 (...) ; Mme Regina Dugan, ancienne directrice

rière par l'adoration d'un homme ; le maoïsme et ses avatars, principalement le tiers-mondisme, ont porté cette ambiguïté à son point d'explosion. Et les étudiants chinois sur la place Tiananmen en 1989 adoraient la déesse Démocratie.

Il y a conjonction entre conservateurs et religieux, c'est une banalité. Ce qui est moins banal, c'est que les forces conservatrices ont maintenant phagocyté les théories prétendument révolutionnaires. Ces révolutionnaires supposés, en lutte contre le bouleversement des sociétés soumises au capital par le capital même, se rangent aux côtés des religieux au nom d'une tradition culturelle, et délaissent la lutte de classes au profit d'une lutte des citoyens, quand ils ne nient pas tout bonnement l'existence d'une classe ouvrière ; et n'hésitent pas à remplacer les prolétaires dans leur lutte contre la bourgeoisie par les laissés-pour-compte.

VERTIGES. Je ne nie pas que les religions peuvent parfois consoler certains de leur misère économique et exprimer leur révolte contre les nantis. Lors des attentats à Paris et Bruxelles, on a beaucoup disserté sur la radicalisation de certains musulmans. Il y a là une mésinterprétation : ce ne sont pas les musulmans qui se sont radicalisés mais il s'agit bien plutôt d'une islamisation de la radicalité, de révoltés qui ont cru trouver dans la religion une manière de transformer le monde après l'échec de la politique.

Bien entendu on n'a pas parlé d'une radicalisation des catholiques ; ceux qui, par exemple, ont défilé contre le mariage homosexuel. Pourtant, là encore, il s'agissait de l'expression d'une défiance envers les politiciens. Je ferai remarquer à ce propos que cette revendication du mariage par les homosexuels et leurs défenseurs prouve à quel point les idées conservatrices ont pénétré toutes les couches de la société.

Mais les religions, comme la politique, n'offrent qu'une impasse à la révolte car si elles prétendent lier les hommes entre eux et les hommes avec dieu, elles ajoutent en fait un motif à tout ce qui sépare les hommes. Les opposant pour des raisons futiles (prophètes, coutumes, etc.), elles les dressent les uns contre les autres dans des

de la Darpa, aujourd'hui vice-présidente de Google (...) ; un ancien conseiller d'Hillary Clinton au département d'Etat devenu responsable de la stratégie à Microsoft (...) ; Eric Schmidt *[nommé à la tête d'une nouvelle structure du Pentagone chargée de dénicher les innovations]* responsable d'Alphabet à Google », etc. (Thibault Henneton, « Silicon Army », *Le Monde diplomatique,* avril 2016).

Il ne s'est pas agi d'établir une liste et sa contre-liste du mésusage actuel des mots par les uns ou les autres. J'ai simplement jugé utile, dans le cadre de mon article contre l'illusion religieuse, de revenir sur trois concepts : communautarisme, individualisme et communisme, les deux premiers ayant été employés abondamment tout au long des nombreux commentaires qui ont accompagné les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris et ceux de mars 2016 à Bruxelles ; le troisième par association d'idée avec le premier.

◆ COMMUNAUTARISME : Je n'ai pas trouvé dans mes dictionnaires ce

guerres sans fin : les partisans d'une liberté de culte prônent cette liberté pour eux seuls et on ne compte plus les morts au nom de la liberté de leurs assassins.

Comme les partis politiques autrefois, les mouvements religieux attirent des jeunes qui ne sont plus seulement des abîmés économiques (chômeurs, précaires, etc.) mais qui sont plutôt issus de la classe moyenne et parfois même supérieure. Comme autrefois les militants politiques ou syndicaux, les militants religieux combattent pour les intérêts des déclassés, délaissant les plus défavorisés qui, eux, se battent au quotidien pour leur survie sans se laisser séduire, sinon marginalement, par les sirènes de théories grandiloquentes.

Les plus ardents sectateurs religieux ou socialistes se recrutent parmi les fonctionnaires. Ils sont d'ailleurs assez peu dangereux, craignant de perdre leurs places. Les idées religieuses, tout comme les idées politiques, pénètrent parfois les milieux ouvriers, mais les ouvriers ne manifestent pas le sectarisme des premiers. La classe ouvrière est la plus réfractaire aux pratiques et discours moraux des religieux, des politiciens

de gauche et de droite. Bien que les médias répandent cette rumeur que les électeurs du Front national, en France, seraient en majorité ouvriers, une analyse plus fine de cet

terme pourtant devenu aujourd'hui un mantra dans les diatribes de tous les débordements politiques. Je dois dire que j'utilise des dictionnaires qui ont de la bouteille.
« Communautarisme » est un dérivé de « communauté » qui s'appliquait à l'origine (1538) aux collectivités religieuses, lui-même provenant de « commun » (842), mot formé à partir du latin « cum » (avec) et « munis » (qui accomplit sa charge), qui a évolué de « qui appartient à tous », « qui est accessible à tous» jusqu'à « médiocre», « vulgaire » voire « impur ». Nous voilà à « communautarisme », une sorte de comportement impur dans la bouche de ses accusateurs.
Trouvé sur www.toupie.org : « communautarisme » renvoie pour la deuxième partie de sa construction au latin « munus » (charges, dettes) ; apparu dans les années 1980 en rapport avec les revendications des minorités en Amérique du Nord, le mot prend le sens péjoratif d'« ethnocentrisme » ; l'analyse des conflits en termes d'ethnie évince la

électorat montre que cela dépend beaucoup des régions. Et, de toutes les façons, le Front national n'a encore aucun élu régional parce qu'il y a loin d'un vote protestataire à une adhésion.

Plus dangereux sont ces jeunes sans avenir pour qui l'exercice du terrorisme devient un rite de passage à l'âge adulte mettant fin à une période interminable de postadolescence dans des sociétés européennes où l'âge de l'autonomie devient de plus en plus tardif par manque d'argent. Il est à noter que si Internet a, relativement, supprimé la géographie par la suppression des distances entre interlocuteurs, la proximité géographique, physique, favorise l'entraînement des uns par les autres et la pression du groupe dans les vocations religieuse et terroriste. Les commentateurs parlent alors de communautarisme (voir l'encadré ci-dessous), une sorte de maladie ou d'infamie qui, une fois de plus, ne toucherait que des populations d'origine non européenne.

Cependant, les religieux ne forment pas une communauté homogène ; comme toute communauté, elle est traversée par les intérêts individuels de chacun de ses membres. Ces mêmes commentateurs oublient que si l'islam perturbe nos sociétés européennes, d'autres religions perturbent d'autres sociétés dans le monde, qu'il y a des guerres entre elles toutes et en leur sein : chiites contre sunnites, bouddhistes contre rohingyas (musulmans) au Myanmar (ancienne Birmanie), juifs contre musulmans au Proche-Orient, catholiques contre évangélistes dans plusieurs pays d'Amérique latine, massacres de civils par des armées confessionnelles comme en Ouganda et dans les pays voisins jusqu'en 2008 par la Lord's Resistance Army, etc. Le nationalisme sous perfusion religieuse nous promet des guerres aux effets démultipliés par les progrès techniques ; Israël en donne un exemple depuis 1949.

Alors que l'utopie religieuse a remplacé l'utopie politique, que tous les déçus d'une vie ordinaire embarquent pour la Syrie comme leurs ancêtres partaient en Union soviétique en quête d'une vie passionnante, je ne peux m'empêcher de penser à ceux-là qui se félicitent d'habiter le meilleur des mondes, s'efforcent de réfléchir, parler et écrire, dans la ligne officielle tout en gardant la conviction de vivre libres. C'est sans compter que

référence aux classes sociales.

◆ COMMUNISME :
L'article dans le *Dictionnaire historique de la langue française* (sous la direction d'Alain Rey), éditions Le Robert, reprend les conclusions de Jacques Grandjonc dans son ouvrage *Communisme/Kommunismus/Communism* (voir la recension de sa rééditon aux éditions Malassis/Les Equateurs dans *Echanges* n° 143, p. 78) : l'adjectif « communiste » est attesté depuis 1706 « qui a le sens du bien commun », puis de « membre d'une communauté », pour devenir en 1785 « partisan d'une communauté des biens ». Le substantif « communisme » apparaît à la fin de ce XVIIIe siècle. Il a, comme chacun sait, évolué depuis son emploi par Marx puis par Lénine, le premier lui ayant conféré le sens de « communauté de gens ».

◆ INDIVIDUALISME :
Cette « communauté de gens » devenu chez Lénine « administration de gens » au lieu d'« administration de biens » et, par voie de conséquence, de soumission des individus administrés à une

les religieux, à l'instar de leurs collègues politiques, se chargent de supprimer tous les individus susceptibles de manifester intelligence et indépendance. Et quand des défenseurs des exploités des pays moins développés, issus des pays riches, tolèrent l'assujettissement des ex-colonisés à la religion pour cause de victimisation ou de tradition, on devine que s'ils expriment une envie d'égalité entre enfants d'ex-colonisés et enfants d'ex-colonisateurs elle est plus forte que leur envie de liberté.

Pour certains, on ne peut critiquer l'islam sans être soupçonné d'islamophobie, car la religion islamique fait partie de la culture des victimes de l'Occident, tout comme on ne peut critiquer Israël sans être accusé d'antisémitisme parce que la religion juive appartient à la culture des victimes du nazisme. L'Europe, elle, serait matérialiste, sans spiritualité. Les mots prennent ici un sens particulier qui cherche à discréditer toute critique du capitalisme : dans leur bouche, le matérialisme devient simple frénésie consommatrice et la spiritualité, pure religiosité.

Il est nécessaire aujourd'hui où partout dans le monde le religieux ressurgit avec force de dire clairement que la stratégie réfléchie des prédicateurs vise à détruire l'individu indépendant actif en société, à détruire tous ceux dont la manière de vivre ne correspond pas aux critères qu'ils ont édictés. Il est aussi nécessaire d'affirmer que la politique, dans son acception étroitement partisane, est de même nature que la religion, que toutes deux sont affaires de croyance et que rien ne leur est plus étranger que l'humain, qu'elles reposent sur l'irrationnel et le fanatisme. Enfin, que le terrorisme arrive toujours dans des périodes où le capitalisme se trouve, ou s'imagine, menacé par ses producteurs, les travailleurs.

Emile Henry (1872-1894), un des derniers terroristes anarchistes de la fin du XIXe siècle, écrivait : « J'aime tous les hommes dans leur humanité et pour ce qu'ils devraient être, mais je les méprise pour ce qu'ils sont. » (*Coup pour coup*, éd. Plasma, 1977, p. 184). Il ne me semble pas que les terroristes d'aujourd'hui pensent autrement. Philanthropes religieux, politiques ou autres se posent en amis de l'humanité, mais ils en ont toujours été les plus pernicieux ennemis. Le fanatisme aveugle des vrais croyants les rend beaucoup plus dangereux que des bêtes fauves.

J.-P. V.

collectivité dont il serait le chef, l'individu providentiel investi de la charge du bien collectif. Nos modernes moralistes qualifient toujours d'individualisme et de matérialisme la quête d'une jouissance facile se résumant à une frénésie consommatrice. Le mot « individualiste » est rapproché aujourd'hui du terme « égoïste » en opposition à « altruiste ». En 1825, « individualisme » désignait encore une théorie qui dans les domaines économique, politique et moral voyait dans chaque être humain un individu capable d'initiative. C'est Balzac qui lui accorda, en 1834, le sens d'« égoïsme ». En 1904, la sociologie donnera comme contenu au mot « action consciente des individus ». A partir de la fin du XIXe siècle, les thuriféraires d'un individualisme philosophique, comme leurs adversaires, opposeront abstraitement individu à collectivité. Sens qui perdure aujourd'hui.

Marxisme

◆ *Le Marxisme oublié* n°4 (2016, équinoxe de printemps), Publication du socialisme symbolique, Courrier théorique gratuit – Patrice Leclerc, rue Saint-Germain, 03210 Saint-Menoux.

« Le travail ne reviendra jamais »

◆ Dans le n° 21 (avril 2016) du bulletin gratuit irrégulier *Négatif* (8 pages), trois articles tentent de contrer le discours du capital : « Le doute et la nécessité » affirme que « le Travail ne reviendra jamais, et le capital laissera sur le bord de son chemin ceux qui, de plus en plus nombreux, ne pourront ou ne voudront satisfaire aux exigences de rationalisation et de contrôle nécessaires au maintien de son règne » ; le deuxième article, « Aliénation », critique l'usage moderne du terme ; enfin, le troisième, « Où le temps s'est effondré en ruines » rappelle que « des raisons profondes et du déroulement exact des attaques terroristes du 13 novembre à Paris, (...) on ne peut évidemment pas savoir grand-chose (...) *[que]* le retour du religieux (et pas essentiellement musulman) est le versant de la même aliénation qui rend les humains étrangers à eux-mêmes dans le processus "profane" de l'économie marchande. (...) *[qu']*il n'y a donc rien de surprenant à inviter désormais à prier sur Internet pour les victimes des attentats. »
Un tract, supplément à ce n°21, « Sous le travail, la cage », distribué lors des manifestations contre la loi El Khomri de la fin mars et du début avril, poursuit cette entreprise de démolition. Contact : écrire à Echanges qui transmettra.

L'idéologie écologie

◆ *Les Habitants de la lune* n°9 : « L'écologisme comme religion – ou la soumission comme devoir » (leshabitantsdelalune@yahoo.fr, copies disponibles à Echanges) : « la vision d'un monde sans pollution répond au vœu d'une humanité enfin réconciliée avec la Terre, mais concrètement son action s'articule en pleine connivence avec le monde du commerce et de l'argent, avec le capitalisme donc, précisément responsable des catastrophes que nous connaissons... L'imaginaire écologique annonce volontiers la fin du monde, mais jamais la fin du capitalisme. ... Se débarrasser du capitalisme comme rapport social bridant nos existences, voilà la seule solution de résoudre la destruction en cours du vivant. »

Ecolos sans religion

◆ Dans *Bogues* n°4 (printemps 2016) : « Forêt, territoire,énergie », « No TAV, une lutte habitée », « Hubert Pfister : autour de la désertification en Cévennes », « Organisons-nous : agir en primitif, prévoir en stratège », « Nunatak : combattre l'uniforme », « La fabrique de l'oubli » (la place du nucléaire dans la critique de l'énergie), « Rencontre avec Jacques Fradin » (l'économie est d'abord un dispositif de gouvernement des hommes).
bogues.fr

Climat

◆ « La fiscalité et la finance au secours du climat » dans *La Gazette de la société et des techniques*, n° 86 (mars 2016) (copie à Echanges).

L'économie va sauter...

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 518 (décembre 2015-février 2016) « L'économie mondiale sur un baril de poudre ».

... et le capitalisme se désagréger

◆ Dans *Bilans et Perspectives* n° 16 (février 2016), « Vers la

De tout un peu

Textes dont on peut envoyer des copies contre remboursement des frais postaux.

◆ « Brésil 2013, l'année qui ne s'achève pas », *Les Temps modernes* n° 678 (avril-juin 2014).

◆ « Résister à la chaîne », dialogue entre Christian Courouge, ouvrier chez Peugeot, et Michel Pialoux, sociologue, présentation de ce livre publié chez Agone (2011).

◆ « 1984-1985 -2015 – Retour sur la grande grève des mineurs britanniques », *Contretemps* n° 25. Rappelons l'ouvrage *To The Bitter End. Grève des mineurs en Grande-Bretagne,* d'Henri Simon, éd. Acratie, , toujours disponible.

◆ De Pièces et Main d'œuvre » « Entretien avec Rémy, ouvrier-robot et révolté » Sur le même sujet rappelons *Nuits d'usine,* d'un intérimaire, éd. Echanges et Mouvement.

◆ *The Castoriadis-Pannekoek Exchange,* lecture critique (en anglais) de la correspondance entre Chaulieu (Castoriadis) et Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon, Echanges et Mouvement, de *View PointMagazine* (http://viewpointmag.com/2011/10/25/letter-3-pannekoek-to-castoriadis/ Deviations, Part 1)

◆ *The Misery of Football considered in all its forms and a few remedy offered,* de F. A. Kicker, réimpression d'un texte de 1995 (en anglais, copie à Echanges).

◆ *Le Mouvement des conseils en Allemagne,* de Gianni Carrozza (copies à Echanges). Rappelons la brochure *Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,* de Canne Meijer, éd. Echanges et Mouvement. Et une critique des conseils et de Pannekoek signée Paulo parue dans la revue *Spartacus* en1978, sur http://archives auto nomies.org/ IMG/pdf/spartacus/ spartacus70/ Spartacus-n10.pdf

désagrégation du capitalisme mondial ».

Catalogue

◆ Liste des « pièces détachées» du site « antitechnologie » Pièces et main-d'œuvre pour la période 2000-2016, à destination des lecteurs qui préfèrent lire les versions papier de textes toujours trop longs à l'écran : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=832

Bibliothèque frappée

◆ Dans la nuit du 21 avril 2016, toutes les vitres de La Discordia (45 rue du Pré-Saint-Gervais, 75019 Paris) ont été détruites.
Ce lieu de rencontres) bibliothèque anarchiste lance un appel à solidarité : https://ladiscordia.noblogs.org/imposer-lordre-moral-a-coup-de-marteau-communique-de-la-discordia/

CRAS

◆ Lien vers le site de crowdfunding pour souscrire en ligne pour le local du CRAS. https://www.helloasso.com/associations/cras-centre-de-recherche-pour-l-alternative-sociale/collectes/souscription-un-local-pour-le-cras
(Voir « Un appel du CRAS », *Echanges* n° 154, p. 59.)

40 ans du Centre d'histoire sociale de Barcelone

◆ Dans le n° 40 (mars 2016) de la revue de l'Ateneu enciclopèdic popular de Barcelone, *Enciclopèdic* : « L'athénéisme du XXIe siècle », « Ateneu enciclopèdic popular : La recherche de la méthode nécessaire à l'émancipation », des nécrologies d'Enric Casañas de la CNT et de Txema Bofill, un hommage au caricaturiste des années 1920 Shum. Tous articles en catalan complétés par : « Hommage aux écrivains de l'univers concentrationnaire », « L'olympiade populaire de Barcelone (1936) » et « Défaitisme révolutionnaire », en castillan. Le Centre historico-social de Barcelone, coéditeur de la revue, fête cette année son quarantième anniversaire. Contacts : Centre de Documentació Històric Social, Pg. Sant Joan 26, 1r, 1a, 08010 Barcelone, Espagne www.ateneuenciclopedicpopular.org

La nuque de Mouesca

◆ Dans *Jakilea (Le Témoin)* n° 118, mars 2016 ; outre les informations sur la lutte des Basques, présentation de la nouvelle version de *La Nuque raide* de Gabi Mouesca (éd. Philippe Rey, 2006, et Zortziko, 2015). Dans cette autobiographie réactualisée et augmentée, cet ancien militant d'Iparretarrak ne parle pas seulement de ses dix-sept années d'emprisonnement, mais aussi de son expérience comme président de la section française de l'Observatoire International des Prisons (OIP) et comme chargé de mission « prisons » pour Emmaüs France, de son travail en faveur de la réinsertion des anciens prisonniers et de son engagement en faveur du processus de paix.

Anarchistes espagnols

◆ Dans *KSL* n° 85 (mars 2016), « Thoughts on anarchism, academia and history »,une présentation de l'ouvrage *Living Anarchisme : José Peirats And The Spanish Anarcho-Syndicalist Movement*, de Chris Ealham (AK Press - http://www.akpress .org/ living-anarchism.html) (tout en anglais)

Correspondance Diego Camacho-Juan García Oliver

◆ Dans *Echanges* n° 148, p.71, nous avions recensé le n° 38 (septembre 2014) de la revue barcelonaise *Balance* qui publiait une « Correspondance entre Diego Camacho (« Abel Paz ») et Juan García Oliver » datant de 1970 à 1979 alors que l'un rédigeait sa biographie de Durruti et l'autre ses mémoires.

Cette correspondance entre Abel Paz (1921-2009) et l'ex-ministre anarchiste du temps de la guerre d'Espagne, García Oliver (1902-1980), a été traduite en français par un collectif et est publiée par les éditions Ni patrie ni frontières, sans date (2016). Elle est suivie de la traduction des «Thèses sur la guerre d'Espagne et la situation révolutionnaire créée le 19 juillet 1936 en Catalogne » d'Agustín Guillamón.

Souhaitons à cette édition de trouver ses lecteurs malgré les rodomontades de l'éditeur de *Balance*, Agustín Guillamón, qui avertit que « la lecture de la revue *Balance* (Bilan) n'est pas recommandée pour la santé physique, psychique et morale » de toute une cohorte allant des staliniens aux perroquets *(sic)* en passant par les situationnistes et les luddites. Un inventaire à la Prévert de plusieurs lignes qui laisse peu d'espace aux amateurs.

146 pages, 10 € (frais de port compris)

chbalance@gmail.com
yvescoleman@wanadoo.fr

Conseil des Assurances (1955)

◆ Suite à *Une expérience d'organisation ouvrière. Le*

Conseil du personnel des Assurances générales-Vie, (texte publié dans Socialisme ou Barbarie n° 20 [décembre 1956] et rééd. par Echanges et Mouvement en 2002), un *Bulletin employés* fut publié pendant quelques années dans cette société. Il est mis en ligne sur le site archivesautonomie.org :
http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique514

Mouvement ouvrier

◆ *End Notes :* n° 4 (octobre 2015) de cette revue théorique britannique (en anglais). Au sommaire, notamment « History of Separation », une histoire du mouvement ouvrier. Un gros volume ou un site :
https://endnotes.org.uk/

Le Bund

◆ Aux éditions Acratie (L'Essart, 86310 La Bussière) l'ouvrage *Non nous ne sommes pas le peuple élu. Sionisme et antisémitisme dans les années 30, la doctrine du Bund dans les textes.*

Gauche communiste

◆ *La Gauche communiste italienne (1915-2015)* Philippe Bourrinet, Introduction et dictionnaire, 450 pages
Lien permettant de télécharger les fichiers:
www.grosfichiers.com/CUFYxZViCRHSP

Haymarket

◆ « Il y a 130 ans : l'affaire du Haymarket Square et nous » dans *Alternative libertaire* n°261 (mars 2016).

Dublin 1916

◆ Dans *Courant alternatif* n°259 (avril 2016), « Il y a cent ans : l'insurrection de Pâques 1916 à Dublin, Au-delà des mythes » (OCL, c/o Egregore, BP 81213, 51058 Reims Cedex).

Babeuf

◆ *Gracchus Babeuf pour le bonheur commun,* de Jean Marc Schiappa (Spartacus).

L'invention de l'homosexualité

◆ Présentation de la série « Homo » ici :
« Voici quelques siècles, des êtres de même sexe entretenant des relations amoureuses risquaient la condamnation, voire la mort, mais leur façon d'être n'était pas un problème social ou politique. Le capitalisme est le premier mode de production à en faire une question à résoudre. Pourquoi ? Et comment le monde moderne a-t-il produit cette identité ?
La série "Homo" ne sera évidemment pas une histoire de l'homosexualité, elle soulignera seulement quelques étapes de la généalogie de cette catégorie née au XIXe siècle. »
https://ddt21.noblogs.org/?p=815

Refus de parvenir

◆ Dans *CQFD* n°142 (avril 2016), dossier sur le « refus de parvenir , suite au livre de Marianne Enckell portant ce titre» (sur ce sujet, on peut lire *Militantisme et responsabilité* d'Henry Chazé, brochure d'Echanges et Mouvement).
CQFD : BP 70054,13192 Marseille Cedex 20

Helyette Bess

◆ Dans *CQFD* n° 142 (avril 2016), biographie d'Helyette Bess dont la vie militante fit d'elle, il y a des années, une participante à Action Directe.

Brochures

Les brochures d'Echanges et Mouvement sont en ligne au format PDF : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique503

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,70 euro. Nous avons longtemps bénéficié d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branches d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur les sites mondialisme.org et http://www.echangesetmouvement.fr/

ÉCHANGES N° 155 — Printemps 2016